

Afrique

**L'appel
de l'honneur**



Sidya Diop

*A tous les opprimés et victimes
d'injustices dans le monde*

Sommaire

<i>Avant propos</i>	p.9

<i>Introduction</i>	p.21

<i>La domination économique</i>	p.27
• Une agriculture extravertie	p.27
• Un secteur industriel désarticulé et désintégré	p.31
• Un commerce inégal.....	p.36

<i>La création culturelle et artistique</i>	p.38
• Dans le domaine architectural	p.40
• La production cinématographique.....	p.40
• La Littérature : la langue instrument de domination .	p.41

<i>Une politique sous pression</i>	p.46
• Un système de « désorganisation » et de déstabilisation socio politique.....	p.46
• Une législation d'emprunt	p.49
• Ingérences militaires	p.50

<i>De l'émigration aux problèmes d'émigration</i>	p.55

Les mécanismes et dispositifs et agents de cette dominationp.59

- La violence au service de l'expansion capitaliste.....p.59
- La violence : moyen d'intimidation et de contrôle socialp.62

Les moyens de coercitions non violentes.....p.66

- Tutelle monétaire et strangulation financièrep.66
- La domination monétaire par le Franc CFAp.66
- Le contrôle du secteur bancairep.68
- La dettep.70
- L'aide au développementp.72
- Les ONG : Agents de la dominationp.75
- Les ONG : Relais de la propagande idéologiquep.77

La domination par le contrôle des connaissances et des idées p.80

- A l'école de la fascination pour l'Occidentp.81
- L'histoire : enjeu politiquep.88
- La supériorité intellectuelle et technique.....p.91
- Le mythe du progrès.....p.94
- Individu versus communauté ?.....p.96
- Le développement de la dépendancep.101
- La propagande médiatiquep.105

<i>La nécessité d'une cadre idéologique de la résistance.....</i>	p.112
• Le tirailléur, héros malgré lui ou collaborateur inconscient ?	p.116
• Rompre avec le culte du Messie.....	p.118
• Pesanteurs sur la résistance	p.121
• Tirer les leçons du passé.....	p.123
• Les véritables desseins de notre aliénation.....	p.125

<i>Sortir du cycle infernal.....</i>	p.130

<i>Prêter attention aux ingrédients d'une situation sociale explosive...p.</i>	134

<i>Conclusion</i>	p.136

<i>Bibliographie</i>	p.148

Avant propos

Ce texte s'adresse principalement aux Africains, il se veut comme une pressante invitation aux fils et filles du continent, à se pencher plus sérieusement et plus activement sur le sort de l'Afrique. Il est né des nombreuses interrogations qui ont pu traverser l'esprit de tout Africain, indigné par la condition de « l'Homme Noir » dans le monde. Condition marquée depuis l'esclavage, par un fort sentiment d'Impuissance.

Impuissance des dirigeants, qui ne disposent d'aucun pouvoir réel sur les décisions politiques, économiques et environnementales dans nos pays.

Impuissance des populations, qui devant les désastreuses conditions sociopolitiques du continent, rejettent toute la responsabilité sur le dos des dirigeants, souvent imposés, se sentant ainsi peu impliquées dans la lutte pour le progrès collectif de leurs pays.

Cette situation nous a installés dans une sorte d'inertie, qui se traduit par une incapacité à construire des institutions et des organisations capables d'impulser des transformations profondes dans nos sociétés. C'est cette Impuissance, qui nous empêche d'exprimer les éléments essentiels de notre culture, ceux là mêmes qui déterminent notre rapport à nous mêmes, à nos semblables et à la terre.

Peut-on réfléchir sur la condition de « l'Homme Africain », sur la situation du continent africain, en faisant abstraction de l'impact des rapports qui lui ont été imposés par les puissances coloniales ?

Les énormes moyens déployés par les corporations multinationales, qui concentrent, entre leurs mains, la majorité du pouvoir économique et financier, contrôlent les organes des mass media afin accroître leur influence, auraient-ils laissé nos sociétés indemnes ?

Doit-on considérer nos « mentalités » comme constituant les seuls obstacles au progrès du continent ?

La longue nuit coloniale n'aurait elle pas durablement modifié et structuré le contenu de nos consciences ?

Les mécanismes de cette domination, ainsi que ses effets, ont il été suffisamment étudié pour pouvoir déterminer ce qu'il reste, d'« Africain » aujourd'hui, dans nos mentalités ?

Les sociétés asservies depuis des siècles, dont les populations ont perdu toute emprise sur leur espace, leur temps et, parfois même, sur leurs corps, affaiblis par les nombreuses contraintes et privations dues à l'exploitation de leur labeur, peuvent-elles ne pas produire des personnalités étouffées, de voir leurs valeurs dévoyées et leurs consciences altérées ?

Tout porte à penser que les chaînes de l'esclavage n'ont pas été totalement brisées, que les « indépendances africaines » n'étaient que factices, et que par conséquent, la libération totale de l'Afrique reste à faire.

Si les choses ont changé depuis la « décolonisation », c'est plutôt en pire. L'Afrique est assiégée de toute part par des forces armées étrangères ou dirigée à partir de l'étranger. Ses populations civiles sont constamment agressées et humiliées, ses terres accaparées et elle fait face à une pauvreté qui s'accroît de façon dramatique.

Tout cela devant le silence complice de la majorité des autorités religieuses, traditionnelles, politiques et académiques du continent.

L'absence de toute pensée critique, l'adoption d'un système éducatif aliénant, nous ont rendu incapables de dévoiler les ressorts de notre oppression, d'en démasquer les fallacieuses justifications morales que nos oppresseurs utilisent pour renforcer leur autorité. Ceci nous a installé dans un état de déni de notre situation de dominé. C'est ce qui nous empêche de voir la continuité du colonialisme dans le monde actuel. Car c'est bien nier la réalité

que de considérer l'asservissement du peuple africain comme relevant du passé.

Notre incapacité à prendre conscience de notre servitude, révèle la profondeur de notre aliénation, ce qui nous pousse à adopter des idées et comportements, qui contribuent à maintenir et perpétuer notre oppression.

La riche civilisation africaine est en état de destruction avancé.

Car il faut bien reconnaître que la « Culture Africaine », ne régit presque plus rien d'essentiel sur le continent. Elle est en dehors de notre système éducatif, de nos institutions politico-judiciaires et de notre vie économique.

La prolifération des édifices, des gadgets électroniques ainsi que l'apparition de nouveaux riches, qui donnent l'illusion du « progrès », cachent mal l'apathie culturelle généralisée, causée par la pauvreté endémique et, surtout, par la perte d'emprise sur nos destins, favorisée par la persistance de « l'aide humanitaire ». N'est ce pas mourir à petit feu, que de dépendre des autres pour presque tout ?

Presque toutes nos activités sont tournées, essentiellement, vers la satisfaction des besoins des occidentaux ou servent à leur enrichissement.

Les Africains sont dans leur grande majorité, occupés à la distribution de biens et services produits et fournis par les entreprises occidentales.

A tous les niveaux d'activités politiques, économiques et culturelles dans nos pays, les Occidentaux sont présents pour nous dire « que faire » et « comment le faire ».

L'existence des Africains, qu'ils soient musulmans, chrétiens ou animistes, est beaucoup plus déterminée par les

standards définis par les Occidentaux que par les croyances et valeurs dont ils se réclament.

L'Occident nous a imposé depuis des siècles, une division du travail qui nous réserve le dur labeur, et à lui l'abondante moisson. Nous semons dans le sang, les larmes et la sueur, pour ne récolter que : mépris, vexations et misère.

Nos rapports avec l'Occident sont restés depuis l'esclavage, dans la logique de la domination.

Par rapports de domination, nous entendons l'ensemble des moyens mis en œuvre par un groupe déterminé, afin d'obtenir d'un autre qu'il consente à entretenir avec lui des rapports sociaux inégaux, allant contre ses intérêts.

Le groupe dominant disposant du pouvoir « de modifier les comportements d'autres individus, ou groupes d'individus selon sa volonté, ou d'empêcher que leurs comportements ne puissent se modifier contre sa volonté »¹; et en use pour imposer « des valeurs, idées, rituels et procédures qui opèrent systématiquement à son avantage »².

C'est à dessein que nous évoquons ces différents aspects du pouvoir, qui bien que n'englobant pas toutes ses dimensions,

¹ Selon Richard .H.Tawney «le pouvoir peut être considéré comme la capacité d'un individu ou d'un groupe d'individus, modifier les comportements d'autres individus, ou groupes d'individus selon sa volonté, ou d'empêcher que leur comportement ne puisse se modifier contre sa volonté.» - traduction du texte original «*Power may be defined as the capacity of an individual, or group of individuals, to modify the conduct of other individuals or groups in the manner in which he desires, or to prevent his conduct being modified in the manner in which he does not* 16 R. H. Tawney, *Equality, Londres, Allen and Unwin, 1931, p. 229*

² Peter Bachrach, Morton S. Baratz «le pouvoir est l'ensemble des valeurs, idées, rituels et procédures qui opèrent systématiquement et d'une manière constante au bénéfice de certaines personnes ou de certains groupes aux dépens d'autres» cité par Guy Rocher sociologue, Université de Montréal (1986) dans «Droit, pouvoir et domination» - Doc électronique p 13-14

Lien :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/rocher_guy/droit_pouvoir_domination/Droit_pouvoir_domination.pdf

renvoient aux moyens invisibles qu'utilisent les dominants pour sauvegarder leurs intérêts, en étouffant toute initiative qui risquerait de menacer le statu quo. Ils permettent de jeter plus de lumière sur la logique qui régit les rapports entre les pays occidentaux et les pays africains.

C'est cette logique que l'on voit en œuvre : dans les politiques de développement, au sein des institutions internationales (telles que l'O.N.U et l'O.M.C), dans le cadre des accords de partenariat économique avec l'Union Européenne. C'est elle qui s'est également manifestée lors des conférences mondiales contre le racisme à Durban et Genève, et c'est encore cette logique qui explique, peut être, la troublante passivité de l'Union Africaine, devant les questions et conflits majeurs sur le sol africain.

Les moyens qui permettent d'obtenir l'assentiment des individus à travailler contre leurs propres intérêts, donc à leur propre destruction, sont nombreux et variés. Ils vont de la violence physique à la manipulation mentale et émotionnelle qui passe principalement par une « solidarité internationale » dévoyée.

C'est en ajustant nos comportements à la volonté de nos oppresseurs que nous avons adopté leurs valeurs, travaillons pour leurs intérêts et fonctionnons selon leurs principes.

C'est dire que nous ne nous sommes pas seulement tus devant les multiples injustices commises à notre endroit, mais nous coopérons aussi avec nos oppresseurs. Le peuple africain semble décidé à être le seul peuple à ne pas remettre en cause l'hégémonie occidentale.

Devons-nous continuer de nous murer dans un silence complice et une coupable résignation, devant le tournant historique plus qu'inquiétant que l'Empire est en train d'imprimer au monde ? Tournant, caractérisé par la recrudescence de ses exactions face aux peuples, pour l'appropriation agressive des ressources stratégiques, la restriction des libertés des populations, les emprisonnements et exécutions arbitraires, le dénigrement de l'islam, la stigmatisation

des musulmans et les crispations générées par les multiples tentatives pour détourner l'attention de l'opinion sur la violence du système.

Dans un tel contexte, reconnaître la domination du continent africain, loin d'être un acte de victimisation, constitue le premier pas pour commencer à prendre, sérieusement, notre destin en main.

Il ne s'agit pas, non plus, d'inscrire le discours sur l'Afrique dans une polarité pessimiste/optimiste.

Les problèmes du continent africain ne se posent en ces termes que pour de passifs observateurs.

Et ce serait faire preuve d'une indécence manifeste, que de réduire les douleurs des millions d'hommes, de femmes et d'enfants à une simple posture intellectuelle.

Les défis du moment appellent davantage, à plus de rigueur et surtout de sens de la dignité, qu'à d'incessantes et stériles discussions académiques.

La question cruciale qui se pose à nous, Africains, est de savoir si nous avons la volonté, de nous débarrasser de notre servitude, de reconquérir notre liberté afin de pouvoir témoigner pleinement de notre humanité, ou si nous préférons nous accommoder de l'avalissant « confort » qu'offre la servitude volontaire.

Si accepter la domination, c'est s'installer dans le statu quo en nous conformant servilement à la volonté du « maître », la condition préalable à tout changement en Afrique passe par la modification de nos comportements contre la volonté de nos oppresseurs.

Résister à la domination est ainsi une nécessité vitale. Parce que c'est principalement l'asservissement à des forces extérieures qui maintient les Africains dans le cycle infernal des contraintes et des privations.

La résistance face à l'injustice et à l'oppression, est un témoignage de la foi en la dignité de l'Homme qui naît libre. Accepter la servitude, c'est renoncer à cette liberté qui fait toute sa grandeur.

De quelle dignité pourrait-on se réclamer quand on renonce à vivre debout, acceptant la soumission à ses semblables comme une fatalité ? De quelle foi pourrait-on se vanter, si on ne combat pas ardemment pour l'avènement d'un monde de Justice, condition de la Paix ? Quelles valeurs pourrait-on transmettre aux générations futures, si nous sommes incapables de garantir leur survie ?

Résister ne suffit pas, il nous faut combattre toute force et tout pouvoir qui nous empêche de vivre pleinement notre humanité, qui la nie, en entravant le déploiement total de nos potentialités.

La responsabilité de tous et pas seulement celle des dirigeants africains, est engagée dans le naufrage collectif du continent africain.

Les plus grands obstacles à notre résistance semblent résider, comme nous l'avons dit plus haut, dans la méconnaissance de nos oppresseurs, des mécanismes de fonctionnement du système capitaliste responsable de notre exploitation. Mais surtout, dans notre absence d'éducation politique, qui nous permettrait de prendre conscience de notre appartenance à une communauté englobant l'ensemble des Africains, disséminés aux quatre coins de la terre. Notre vision souvent limitée aux cadres étroits de nos frontières ethniques, étatiques ou idéologiques ne nous permet pas de prendre la pleine mesure d'un système d'oppression qui se joue à l'échelle globale.

Si nous avons utilisé les termes Occident et Afrique, ce n'est point par manichéisme, ni parce que nous considérons ces deux entités comme homogènes et dénuées de contradictions internes.

Nous sommes bien conscients, que l'ensemble des populations occidentales n'adhère pas à cette entreprise

d'exploitation et de prédation des richesses du continent, même si elles en bénéficient de façon plus ou moins directe ; que les classes africaines participent à l'exploitation de leur peuple, comme cela a toujours été le cas au cours de l'histoire humaine, chez toutes les nations. Toutefois, cela n'affecte pas la réalité des rapports de pouvoir, générés par un système de domination économique et ethnique, qui conçoit, planifie et met en œuvre l'oppression des peuples d'Afrique.

La condition des dominés est différente de celle des dominants.

Les problèmes, les priorités, les préoccupations et les responsabilités sont différents entre les pays qui peuvent décider à l'échelle mondiale, de l'allocation des ressources, des interventions armées et du déplacement des populations, de ceux qui n'ont d'autre choix que de subir les décisions imposées ; et entre les citoyens dont les armées menacent notre sécurité, et qui profitent à divers degrés de l'exploitation de nos pays par l'intermédiaire des multinationales. Car ces dernières ont des nationalités bien définies, et bénéficient souvent de l'appui des forces armées de leurs pays pour ouvrir des marchés ou éliminer des chefs d'Etat dont la politique menace leurs intérêts. Ces agressions ne sont pas le fait uniquement des Etats Unis, celui-ci agit avec le soutien militaire et logistique de ses alliés, dont certains, dans leur sphère d'influence, agissent comme les Etats unis.

Chaque communauté doit s'occuper des conditions de survie de ses membres, de ses valeurs et de sa culture, afin de pouvoir entretenir des rapports égalitaires et respectueux avec les autres communautés.

Les Africains sont dépourvus des éléments essentiels qui constituent les règles du jeu capitaliste, privés qu'ils sont, des moyens matériels et financiers pour y compétrer à égalité avec les autres participants.

Ils partent donc perdants dans ce jeu, avec :

- la falsification de leur histoire,

- leur éloignement des bénéfices des innovations technologiques industrielles (auxquelles ils ont pourtant participé),
- leur exclusion du système financier international (quand celui-ci reposait sur l'or, les africains devaient être plus avantagés que beaucoup de pays qui ne pouvaient disposer de ce métal précieux, qu'illicitement acquis),
- la discrimination qui affecte les populations africaines à l'échelle globale, qui se traduit principalement par la restriction de leur mobilité et de leurs opportunités.

Ces éléments, combinés à d'autres facteurs finissent par réduire considérablement les possibilités d'accumulation de capital aussi bien privé que public, aux africains, ce qui favorise notre dépendance. Nos Etats s'endettent auprès des institutions financières internationales, les catégories sociales démunies de nos populations, auprès des institutions de micro finance occidentales.

Ce système nourrit une idéologie raciste, qui relève de sa stratégie de « diviser pour mieux régner ». La volonté d'instaurer dans les esprits une hiérarchie raciale, de distiller le mépris des populations non occidentales en général et africaines en particulier, traverse de façon plus ou moins voilée, les discours produits dans les institutions scolaires, universitaires et surtout les narrations médiatiques.

Nous reconnaissons que si de façon générale le continent africain subit la tutelle occidentale, les réalités politiques et économiques diffèrent d'un pays à l'autre. L'Afrique dite « Francophone », languit dans une médiocrité générale, qui tranche avec le relatif dynamisme de ses voisins dits « Anglophones ». Nous ne nions pas la diversité des aires culturelles en Afrique, mais celle-ci ne saurait en rien, constituer un obstacle à notre volonté de construction de l'Unité Africaine.

Si l'Occident elle-même, malgré sa pluralité linguistique, sa diversité culturelle, politique et son hétérogénéité économique, cherche à construire son unité, pourquoi l'Afrique ne pourrait t'elle pas prétendre à un avenir commun ? La diversité est une réalité qui s'impose à nous, mais la construction d'un Etat Fédéral Africain, dépend de nous, parce que relevant de notre seule volonté de transformer notre condition. Cette condition est caractérisée par la soumission de tout un continent à la prédation capitaliste, une pauvreté endémique, son exclusion des sphères de décision des institutions internationales, la constante humiliation de ses populations partout dans le monde.

Nous pensons que seule l'Unité Africaine permettra de sortir les Africains de cette situation d'impuissance.

L'unité des Africains ne signifie point l'unité absolue de tous les Africains, ce qui n'est d'ailleurs le cas nulle part³, mais celle des forces les plus fortement attachées à leurs desseins et capables de mobiliser autour de l'idée que la majorité des Africains se fait de ses valeurs essentielles et de son intérêt général.

L'Afrique doit se doter d'institutions capables de servir et défendre les intérêts de ses populations.

Cet essai est destiné principalement à la jeunesse africaine. Il prend prétexte des différents aspects de la domination occidentale sur le continent africain, ainsi que les divers mécanismes de l'oppression du peuple africain, pour attirer l'attention sur les mutations sociopolitiques actuelles qui menacent gravement la survie de nos pays et nos libertés fondamentales.

³ L'unité «politique de l'Occident s'est faite principalement sous l'initiative d'une classe sociale, dans un nombre restreint de pays. C'est ce qui permis d'enclencher une dynamique qui a mené au contrôle par l'Europe des ressources de la terre ,à la mise en place d'institutions militaires, politiques et juridiques tel que l'ONU, l'OMC, le FMI, la banque mondiale, etc. Cela, malgré la pluralité linguistique, de tempérament, de cultures, de dynamisme économique, la distance géographique, les régimes politiques et de la résistance de certains composantes de la population européenne.

L'avenir du continent risque de nous échapper complètement car notre présent est façonné principalement par des intervenants étrangers constitué par les organisations non gouvernementales et les institutions internationales.

Il est aussi comme une réaction contre la confiscation de la parole des Africains par des forces mieux organisées que nous, qui nous privent de la possibilité de décrire par nos propres mots, notre propre expérience de la vie.

C'est donc un discours politique, qui cherche à allier le besoin de transmission d'informations à celui de la mobilisation.

Nous avons voulu cet ouvrage aussi synthétique que possible, parce que les thèmes que nous abordons l'ont été par des spécialistes.

Nous avons essayé d'aborder les différents aspects de la domination que subissent nos sociétés leurs mécanismes et leurs agents, ainsi que les pesanteurs qui font que le militantisme africain peine à retrouver ses marques dans ce siècle.

Nous souhaitons faire prendre conscience aux Africains l'urgence de construire des institutions qui leur appartiennent au lieu de réclamer leur place au sein d'institutions conçues et mises en place par les autres peuples pour servir principalement leurs intérêts.

Notre objectif ultime est d'appeler la grande famille militante africaine, ceux qui ont soif de changement et qui aspirent à un monde libéré des chaînes de la tyrannie, à s'unir autour d'objectifs qui rejoignent les intérêts de la majorité des masses africaines.

Le lecteur trouvera les indications de certaines sources que j'ai utilisées, dans la bibliographie, même si elles sont loin d'être exhaustives. Ce texte est une tentative de synthèse de plusieurs années de lectures, d'observations, d'interviews, d'expériences

diverses, de réflexions orientées et organisées par mes convictions politiques.

Nous faisons confiance au bon sens du lecteur, que nous invitons à faire par lui-même, un travail de décryptage et de réévaluation de la situation du continent, qui lui permettront peut être d'entrevoir de nouvelles perspectives, que mes limites personnelles ne m'ont pas permis d'embrasser.

Sidya Diop

Introduction

Le continent Africain, considéré comme le berceau de l'humanité, a vu naître les plus anciennes civilisations du monde. L'Afrique a connu une longue et riche histoire, dont la connaissance s'est considérablement accélérée ces dernières décennies grâce en partie aux fouilles archéologiques qui ont permis de révéler les vestiges des grands empires et des grandes cités précoloniales. Nous disposons de nos jours de nombreuses traces, témoignant de ce riche passé longtemps occulté par ses conquérants, qui ont voulu que l'on ne retienne d'elle, que le moment de sa sujétion.

Le monde dans sa marche, continue de lever le voile non seulement sur notre passé, mais aussi sur celui de nos « conquérants ». Ainsi, nous savons maintenant, entre autres choses, que le peuple africain n'a pas toujours été dans les fers et que son Histoire n'a pas commencé avec la présence arabe, encore moins avec celle européenne. Le peuple africain, avait déjà construit des royaumes et des empires remarquablement organisés, comme il a eu à exercer sa créativité dans tous les domaines de l'activité humaine. Il a eu à révéler ses forces et a souffert de ses faiblesses, a connu la grandeur et la décadence, à l'instar de tous les peuples du monde, parce que tout simplement, les civilisations meurent. Des anciennes civilisations égyptiennes, babyloniennes, romaines et autres ne restent que des ruines. De même que les premières puissances européennes de l'époque des grandes conquêtes, que furent le Portugal et l'Espagne, sont aujourd'hui bien loin de retrouver leur splendeur d'antan.

Si le continent africain a connu de multiples invasions, c'est particulièrement sa rencontre avec une Europe plongée dans le marasme économique, sortie à la recherche de matières premières et de nouveaux marchés, qui l'a profondément bouleversé.

L'Afrique, ainsi brutalement intégrée au système capitaliste occidental, dut subir par la force : le pillage de ses ressources, la dislocation de ses royaumes et connaître d'importants déplacements de ses populations.

Sa configuration économique, démographique et culturelle, s'en trouva profondément et durablement transformée. Elle connaît depuis, de lourds dysfonctionnements structurels, de sérieuses faiblesses institutionnelles, des désarticulations sociales qui sont à l'origine de ses nombreux maux : épidémies récurrentes, insécurité, exploitation, spoliations, oppressions et dégradations du cadre de vie des populations.

Les raisons énoncées de cette longue léthargie socio-économique du continent, sont nombreuses et variées. Elle serait selon les discours les plus répandus, liée principalement, à nos spécificités culturelles et à la corruption de nos dirigeants. En d'autres termes, à nos mentalités archaïques et à notre absence de probité morale, qui nous empêcheraient de progresser depuis nos « indépendances ».

Ce discours, qui est présenté comme une évidence, veut donner à penser que notre indépendance politique était acquise, et qu'il nous restait à conquérir celle économique. N'est ce pas une manière de ne nous empêcher de réfléchir sur la véritable situation qui prévaut en Afrique ?

Sans même questionner la pertinence de la séparation du « Politique », de l'« Economique », peut-on vraiment parler d'indépendance politique à propos de pays qui, du pouvoir, ne détiennent que l'apparence, ne possèdent que peu de capacités de décision, ne disposent pas librement de leurs ressources et sont incapables d'assurer la sécurité de leurs citoyens ?

Si nous sommes vraiment indépendants, qu'est-ce qui explique les multiples ingérences occidentales sur le continent et la présence massive des forces armées étrangères sur le territoire africain sous de nombreux et souvent fallacieux prétextes ?

Sommes-nous réellement indépendants, quand beaucoup de changements de régime, sont décidés hors du continent et que même de simples contentieux électoraux se règlent dans le sang ?

Un bref coup d'œil sur notre situation permet de dire, qu'au vu des multiples dominations dont nos sociétés font l'objet sur les plans économique, social, culturel et académique, l'Afrique demeure toujours sous le joug de l'Occident et que c'est cette domination, qui est la cause principale de la pauvreté qui sévit sur le continent.

La décolonisation n'a en réalité fait qu'initier une nouvelle forme d'assujettissement de nos peuples : le Néocolonialisme.

Contrairement à la colonisation qui était une occupation physique militaire et administrative des pays conquis, le néocolonialisme se manifeste par la substitution des agents administratifs de la métropole par des agents locaux. Cela se traduit par l'amplification de leurs prérogatives. Les anciens gouverneurs de colonies ont été remplacés par des « Présidents », les missionnaires remplacés par les ONG, les « Tirailleurs sénégalais » par les forces armées d'Etats artificiels. Ces forces armées servent à défendre les intérêts des multinationales et des classes dirigeantes contre leurs peuples et participent aux opérations de déstabilisation de pays frères.

La continuité de la domination coloniale a été de fait assurée par le transfert de l'administration des colonies à une « élite » noire, qui, parce que jouissant de plus de légitimité aux yeux des populations, permet d'éviter la cristallisation des sentiments anticolonialistes sur l'Occident.

Ainsi, les pires atrocités auront beau être commises sur le continent, pour la préservation des intérêts économiques et idéologiques des pays occidentaux, ces derniers garderont toujours les mains parfaitement « blanches ».

Dans les anciennes colonies françaises, le référendum portant sur la création de la « Communauté française » jette un éclairage sur le caractère factice de nos indépendances et la nature même de la colonisation.

La Guinée, en refusant la « Loi cadre » ou « Loi Defferre », a dit non à la volonté de la tutelle française, qui s'exprimait à travers les accords de coopération, qui allaient définir l'ossature du système, que certains appellent « Françafrique ».

Les représailles⁴ qu'elle a eu à subir, pour n'avoir exprimé que sa légitime volonté de liberté, montrent que la colonisation était loin d'être une entreprise humanitaire. Toutes les infrastructures construites pendant l'occupation ont été détruites au départ des Français. Ces sanctions permettent aussi de comprendre le schéma des futures entreprises de déstabilisation économiques, financières⁵ et militaires qui allaient être la règle dans le reste du continent, cela à chaque fois qu'un pays africain allait affirmer son indocilité face aux exigences des pays occidentaux.

C'est ainsi que le statu quo colonial a été principalement maintenu. Depuis nos indépendances, il n'y a eu aucune remise en cause des frontières précoloniales, aucune restauration des formes d'organisations politiques antérieures, ni de réel changement de la condition des populations.

Le statut de l'indigénat perdure pour ces dernières dans leur grande majorité, il est seulement décliné sous une forme plus souple. Les populations qui ont été expropriées n'ont pas obtenu la restitution de leurs terres, elles demeurent toujours exclues de fait dans la gestion des affaires publiques de leur pays et bénéficient à peine des services publics de base.

Ceux qui tirent profit de cette situation, cherchent à empêcher toute réflexion critique, en faisant croire que c'est tomber dans une posture de « victimisation », que de tenter de faire une analyse objective de notre condition. De cette façon, le peuple

⁴ La France a détruit toutes les infrastructures, rasés les bâtiments rapatriant médecins, professeurs et techniciens. C'est la preuve que ces infrastructures et cette logistique étaient au service de l'exploitation des peuples colonisés

⁵ «L'opération persil» mise sur pied par la France, consistait à faire circuler des faux billets pour ruiner l'économie guinéenne.

africain est presque réduit au silence, sa parole confisquée par les nombreuses ONG occidentales qui sont devenues son porte-voix.

S'il nous est « permis » de parler de l'Afrique, c'est souvent pour en dénoncer les mœurs les plus barbares et les pratiques les plus rétrogrades, et cela, non pas auprès des populations concernées, mais devant les étrangers.

L'entreprise d'aliénation de nos peuples, a si bien fonctionné que bon nombre d'Africains pensent même que la libération du continent n'est plus d'actualité. Que le temps exige l'accommodation à l'ordre établi, et qu'il nous faudrait chercher à nous faire une toute petite place dans le monde, celle que voudrait bien nous laisser le système qui nous asservit.

Le peuple africain aurait-il cédé devant la « ruse » du capitalisme, pris en tenaille qu'il est, entre : violences, intimidations et les nombreuses formes de coercitions économiques ?

Aurait-t-il perdu toute énergie, vaillance et dignité, nécessaires au combat pour sa libération ?

Les constantes courbettes de nos chefs d'Etat devant leurs « homologues » occidentaux, les accueils « hautement exotiques et populaires » qui sont réservés à ces derniers, les sempiternels discours de remerciement pour des dons reçus de nos multiples « partenaires de coopération », les incessantes demandes d'assistance, les campagnes de solidarité des ONG, notre système d'éducation, les diverses informations que nous recevons, ne contribuent-ils pas à créer les réflexes de soumission, de dépendance et de dévalorisation de soi chez nos populations ?

C'est peut-être ce qui explique que, malgré la recrudescence de la prédation économique sur le continent africain, le redéploiement militaire de plus en plus important des forces étrangères, les agressions de pays africains et la présence de nouveaux acteurs comme la Chine et l'Inde, le peuple africain, semble plus que jamais amorphe et plutôt résigné à son sort.

Quelle est la part de responsabilité de ces millions d'hommes et de femmes qui laissent leurs dirigeants brader leurs richesses, détruire leurs valeurs, leur cadre de vie, porter atteinte à leur dignité et compromettre sérieusement l'avenir de leurs enfants sans réagir ?

Contrairement aux peuples natifs d'Amérique et d'Asie, nous avons enterré « la hache de guerre » contre le colonialisme, croyant qu'il appartenait au passé. Nous avons renoncé aux expériences politiques audacieuses, abandonné toute volonté de résistance active, préférant suivre le courant du système néolibéral occidental. Nous avons adhéré sans réserve, aux différentes formules creuses que ne cessent de nous vendre les apôtres du système qui nous a mis dans cette « galère », et qui n'a aucun intérêt à nous voir nous en sortir. Ayant passé du statut de pays « sous-développés » à celui de pays « en voie de développement », après avoir essayé la lutte contre la pauvreté et le co-développement, sans aucun bilan ni résultats probants ; voici que nous voyons maintenant, des bas-fonds de la corruption, de l'impuissance généralisée des pouvoirs centraux, du surendettement et de l'extrême dépendance économique, surgir le temps de « l'Emergence ».

Notre extrême réceptivité aux différents discours académiques, politiques et médiatiques, semble avoir affecté notre capacité de discernement. Elle nous empêche de penser notre condition avec lucidité, et nous pousse à accepter l'inacceptable.

Les motivations d'ordre économique qui avaient conduit à la colonisation du continent africain, à savoir la recherche de matières premières et de débouchés pour leurs produits manufacturés, ont-elles disparu des préoccupations occidentales actuelles ?

La logique esclavagiste qui consiste à mobiliser sous la contrainte, le temps, l'énergie de tout un peuple au service des besoins et des intérêts d'un autre a-t-elle jamais cessé ?

La domination économique

Une agriculture extravertie

Le continent africain, avec une population de près d'un milliard d'âmes (dont plus de la moitié constitué de jeunes) et bien que possédant une bonne partie des terres arables les plus fertiles de la planète, demeure un importateur net de produits agricoles et alimentaires pour nourrir sa population, et la malnutrition ne cesse d'y progresser.

Malgré l'abondance des terres cultivables sur le continent et l'énorme potentiel de ses ressources en eaux, les rendements à l'hectare y sont parmi les plus faibles au monde.

Et pourtant le continent africain a depuis plusieurs millénaires connu des méthodes culturales très élaborées et performantes, qui contrairement à l'idée généralement répandue, n'étaient pas toutes majoritairement orientées vers la subsistance⁶.

L'agriculture du continent, qui, il y a cinq siècles, nourrissait des gaillards parmi les plus robustes de la terre, souffre de nos jours de famines et de pénuries à répétition, si bien qu'à l'image de ses verdoyants paysages, s'est lentement substituée celle d'immenses déserts de désolation dans l'imaginaire des peuples du globe.

Les expropriations des terres agricoles pendant la colonisation, le bouleversement des réseaux d'échanges précoloniaux par les nouvelles frontières coloniales, les mesures de restrictions d'accès à la terre pour les agriculteurs africains, les énormes

⁶ Gareth Austin «Nous avons noté qu'à la veille du découpage du continent par l'Europe, l'Afrique avait déjà révélé une amorce d'avantage comparatif dans l'agriculture d'exportation» in «African Economic Development and Colonial Legacies», International Development Policy | Revue internationale de politique de développement [Online], 1 | 2010, Online since 14 December 2009, connection on 21 April 2014.

concessions qui continuent d'être accordées aux multinationales, les incessants déplacements de populations, les différentes mesures de contrôle concernant la commercialisation des produits agricoles, ont eu une influence certaine sur l'agriculture de nos pays.⁷

La libéralisation du secteur agricole dans le cadre des politiques d'ajustements structurels, a considérablement aggravé la vulnérabilité du secteur face à la concurrence déloyale d'une agriculture subventionnée des pays du Nord.

La soumission de nos « Etats » aux exigences des bailleurs de fonds internationaux, fait qu'à part quelques rares initiatives endogènes, les politiques agricoles, en Afrique noire, sont décidées par les institutions internationales.

Cette fragilité politico-économique a conduit à la multiplication des intervenants étrangers dans les stratégies agricoles de nos pays.

Ces intervenants, constitués d'experts et de bénévoles étrangers, chargés d'accompagner les acteurs du secteur, suivent bien souvent un agenda qui ne coïncide pas forcément avec les besoins et les priorités de nos populations, mais servent plutôt les intérêts des multinationales de l'industrie agroalimentaire et des pays riches.

Ainsi, plus d'un quart de siècle après nos pseudos indépendances, la dépendance de nos économies vis à vis du centre sont demeurés intacts. Notre stratégie agricole est demeurée aussi extravertie qu'au temps de la colonisation. Nos paysans continuent de produire principalement pour la satisfaction des besoins des populations des pays étrangers, laissant leurs propres besoins insatisfaits.

⁷ «Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson (2001, 2002a, 2002b) ont affirmé que la pauvreté relative de l'Afrique à la fin du XXe siècle, résultait essentiellement de la forme prise par le colonialisme européen sur le continent, c'est-à-dire l'installation d'Européens à des fins d'extraction, alors que l'installation de populations européennes nombreuses aurait entraîné la création de certains types d'institutions - les droits de propriété privée et les systèmes de gouvernement qui les soutiennent - qui, selon ces auteurs, ont permis le développement économique de l'Amérique du Nord et de l'Australasie». Ibidem Op Cit

Les différentes politiques agricoles n'ont fait que consacrer la dépossession des populations africaines de leurs terres arables, bradées aux sociétés agro-industrielles et ont réduit nos pays en de simples marchés pour les industries de production d'engrais, de pesticides et de semences.

La récente ruée vers les biocarburants, relève de cette même logique d'extraversion de notre agriculture entamée depuis la colonisation. Elle ne fera qu'accélérer la déstructuration du secteur agricole par l'affectation de plus en plus de terres à des cultures non-vivrières.

La concentration des meilleures terres cultivables entre les mains d'une minorité qui les a acquises le plus souvent par expropriation ou par la corruption, la précarisation financière des paysans obligés de s'endetter bien avant leur production pour acheter leurs semences, transforment de plus en plus d'agriculteurs en ouvriers agricoles⁸.

Nos ressources halieutiques subissent elles aussi le même sort : le manque d'équipements, l'incapacité de nos pays à assurer la protection de nos frontières maritimes, les nombreuses licences de pêche accordées aux compagnies étrangères, privent nos pêcheurs de l'accès à nos fonds marins. Ce qui est de nature à compromettre sérieusement la sécurité alimentaire de nos populations.

Les défis de notre secteur agricole sont nombreux et pour les relever, il sera est tout d'abord nécessaire de nous libérer des contraintes politiques et économiques qui pèsent sur nos sociétés.

⁸ « En Afrique, l'extraction coloniale s'est manifestée de la façon la plus indiscutable par l'appropriation de la terre au profit des colons européens ou des plantations européennes, dans une stratégie mise en œuvre non seulement pour donner aux investisseurs et aux colons européens un contrôle sûr et peu cher sur la terre, mais aussi pour obliger les Africains à vendre leur travail aux agriculteurs, aux planteurs et aux propriétaires de mines européens (Palmer et Parsons 1977) - Ibidem Op Cit

Il faudrait pour cela, reconquérir notre indépendance d'action, afin de mener les réformes agraires qui faciliteront l'accès à la propriété de la terre aux paysans. Et de renforcer leur protection, eux, qui sont des victimes séculaires d'expropriations et d'exploitations aussi bien de la part des aristocraties traditionnelles et religieuses, que des multinationales et des hommes politiques véreux.

Reconquérir notre souveraineté, c'est aussi pouvoir décider librement de l'aménagement de nos espaces, des espèces à protéger, d'assurer la sauvegarde de nos ressources forestières et halieutiques qui sont pillées à un rythme effréné.

C'est l'abandon des politiques écologiquement suicidaires, celles qui encouragent l'utilisation intensive et souvent inconsidérée de pesticides aux effets dangereux pour la santé de nos populations.

Une politique agricole cohérente devrait lutter contre la contamination de nos sols et nappes souterraines causée par l'industrie d'extraction minière, qui de surcroît provoque expropriations et déplacements de populations, privant ainsi nos paysans de leurs terres et de leurs moyens de subsistance.

Nous devons accorder la priorité à la satisfaction des besoins de notre marché intérieur. Car une agriculture performante n'est pas forcément celle qui répond aux critères définis par les spéculateurs mais, celle qui permet de préserver la bonne santé de nos populations, d'assurer leur survie, de préserver notre dignité et d'échapper à toute éventuelle pression alimentaire.

Face à ces nombreuses menaces, il convient de résister vigoureusement aux diktats des géants de l'agroalimentaire qui veulent breveter le vivant, contrôler le marché des semences et des produits chimiques agricoles. Il faut lutter de façon résolue pour le droit à une alimentation saine et refuser vigoureusement, l'introduction des semences OGM qui risquent de fragiliser davantage nos paysans, et menacer la santé de nos populations par une contamination potentielle de nos variétés locales.

Au moment où, même en Occident, on privilégie la consommation des produits locaux, nous pouvons constater tout au moins au Sénégal, la disparition progressive de certaines variétés de fruits, de légumes, et de céréales. C'est faire acte de résistance, que de se lancer dans la production et la consommation de nos produits locaux, ainsi que la valorisation de nos savoir-faire traditionnels. De promouvoir une agriculture fidèle à notre propre vision de l'existence, de notre rapport à la terre et aux hommes. Une vision qui consiste essentiellement, à veiller à ne pas agresser la terre et de ne pas empoisonner nos prochains.

A l'heure des mutations sociales et géopolitiques dont nous ne maîtrisons pas tous les aspects, de la privatisation du vivant, de la recrudescence de la violence de la prédation capitaliste, nous devons faire preuve de vigilance et privilégier la survie en tant que peuple, à notre insertion dans une économie mondiale, au sein de laquelle notre place ne peut être que celle d'éternels perdants.

Un secteur industriel désarticulé et désintégré

Un demi-siècle après les « Indépendances Africaines », force est de constater l'échec des différentes politiques de développement industrielles mises en œuvre dans nos différents pays. Le continent africain, doté d'une fabuleuse richesse minière et disposant des plus grandes réserves mondiales pour de nombreux minerais, ne représente presque rien dans la production manufacturière mondiale.

Cette faiblesse de la production manufacturière, s'explique par le fait que l'Afrique noire ne transforme presque pas ses produits au niveau local. Elle se contente d'exporter uniquement des produits primaires agricoles ou miniers dont le contrôle des prix sur le marché mondial, fixés dans les grandes places boursières occidentales, lui échappe complètement.

La faiblesse des industries de transformation⁹ de nos produits, dans les domaines des productions agricoles et minières empêche la constitution d'un tissu industriel performant.

Ainsi, le profil industriel des Etats africains demeure celui d'une économie de rente, tirant la majeure partie de ses revenus de l'industrie d'extraction minière, qui permet d'entretenir une élite corrompue, toute dévouée à la sauvegarde des intérêts des multinationales.

La priorité accordée à l'industrie d'extraction minière, est une option qui ne favorise pas l'émergence d'une économie véritablement productive, parce qu'elle ne crée que des emplois précaires. De plus, les techniques d'extraction des minerais produisent des résidus¹⁰ très toxiques aussi bien pour nos populations, que pour notre faune et notre flore. Ces techniques d'extraction peuvent contaminer les cours d'eau et sources souterraines, sur de grandes distances et affectent ainsi les autres secteurs économiques tels que l'agriculture et la pêche.

Les énormes impacts négatifs environnementaux, sociaux et politiques qui résultent de l'exploitation effrénée et inconsidérée des mines, depuis leur phase de prospection à leur fermeture, dépassent largement pour les populations, les avantages liés à leur exploitation.

L'Afrique peine à adopter une stratégie industrielle cohérente.

⁹ La transformation locale du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, qui sont respectivement le premier et deuxième producteur mondiaux de ce produit, ne dépasse pas 20%.

Le Mali premier producteur africain de coton transforme à peine 2% de sa production.

L'Afrique de l'Ouest qui est le sixième producteur mondial de coton transforme moins de 5% de son coton, tandis que l'Inde et la Turquie transforment localement 100% de leur production, la Chine 91%, les États-Unis 62% et la Grèce 43%.

¹⁰ « Les émissions de soufre, provoquent des pluies acides qui détériorent les sols et polluent les nappes phréatiques » Glencore : comment une multinationale pille l'Afrique avec la complicité de l'Europe par Agnès Rousseaux.

<http://www.bastamag.net/Glencore-comment-une>

Le développement d'une industrie nécessite au minimum, une épargne nationale suffisante :

- un système financier intégré à l'économie nationale permettant de drainer l'épargne vers les secteurs industriels et commerciaux prioritaires,

- un système éducatif qui encourage la mise au point des technologies adaptées et surtout, une infrastructure économique permettant de construire un dense tissu industriel et commercial.

Aujourd'hui, après cinquante ans, aucun Etat africain n'a pu relever un seul des défis qui s'opposent à notre décollage industriel.

Malgré d'énormes potentialités dans le domaine des énergies renouvelables, nous souffrons d'un important déficit énergétique qui freine lourdement le développement non seulement, des différents secteurs agricoles, industriels ou commerciaux, mais aussi l'amélioration de l'environnement social et sanitaire.

En l'absence de véritables transferts de technologie, il n'existe pratiquement pas sur le continent, une politique d'éducation porteuse d'une réelle volonté de créer les conditions d'émergence de technologies dédiées à la résolution de nos problèmes spécifiques et qui nous permettrait de nous libérer de notre dépendance.

Nous ne disposons pas à l'échelle continentale d'une flotte maritime efficace, qui nous permettrait d'avoir plus d'indépendance et de compétitivité dans nos relations commerciales, afin de résorber les déséquilibres de notre commerce extérieur.

Les réseaux de transports routiers et ferroviaires, tant au niveau national qu'interrégional, ne permettent pas une mobilité des hommes et des marchandises, nos ports et nos gares ne disposent presque pas d'installations nécessaires au stockage des denrées périssables.

Nous sommes pratiquement exclus des importants enjeux géopolitiques de l'information, face aux pays occidentaux qui, possédant les orbites géostationnaires, détiennent la majorité des spectres de fréquence et partant, des agences de presses qui contrôlent l'essentiel du contenu de l'information et des supports de diffusion.

C'est donc dire, que le secteur industriel en Afrique traîne de lourds handicaps historiques, structurels et infra structurels, qui nous mettent dans une situation d'extrême fragilité. Notre irruption dans l'économie capitaliste, s'est faite par le biais de la colonisation, qui a pris soin d'étouffer dans l'œuf, tout potentiel de développement industriel du continent.

Cela a profondément marqué sa structure et lui a assigné sa position qu'elle n'a cessé d'occuper jusqu'à nos jours, celle d'une économie dominée, tournée principalement vers la satisfaction des besoins des pays riches et récemment des pays dits émergents.

Ainsi, dans ses échanges avec le reste du monde, l'Afrique est particulièrement restée dans une position de pourvoyeuse de produits de base pour le développement industriel des pays développés et d'importatrice de produits manufacturés, donc essentiellement une économie de consommation.

Les traces de la colonisation, demeurent lisibles dans la composition socio-économique de nos pays.

L'analyse du tissu industriel montre une structure hiérarchique, suivant une stratification ethnique héritée de la colonisation. Avec au sommet, les grandes entreprises contrôlées par les anciens colonisateurs français, anglais ou autres nationalités européennes, souvent en situation de quasi monopole dans leur secteur d'activité.

Ils sont suivis principalement des libano-syriens, en Afrique de l'Ouest francophone et d'Indiens dans les pays anglophones et des métis dans certaines contrées.

Ces opérateurs économiques, présents dans les secteurs les plus dynamiques de nos économies, disposent ou bénéficient des capitaux, des réseaux de distribution et d'approvisionnement au niveau international.

Viennent, ensuite, les entreprises détenues par des nationaux, souvent associées aux monopoles étrangers, et enfin à coté du secteur dit informel, celles détenues par des entrepreneurs locaux dont les activités visent à concurrencer les produits importés.

Ces entrepreneurs, subissent la rude concurrence des multinationales. Elles sont généralement prises entre le marteau des taux d'intérêt prohibitifs, pratiqués par les institutions financières, et l'enclume des administrations d'Etats, au service des intérêts du grand capital. Ces derniers se chargent de les fragiliser par des retards dans le paiement des factures dues, la fourniture de services administratifs des plus contrariants, leur exclusion des marchés publics et par le « racket fiscal », les conduisant ainsi très souvent vers la faillite.

Ce phénomène révèle la véritable nature de l'Etat en Afrique, dont le rôle consiste surtout à sauvegarder les intérêts étrangers, ce en quoi il excelle, en facilitant l'exploitation des travailleurs par une législation du travail dite « souple » et par la facilitation des transferts des profits des entreprises vers les pays du Nord. Il cherche surtout, à empêcher l'émergence d'une industrie nationale autonome et dynamique, maintenant ainsi intactes, les chaînes de notre dépendance économique.

Il est donc aisé de constater que le secteur industriel en Afrique, n'est pas au service des populations et n'a point pour objectif l'amélioration de leurs conditions de vie. L'économie n'a aucune dynamique interne et est principalement orientée vers la satisfaction de besoins étrangers.

Les vagues de privatisations massives et les politiques de bas salaires adoptées par nos Etats, sous la contrainte des institutions financières internationales, afin d'attirer les investisseurs étrangers, ont permis aux entreprises étrangères de faire main basse

sur les secteurs vitaux de nos économies, tels que celui de l'eau et de l'électricité.

Nous vivons ainsi dans un contexte où nos petites et moyennes industries souffrent de multiples contraintes liées aux problèmes d'accès au crédit bancaire, ainsi qu'aux marchés publics intérieurs. Elles font face à la destruction croissante de l'outil de production national qui s'aggrave chaque jour davantage devant la concurrence étrangère sans aucun soutien de nos Etats.

Dans une telle situation de domination de nos économies, comment pourrait-on se réjouir d'une éventuelle forte croissance en Afrique. Croissance qui d'ailleurs ne concerne qu'une minorité de pays et est principalement le fait d'entreprises étrangères ?

Un commerce inégal

Les déficiences structurelles de notre économie, se reflètent naturellement dans nos échanges commerciaux qui sont marqués du sceau de l'inégalité. Parce que nous exportons peu et importons beaucoup, nous exportons ainsi des emplois au lieu de créer de la richesse et des emplois pour nos pays.

La dépendance des différents secteurs de notre économie, nos multiples handicaps structurels et historiques, la baisse constante du prix de nos matières premières, la structure de nos échanges commerciaux avec l'Europe ne saurait qu'être inégalitaire. Ce qui explique notre marginalisation au sein des institutions qui régissent le commerce international, telles que l'O.M.C, dont les règles édictées ainsi que les différentes conventions de négociation commerciales mises en place ne font que donner un cadre légal à l'exploitation de nos pays.

Le système de préférence tarifaire, appliqué dans le cadre des accords de partenariats économiques initiés depuis les accords de Lomé n'a fait qu'accroître la pauvreté. Les récents

accords de libre échange (APE), risquent de mener à la massification de la misère sur le continent.

En plus de la situation de quasi monopole sur le fret maritime, l'exploitation des installations portuaires, les occidentaux appliquent des barrières douanières élevées. Ils y ajoutent des barrières non tarifaires, constitués par une série de normes qui bien souvent, ne sont que des limitations déguisées à la liberté de commerce avec nos pays.

L'instauration de ces normes, est confortée par les vastes campagnes de marketing négatif menées contre le continent africain, campagnes dans lesquelles il est représenté de façon systématique dans la plus crasseuse précarité.

Quant aux produits en provenance de l'Europe, de la vache folle, de la dioxine, des pesticides et des hormones de croissance, qui affectent gravement et indifféremment la santé des adultes comme des tous petits, sont censés être plus sûrs et pénètrent nos frontières sans aucune restriction.

Et nous sommes toujours aussi naïfs pour continuer de croire, que ce qui est « bon » pour cette « Europe » dont les entreprises sont prêtes à tout pour faire des profits, l'est forcément pour nous Africains. Que nous pouvons les yeux fermés, faire notre, ses normes de qualité. Peu importe qu'elle soit sujette à des problèmes de transparence dans l'étiquetage et la traçabilité.

Les différentes initiatives Nepad, AGOA, Objectifs du Millenium, les promesses d'une forte croissance du continent faisant espérer des lendemains qui chantent, ne doivent pas entamer notre lucidité. Il va falloir nous débarrasser de cette illusion, celle qui consiste à croire que le développement de l'Afrique, se fera sous l'impulsion des dirigeants africains. Ces dirigeants, qui, dans leur grande majorité, depuis plus d'un demi-siècle, ont fait cause commune avec les fossoyeurs du continent africain et sont en train de nous faire accepter subtilement, l'idée d'une mise sous mandat international du destin de nos peuples.

La création culturelle et artistique

A l'instar des autres secteurs de nos sociétés, la production culturelle africaine, n'échappe pas à la domination occidentale. De la production artisanale à la littérature en passant par l'architecture, la musique et le cinéma, tous les secteurs d'activité de création, portent la marque des rapports de domination. Le système colonial ne s'est pas limité à la destruction de nos institutions politiques et sociales, il s'est attelée à remodeler l'esprit des populations colonisées en fonction de ses propres objectifs.

Procédant par l'orientation nos différents secteurs d'activités dans une direction qui permet la pérennité de notre exploitation économique et par l'imposition d'une division du travail qui a tendance à rabaisser la valeur de notre labeur et à rehausser celle de nos conquérants. C'est cette logique qui prédomine dans tous nos secteurs d'activité.

Le secteur artisanal, qui possède un énorme potentiel pour être un véritable moteur économique, souffre des mêmes problèmes qui affectent les autres secteurs d'activité des pays africains en général.

Malgré le savoir-faire reconnu de nos artisans, le manque de soutien institutionnel pour leur formation, combiné au manque d'équipement, entament lourdement la qualité des produits artisanaux contemporains.

L'absence d'une véritable politique de soutien de l'Etat, allié au peu d'intérêt que portent les opérateurs économiques locaux à ce secteur, menacent sérieusement l'avenir de l'artisanat africain.

Si ce secteur n'est pas sous la mainmise directe de l'Occident, il en dépend fortement pour l'approvisionnement en matières premières et en équipements. Mais surtout, il en subit l'influence, car le marché principalement ciblé est le marché touristique. L'engouement des collectionneurs et ethnologues pour les masques africains, depuis la période coloniale, a fait que bons

nombres d'artisans se sont spécialisés dans la reproduction « d'antiquités » du continent, principalement constituées d'objets culturels, délaissant l'aspect hautement esthétique de l'art traditionnel africain, ignoré par les ethnologues européens. L'artisanat africain va de ce fait se conformer aux exigences du marché occidental et au discours dominant.

Le mimétisme dans les habitudes de consommation, pousse la grande majorité des populations, toutes catégories sociales confondues, à accorder leur préférence aux objets manufacturés importés, dont la fabrication est pourtant à la portée de nos artisans. L'artisanat n'est de ce fait, qu'accessoirement destiné à la satisfaction des besoins locaux.

La même situation prévaut dans le domaine de la musique africaine, qui nourrit difficilement ses acteurs sur le continent.

L'absence de soutien institutionnel, d'écoles de formation et de conditions de travail favorables à l'éclosion d'une véritable industrie culturelle empêchent le renouvellement de la création musicale africaine. Elle est laissée à la merci des producteurs, marginalisée et réduite à son expression la plus simple. La restriction de la mobilité des artistes africains au niveau international, en raison des difficultés liées à l'obtention de visas, vient fragiliser davantage les acteurs d'un secteur dont le statut est déjà précaire au niveau du continent.

Les artistes africains dépendent souvent des producteurs, des tourneurs occidentaux, et continuent d'importer les instruments de musiques modernes ; tandis que la modernisation de nos instruments traditionnels (kora par exemple) se fait hors de nos frontières. Alors que le développement de la lutherie au niveau local aurait permis permettrait de donner un souffle nouveau à l'artisanat et à l'économie en général.

Dans le domaine architectural

La logique de l'extraversion économique est aussi lisible dans le domaine de l'aménagement urbain, où on peut noter l'absence totale d'une volonté réelle de revalorisation des capacités et connaissances endogènes dans le secteur du bâtiment.

C'est ainsi, que par exemple, les problèmes liés à la forte chaleur dans les habitats modernes, ne sont point résolus par l'utilisation de matériaux locaux pouvant servir d'isolants thermiques moins polluants, ou par des techniques de construction et d'aménagement de l'espace mieux adaptées, mais par l'importation massive d'appareils de climatisation.

Nous développons ce faisant, une démarche qui consiste à contourner les défis plutôt que de les relever. C'est une attitude qui ne stimule pas l'innovation et la création d'emplois au niveau local et soutient plutôt la production et l'emploi dans les pays industrialisés. Ce phénomène révèle d'une certaine façon, l'incapacité de la « bourgeoisie » africaine, à initier et impulser des changements sociaux profonds.

Dans le domaine de l'aménagement de l'espace urbain nous avons copié les pires modèles en matière d'urbanisation, transformant nos villes en des endroits littéralement étouffants, accueillant peu d'espaces verts, de pistes cyclables, de parcs d'activités et d'aires de jeux pour les enfants.

La production cinématographique

Le cinéma africain souffre des mêmes maux, car la production est généralement financée par les agences de coopération culturelle étrangères. Ces dernières inscrivent généralement leurs priorités dans les thèmes abordés par nos cinéastes à qui elles imposent leurs conditions¹¹. Ces derniers très souvent, loin de toute

¹¹ «Le système de soutien à la production instauré en 1963 gardait toutes les caractéristiques coloniales»: utilisation des matières premières extraites de la colonie et transformation dans la métropole... la politique d'aide à la production

démarche artistique autonome, se font ainsi l'écho des campagnes initiées par les ONG occidentales, à savoir la lutte contre le sida, l'excision, la désertification donnant ainsi à voir une image du continent conforme à la vision qu'en ont les occidentaux.

Ainsi les productions cinématographiques africaines, exclues des salles du continent et des foyers, visent un public essentiellement européen auprès duquel, il conforte les préjugés et stéréotypes sur les Africains.

Tandis que l'imaginaire de la jeunesse africaine, est façonné par les productions américaines et indiennes, qui vendent du rêve et magnifient la grandeur de leurs civilisations respectives, les productions cinématographiques africaines, dépeignent un univers presque apocalyptique, d'où est exclue l'éclatante beauté du continent africain, aussi bien que la créativité de nos artisans et stylistes.

La Littérature : la langue instrument de domination

La littérature n'échappe pas à l'emprise du système de domination de l'édition et de diffusion des œuvres culturelles.

Si la langue est un outil de communication, il n'en demeure pas moins qu'il peut être aussi un performant outil de domination politique et culturelle.

Dans nos pays, c'est la maîtrise de la langue du colonisateur qui permet à la classe instruite d'accéder aux postes de pouvoir et aux emplois. Elle lui permet d'exercer sa domination sur les individus considérés comme analphabètes ; qu'ils disposent d'excellentes aptitudes intellectuelles ou qu'ils soient d'éminents lettrés en langue arabe n'y change rien, cette large composante de nos sociétés demeure quasiment exclues de la vie politique et administrative de leur pays.

cinématographique était conditionnée à la participation de techniciens et laboratoires français» - Ousmane ilbo Mahamane - Le rendez-vous manqué du Niger avec le cinéma éditions universitaires européennes 2011 p113

Cette situation relègue au second plan nos langues maternelles, plus aptes à exprimer notre créativité, au profit de langues étrangères.

C'est aussi dans le domaine littéraire que l'on trouve l'expression du rôle très ambigu de certains de ses acteurs, tiraillés entre le rôle d'éveilleurs de conscience et celui d'agents de l'aliénation culturelle de leur peuple. Nous avons facilement accepté le mythe d'une littérature africaine en langues occidentales, alors que l'idée de l'existence d'une littérature française en langue anglaise ou chinoise paraîtrait ridicule aux yeux de nombreuses personnes.

L'industrie de l'édition, à l'instar de ce qui se passe dans le domaine cinématographique et musical, ne se contente pas seulement d'éditer des auteurs, mais finit par produire une « littérature », généralement conformiste ; les auteurs subversifs trouvant difficilement à se faire éditer ou recevoir des « distinctions ». De nombreux auteurs purs « produits » de l'école coloniale, en reprenant à leur compte les discours occidentaux sur leurs cultures, façonnent avec ces matériaux « importés » l'imaginaire de nos populations. Il est devenu de nos jours assez fréquent de retrouver ces écrivains africains, sous leurs casquettes d'éveilleurs de conscience, venir dénoncer devant un public étranger, les travers et les maux de leur culture d'origine qui entraveraient le progrès social.

Ce qui renforce davantage les idées reçues et stéréotypes sur le continent africain, beaucoup plus qu'elles ne servent à transformer les mentalités du public cible, qui ne les lit pratiquement pas.

La littérature africaine, à bien des égards, se situe ainsi dans la logique de l'extraversion qui caractérise tous les secteurs d'activités de nos sociétés.

Elle est tournée principalement vers la satisfaction des besoins de divertissement du peuple dominant qui dispose du quasi-monopole dans l'édition et la distribution de nos produits culturels.

Elle a tendance à produire un discours confortant la vision dominante sur le monde et participe ainsi au maintien du statu quo.

La marque des rapports de domination que subissent nos sociétés ; commence par notre acceptation des canons et normes esthétiques qu'ils nous ont imposés.

Nous avons adhéré à la définition de l'art faite par les Européens, qui ont procédé à une hiérarchisation des pratiques artistiques qui a abouti à la dévalorisation des arts non occidentaux. C'est ainsi que l'art Africain est devenu l'art « nègre », la musique classique africaine est devenue la musique traditionnelle et celle moderne noyée dans la catégorie « World Music ».

Bon nombre d'artistes et artisans africains ont fini par intérioriser les catégories et stéréotypes véhiculés, se pliant aux catégories définies par d'autres, jusqu'à verser dans l'auto-caricature (voir les représentations sur les pagnes imprimés, les batiks et certaines œuvres de fictions).

Tandis que les artistes européens peuvent quant à eux, s'approprier sans aucun complexe, les diverses pratiques artistiques du monde entier sans perdre leur « âme occidentale ».

Le manque « d'audace » de certains artistes africains dans leur démarche de création, ne vient-il pas du fait, qu'en voulant trop coller à ces catégories, ils se sont enfermés dans une « authenticité africaine » principalement construite par les anthropologues et ethnologues occidentaux, qui finit par les confiner dans les ghettos de la création artistique. On peut aussi bel et bien faire preuve d'engagement en montrant la beauté du continent et en faisant faire rêver les Africains, de libération et de conquêtes.

La culture africaine, comme toute culture, est dynamique. Notre authenticité ne saurait résider dans la seule tentative de reproduction du « passé », mais dans la fidélité avec nos principes, nos préoccupations actuelles et nos aspirations futures.

Nous avons été programmés à ne pas voir les richesses en nous et autour de nous, ce qui fait que seuls les étrangers

s'enrichissent à nos dépens ; nous, nous contentons d'être à leur service.

Le patrimoine immatériel est l'objet d'énormes enjeux non seulement idéologiques, mais surtout, économiques et financiers.

Nous constituons par le seul fait de parler la langue de nos colonisateurs, un important marché pour leurs industries culturelles. De même, beaucoup d'entreprises et d'emplois sont créés dans les pays du nord autour des productions culturelles africaines. Nous nous trouvons là, encore une fois, face à tout un secteur économique placé sous le sceau de l'inégalité des échanges, qui fait qu'au final notre riche patrimoine culturel ne nous enrichit pas.

Alors que la population africaine dans son ensemble pourrait constituer un très important marché pour nos industries culturelles.

La culture qui devrait innover le tissu social par sa dimension éducative, et économique, se trouve réduite à un simple instrument de divertissement folklorique pour touristes en quête d'exotisme.

Il est plus que jamais nécessaire de refuser le carcan des catégories arbitraires, qui étouffent l'expression des artistes et de nous atteler à l'approfondissement de la recherche esthétique africaine. La réconciliation de l'art africain d'avec sa dimension fonctionnelle, pourrait permettre l'émergence d'une industrie du design et ainsi susciter des émotions nouvelles qui inspireraient les des populations africaines et feraient naître des vocations nouvelles.

Cela requiert une décolonisation des mentalités, aussi bien de la part des artistes que des populations pour aboutir à la valorisation du travail artistique par les opérateurs économiques, afin que les créateurs puissent retrouver plus d'autonomie dans leur démarche.

Il nous faudra aussi lutter pour la réappropriation de notre riche patrimoine artisanal, disséminé dans les musées occidentaux.

La colonisation de notre imaginaire fait que nous peinons à faire preuve de lucidité dans nos choix de tous les jours.

Elle est à la source du mimétisme qui nous confine dans la logique de l'esclavage, car presque toute notre vie, du berceau jusqu'à la mort est dédiée à l'enrichissement des autres peuples. Tous les aspects de notre existence, de l'alimentation des nourrissons, aux soins de santé des adultes, en passant par l'éducation, l'aménagement de notre cadre de vie, dépendent des pays et des peuples qui nous fournissent ces produits et services. Cette dépendance détruit à petit feu notre capacité de création et de production, et au final mène à terme, à la mort de nos cultures.

Une politique sous pression

La domination la plus nette sur nos pays, se manifeste dans le domaine politique, car c'est à ce niveau que sont prises les décisions qui affectent l'ensemble des secteurs d'activités de nos sociétés.

Un système de « désorganisation » et de déstabilisation socio politique

Les « indépendances » africaines, ont paradoxalement consacré la présence de plus en plus effective des pays occidentaux sur le continent. Ce fut l'occasion pour de nombreux conseillers administratifs et militaires, de venir apporter leur soutien aux « jeunes Etats », dépourvus de « compétences pour diriger un pays. » Dans les pays francophones, la présence française s'opère dans le cadre des fameux accords de coopération. Ces accords, offrent un cadre légal à la pérennité de la domination française dans nos pays. Ils permettent, par exemple à la France, d'exercer son contrôle sur l'émission monétaire, d'avoir presque l'exclusivité des matières premières stratégiques, d'obtenir que ses entreprises aient le monopole dans les secteurs économiques vitaux (eau, électricité, ports, transports, énergies) et d'établir ses bases militaires.

Les « Jeunes Etats Africains » ont, dès leur naissance, affiché leur nature néocoloniale, en adoptant les formes d'organisation politique, la législation et les structures administratives de leurs envahisseurs.

Les Européens qui après avoir administré leurs colonies africaines sous des régimes de contrainte de type dictatoriale, (le dernier en date a pris fin en 1992) ; puis installés à leur départ des valets entièrement dévoués à leurs intérêts, ont depuis quelques décennies pris comme cheval de bataille la démocratisation des pays africains. L'instauration de la démocratie et de la « bonne

gouvernance» en Afrique, sont devenues les nouveaux thèmes de la mission civilisatrice de l'Occident, que nos « élites », toujours promptes à se plier aux exigences de leurs maîtres, se sont empressées d'embrasser à bras ouverts.

La démocratie fait partie de ces nombreuses notions, dont la définition séduit beaucoup plus qu'elle n'éclaire les réalités qu'elle recouvre. En Europe la « démocratie occidentale » se décline selon les différents tempéraments nationaux, le rapport au pouvoir n'étant pas le même partout.

Que de différences en effet, entre les pays où le contrôle citoyen sur les hommes politiques est effectif et, ceux ou ces derniers sont si puissants qu'ils échappent à tout contrôle, entre les pays où l'éthique politique, pousse à la démission tout homme politique soupçonné de corruption ou d'abus de biens sociaux et, ceux où les hommes politiques impliqués dans les affaires similaires, s'accrochent obstinément à leurs postes, les pays qui protègent les libertés individuelles et, ceux qui les étouffent.

Les Etats qui recourent fréquemment au référendum, et ceux où le pouvoir des citoyens se limite à jeter périodiquement un bout de papier dans une urne, se réclament tous de la démocratie.

On peut affirmer que contrairement à l'idée généralement répandue, la démocratie n'est point à l'origine de la prospérité économique de l'Occident. C'est le pillage et l'exploitation des pays conquis qui, en assurant la prospérité économique de l'Europe, l'a débarrassé de ses pénuries, famines et guerres intestines et a grandement contribué à stabiliser ses institutions politiques (voir l'instabilité politique en France au 19^e siècle et autres dictatures fascistes et militaires).

On peut remarquer que presque partout, dans ces pays qui se vantent d'être démocratiques, qu'au delà des alternances entre

généralement deux principaux partis, perdue la permanence du système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans ce système, les hommes politiques ne semblent rivaliser d'ardeur, que dans le but d'attirer l'attention des lobbies, dont ils se chargeront, de défendre les intérêts une fois élus.

De la même façon que chaque pays européen à su adapter ses institutions politiques à son tempérament national, nous, africains, devons être en mesure de nous doter d'institutions adaptées à nos réalités, nos aspirations et qui permettront surtout la participation du plus grand nombre à la marche de nos sociétés.

Et même si nous devons nous inspirer des expériences des autres pays, rien ne nous oblige à nous limiter à celle de l'ancienne puissance colonisatrice.

Il faut être vraiment simple d'esprit pour penser que la discussion publique des affaires concernant la collectivité était inconnue des Africains. Le mimétisme institutionnel nous a fait adopter la caricature de la démocratie ayant comme particularités, le foisonnement de partis sans véritable projet politique et des dirigeants, qui, une fois élus, se sentent plus responsables devant la communauté internationale, que devant leur propre peuple.

Le manque d'enracinement socioculturel de nos institutions politiques, confine de fait, les populations au statut d'indigènes, leur participation à la vie publique n'étant bien souvent qu'accessoire et folklorique. Les rapports des populations aux institutions étatiques et administratives, n'ont pas changé depuis la colonisation, et demeurent marqués par le mépris, la méfiance et le clientélisme.

Le véritable problème de l'exercice du pouvoir en Afrique, se situe bien au delà de la question de l'alternance, laquelle, ne saurait seule suffire à garantir la fin de la pratique néocoloniale du pouvoir.

Il réside, à notre sens, dans l'absence de conscience d'une identité collective, de la forte conviction d'être dépositaire

d'un précieux héritage à préserver, et du fort sentiment de partager un destin commun. Ce sont ces éléments, qui doivent constituer le socle de notre leadership, surtout que leur survie se trouve sérieusement menacée, par de longs siècles d'oppression.

C'est dire, que la solidité des institutions d'une société ne repose point sur le seul respect d'une quelconque constitution écrite, mais beaucoup plus sur la loyauté envers un peuple, dont on souhaite la prospérité et craint le déshonneur. C'est cette loyauté, qui justifie l'entier dévouement consacré à lutter pour son progrès et à rechercher son bien être.

La solidité des institutions en Occident, repose pour une grande part, sur sa volonté de maintenir sa suprématie dans le monde, celle de l'Afrique doit résider sur la ferme volonté de se libérer de toute domination et surtout de préserver sa dignité.

Législation d'emprunt

Les pays africains ont aussi adopté en même temps que les formes d'organisations politiques, la législation de leurs envahisseurs.

La vie sociale des sociétés africaines actuelles continue d'être régie par un ordre juridique étranger, porteur d'une vision du monde qui ne coïncide pas avec leur conception du monde. La législation nouvelle a sacralisé l'écrit et dévalorisé la parole qui « liait ». Aux mécanismes de médiations coutumières qui préservaient l'harmonie sociale et raffermis les liens communautaires, se sont substitués les froides sentences des tribunaux qui distendent le tissu social.

Nous avons ainsi des Etats étrangers au corps social qu'ils administrent, avec un système judiciaire s'adressant aux justiciables par interprètes interposés, poussant parfois l'absurdité jusqu'à dire le droit dans les costumes et attributs les plus ridicules de l'ancienne puissance coloniale (perruques par exemple).

En adoptant les structures politiques et judiciaires des colonisateurs, les dirigeants africains ont nié les souverainetés politiques antérieures, les statuts territoriaux précoloniaux, rejetant ainsi de fait, un héritage historique vieux de plusieurs millénaires.

Ingérences militaires

La pérennité de ce système est assurée par la menace de la violence armée qui telle une épée de Damoclès, pèse sur la tête des dirigeants africains qui se doivent de respecter les règles du jeu. En témoignent les multiples interventions militaires sur le sol africain en l'espace d'un demi-siècle « d'indépendance ».

Et c'est toujours, au nom de généreux principes, tels que l'urgence humanitaire, la démocratie et récemment de la guerre préventive contre le terrorisme, que se fait l'immixtion des puissances occidentales dans les affaires politiques des pays africains.

Nous sommes en présence d'un continent où les structures étatiques sont vidées de toute substance et où l'initiative politique échappe à la majorité des dirigeants africains. C'est principalement suite à la pression occidentale, que nos présidents ont commencé à envahir les stades de football, lors des fameuses conférences nationales, pour l'ouverture démocratique dans les années 1990. C'est sur l'initiative d'institutions étrangères, qu'ont été initiés les objectifs du millénaire et, c'est encore plus récemment à l'initiative des américains que le sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières africaines, religieusement respecté par les pays de l'Union Africaine, a été violé.

Les Etats africains dans leur grande majorité, sont dépourvus de réels pouvoirs de décisions politiques, économiques et monétaires, sont incapables d'assurer la protection de leurs populations et leur « intégrité territoriale » peut être menacée par de simples agressions « terroristes ».

Ils dépendent économiquement, financièrement et militairement de pays étrangers ; sont incapables d'organiser des élections sans concours financier extérieur. Cette extrême dépendance à l'égard de l'Occident s'étend aux institutions supranationales du continent comme l'Union Africaine, CDEAO et autres institutions.

Les pays africains ont intégré un système juridique international au sein duquel l'inégalité des forces, fait que les puissants ne respectent que les traités qui les arrangent, et les résolutions prises à leur encontre, restent souvent sans effet.

Et pourtant, nous continuons, sans avoir voix au chapitre, de placer notre confiance en des institutions qui en définitive, nous imposent un cadre juridique servant à légitimer l'oppression des faibles par les plus forts.

Les multiples ingérences dans la politique intérieure de nos pays, qui ne font que les fragiliser davantage, prouvent que la solidité de nos institutions, ne constitue pas la véritable préoccupation de ceux qui profitent basement, de la faiblesse presque générale du pouvoir central en Afrique. Nous ne devons pas nous laisser leurrer par l'ambiguïté des concepts qui ont, bien souvent, servi à justifier l'ingérence étrangère dans nos politiques intérieures, depuis un demi-siècle.

Si la « bonne gouvernance », considérée comme mode de gestion juste du pouvoir et une redistribution équitable des ressources d'un pays dans le sens de l'intérêt du peuple est à encourager ; il est à craindre qu'elle ne signifie pour les investisseurs occidentaux, que la mise à disposition de nos ressources à la merci de leur rapacité. De même que l'intérêt pour la bonne gestion des comptes de nos Etats vise à garantir le retour sur investissement et le remboursement de la dette, même si l'on doit pour cela, plonger des millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans d'extrêmes conditions de survie.

Force est de reconnaître que « l'Etat Africain » tel qu'il existe actuellement, est une construction de la prédation capitaliste,

le résultat de siècles de répressions d'oppression, de pressions économiques, financières, militaires, judiciaires qui ont eu une influence certaine, sur la nature du pouvoir et son mode d'exercice dans nos pays.

La corruption presque généralisée des dirigeants du continent africain, participe de la nature même de ce système qui en mettant des élites africaines, faisant peu cas, des intérêts de leurs peuples, à la tête d'Etats artificiels, n'a fait que donner un visage africain à la domination étrangère.

« L'Etat » en Afrique, en excluant la majorité des populations de la pleine participation politique, constitue le principal obstacle qui empêche le continent de se moderniser à partir de ses propres valeurs, et de sa propre vision du monde.

Tant qu'il en sera ainsi, il serait vain de nourrir quelque espoir de changement positif, du sort des populations africaines.

Car, même si l'unité du continent devait se faire dans les conditions de domination actuelles, l'Etat Fédéral Africain qui en naîtrait, ne sera jamais, qu'une entité sous la tutelle occidentale.

Il est donc politiquement stérile, d'attendre des changements majeurs de la part des dirigeants africains, ni d'attendre patiemment l'arrivée d'un leader charismatique ou d'un messie, qui en l'absence de soutien populaire ira rejoindre la longue liste des martyrs africains. C'est aux peuples africains, dans toutes leurs composantes, d'être les véritables acteurs des transformations majeures sur le continent, s'ils veulent l'avènement d'un Etat de type nouveau, qui serait le fruit de nos sacrifices et de nos efforts collectifs.

Il ressort de ce bref aperçu, que le continent africain reste dominé dans ses secteurs les plus vitaux par le capital étranger, qui avec la complicité d'une élite au pouvoir, exploite le peuple africain, en contrôlant les institutions politiques, judiciaires ainsi que les rouages économiques de nos pays. Cette exploitation des masses africaines, est la cause essentielle de leur paupérisation, elle aggrave les inégalités, les expose à l'insécurité, aux épidémies, aux

catastrophes de toutes sortes, entrave leurs libertés et les tient éloignées de tout progrès économique et social.

De l'émigration aux problèmes d'immigration

La situation d'extrême fragilité économique, sociale et politique du continent, a rendu le terrain beaucoup plus propice à la prédation économique et exposé davantage les populations à la violence de l'oppression. L'exploitation des ressources naturelles, les violents conflits entre puissances occidentales sur le sol africain pendant la période dite de la « guerre froide », ont entraîné de nombreux déplacements de populations, tant à l'intérieur du continent qu'à l'extérieur.

A ces mouvements engendrés par la guerre, se sont ajoutés ceux des populations soumises à l'arbitraire des puissants, qui feront déplacer des villages pour des besoins de construction de barrages, souvent, sans impact majeur sur l'économie locale. Si elles ne sont pas tout simplement déguerpies quand leurs quartiers intéressent les promoteurs immobiliers.

Des populations entières seront obligées d'abandonner la terre de leurs ancêtres, devenues invivables à cause de la pollution provoquée par l'exploitation minière et pétrolière.

Ainsi les causes de l'émigration sont souvent les conséquences de l'exploitation, l'oppression, la paupérisation et la dégradation environnementale, qui vont pousser les populations sur les chemins de l'exil.

L'émigration en provenance d'Afrique noire connaîtra une amplification suite aux programmes d'ajustement structurels. Elle verra une partie des forces dynamiques de ces populations, laisser parents, femmes et enfants, pour suivre tout naturellement, le chemin des richesses de leurs pays, afin d'aller chercher au-delà de l'océan les moyens de vivre décemment et faire survivre leurs proches.

Le regroupement familial aidant (particulièrement en France), la présence de la population immigrée devenant de plus en plus importante, a commencé à engendrer des frictions avec les

populations locales. La perception des immigrés va s'en ressentir, à l'image du travailleur étranger venu donner sa force à la construction d'une France prospère pendant les « trente glorieuses », va se substituer celle de l'immigré clandestin venu « voler » le boulot du français ou « profiter » du système ; accentuant ainsi le ressentiment de certains membres des couches populaires envers les étrangers.

La politique de délocalisation massive des entreprises françaises, montre si besoin en était, que ce n'est point l'immigré qui menace les emplois des français, mais bien le même système d'exploitation qui a poussé ce dernier à quitter son pays.

Ce système, qui fait payer à ces immigrés, des services dans leurs pays hôtes, tout en aidant leurs proches restés dans leurs pays d'origine, à s'offrir ces mêmes services, auprès des mêmes entreprises ou à leurs filiales.

Si les immigrés, qui font constamment l'objet de stigmatisations amplement relayées par les médias, supportent patiemment, violences physiques et verbales, contrôles de faciès récurrents dans les rues et les aéroports, gardes à vue abusifs, c'est pour essayer tant que faire se peut, de corriger les dysfonctions liés à la destruction de leurs systèmes de solidarité millénaires, par les incessantes agressions militaires et les déstabilisations économiques des pays occidentaux. Pourtant, certains politiciens de ces pays, qui vivent des rentes générées par la production de la misère dans les foyers d'émigration, daignent se plaindre de ne pouvoir « accueillir toute la misère » du monde, accusant les spoliés de « profiter de leur générosité ».

Les éléments les plus instruits parmi les populations immigrés, en Europe, souffrent souvent d'un manque de « reconnaissance ». Malgré leurs études et leurs compétences acquises sur le sol de leurs pays hôtes, la mentalité coloniale toujours persistante dans l'imaginaire collectif, fait qu'ils sont généralement confinés à des emplois dévalorisés. Les nombreuses frustrations subies ont poussé certains membres de cette diaspora, particulièrement en France, à formuler des revendications visant à

obtenir une plus grande visibilité des personnes, issues de la « diversité », dans les médias et sphères politique et économiques.

Si les problèmes posés par l'immigration de masse sont bien réels, leur amplification par les médias et les hommes politiques ont, pour beaucoup, participé à attiser les sentiments xénophobes.

Ce serait manquer d'honnêteté que de nier la réalité des tensions engendrées par la présence massive d'immigrés dans les pays européens. Il est normal que puisse s'élever des frictions entre des êtres humains en contact, surtout si toute une propagande médiatique et politique s'obstine à dresser les communautés les unes contre les autres.

C'est dire donc, que les rapports de domination transparaissent aussi dans le problème de l'émigration. Ses modalités, les discours qui la décrivent et la perception même de l'immigré, varient en fonction de son appartenance au groupe dominant ou à celui du dominé.

Les Européens qui se plaignent de l'immigration, comptent parmi les plus nombreux émigrés de la terre, qu'ils ont essaimés, afin d'échapper aux contraintes seigneuriales et persécutions religieuses dans l'espoir de trouver ailleurs une vie meilleure. L'accès aux vastes terres et aux richesses du « nouveau monde » après l'extermination des autochtones n'a fait qu'attiser leur cupidité.

Et ils sont aujourd'hui présents dans presque tous les pays africains, où ils bénéficient de privilèges qu'ils ne pourraient s'offrir dans leurs pays d'origine, sans pour autant, susciter le ressentiment des populations locales.

Ils jouissent même de l'énorme « privilège », de pouvoir être « défendus » par l'armée de leur pays, qui peut tirer impunément sur des populations civiles (exemple en cote d'Ivoire).

Les désagréments liés à l'immigration qu'ils subissent, aussi compréhensibles qu'elles puissent être, ne sont rien, comparés

aux torts qu'ils ont fait subir et continuent de faire subir aux peuples d'Amérique, d'Australie, d'Afrique et d'Océanie.

Et si on peut reprocher aux immigrés africains de ne pas « s'intégrer » facilement, les émigrés occidentaux peuvent quant eux, vivre repliés sur eux-mêmes sur le continent africain, leur « supériorité culturelle » les dispensant de « s'intégrer » aux cultures locales.

Les jeunes Africains ont le droit d'émigrer pour réaliser leurs ambitions, tout comme les jeunes Européens quittent leur pays à la recherche d'environnements économiques plus dynamiques. Toutefois, il semble plus raisonnable, de nous battre avec toute notre énergie pour libérer le continent africain de l'oppression qu'il subit, plutôt que de chercher à imposer notre présence de plus en plus indésirable aux autres pays.

L'émigration massive telle qu'elle se déroule actuellement, participe grandement à l'affaiblissement démographique, économique et culturel du continent africain.

Allons-nous continuer d'enrichir les pays européens par les taxes payées même par « les sans papiers », ainsi que par les nombreux autres services : communications téléphoniques, commissions sur les transferts d'argent, etc. (argent qui bien souvent, revient de façon indirecte dans ces pays, car souvent dépensé pour l'acquisition de biens et services importés), pour en retour, ne recevoir que mépris et insultes ?

Nous devons penser à former une jeunesse habitée par une forte volonté de se dépasser pour la construction d'une Afrique libre et prospère, plutôt que de la pousser à n'avoir d'autre ambition, que celle de combler les déficits en main d'œuvre des pays riches.

Allons-nous continuer à désertir nos pays pour enrichir par notre labeur et nos habitudes de consommation (lesquelles, à y regarder de près, sont devenues plus ostentatoires qu'essentiels), ceux à qui, nous donnons ainsi les moyens de perpétuer leur domination sur nous ?

Au moment où le regain d'intérêt du reste monde pour l'Afrique, coïncide avec la banalisation du racisme et à l'incrimination des étrangers à l'échelle mondiale, nous devons apporter une solution africaine à l'émigration de masse. L'heure doit être à la prise de conscience des enjeux actuels et d'aller à la « reconquête » du continent. Et cela, non point sous la forme d'un retour massif mais en accroissant notre présence auprès des populations, par le partage réciproque de connaissances, de compétences et d'expériences, par la participation à l'éveil des consciences des populations et à la structuration du tissu économique et commercial local. Il nous faudra essayer de donner un souffle nouveau, une orientation nouvelle, à la vie politique, économique et sociale de l'Afrique.

Si être accepté en tant que citoyen de plein droit dans nos pays d'accueil échappe à notre volonté, œuvrer pour la construction d'une Afrique forte, libre et prospère, ne dépend que de nous et de nous seuls.

Il apparaît donc que les causes profondes de l'émigration sont à chercher dans la persistance des faiblesses institutionnelles et des nombreux problèmes structurels des pays pauvres, problèmes qui sont souvent les conséquences des dominations externes qui s'exercent sur ces derniers pays.

Les mécanismes et dispositifs de cette domination

Le contrôle des différents secteurs de notre économie par une « Main étrangère », est une réalité que l'on saurait difficilement nier. Cette « Main étrangère », exerce son emprise grâce à une obscure coalition, constituée par une oligarchie politico financière, composée de corporations multinationales, d'Etats et d'institutions supranationales. Ce sont ces derniers qui, en cas de besoin, fournissent soutien juridique et militaire. Le maintien de la domination occidentale sur nos sociétés s'effectue non seulement par l'utilisation de méthodes violentes et répressives, telles que les interventions militaires, les assassinats politiques, combinées à des mécanismes de contraintes économiques et financières.

Ce contrôle s'exerce aussi en ayant recours à des manipulations psychologiques, qui permettent de contrôler les esprits, en utilisant comme supports de cette propagande, l'éducation et la presse. Mais aussi par l'exportation de leur système d'organisation politique (imposition de leur volonté par l'intermédiaire de la législation internationale), économique et juridique ainsi que par l'implantation de groupes de pression à l'intérieur de nos pays où les agents les plus importants et les plus actifs de ce dispositif sont constitués par les ONG.

La soumission de nos esprits, nous fait accepter la légitimité de notre domination, et adhérer à la conception du monde que veut nous imposer le système capitaliste.

La violence au service de l'expansion capitaliste

La violence a joué un rôle essentiel dans l'expansion du capitalisme. Une violence dont nous, peuples africains, avons énormément souffert dans le passé et continuons d'en subir les atrocités jusqu'à nos jours.

Au XVI^e siècle, c'est mû principalement, par des nécessités économiques, qui les poussent à trouver une route maritime vers l'Asie, que les Européens, vont se lancer dans l'exploration, la découverte, puis l'exploitation du monde.

A partir de 1492, le « monde ancien » allait découvrir des peuples, qui, poussés par la soif de l'or et de la puissance, vont faire montre d'une cruauté rarement égalée, pour parvenir à leurs cupides fins.

C'est par des massacres de populations, de tortures et manipulations que la « civilisation européenne » s'est révélée au « monde ancien ».

Les peuples africains, indiens et asiatiques vont être soumis à une terrible exploitation, dépossédés de leurs terres et réduits en esclavage. Ce qui entraînera d'importants bouleversements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'échelle mondiale.

L'accaparement des richesses des pays conquis, fit des puissances maritimes qu'étaient l'Espagne et le Portugal, le nouveau centre du commerce mondial, initiant ainsi, un long cycle de prédation économique du système capitaliste qui contribuera grandement à l'enrichissement de l'Europe.

Les Indiens d'Amérique qui eurent le malheur d'être les premiers à rencontrer Christophe Colomb et les bandes d'aventuriers de son genre, inaugurèrent cette vague de violence, qui allait ensuite déferler sur le reste du monde.

Ils furent quasiment exterminés en un temps record et bon nombre de leurs descendants sont parqués dans des réserves, quand ils ne sont pas en train de croupir en prison, victimes d'emprisonnements arbitraires.

C'est après cet holocauste indien, que l'Afrique subira la traite atlantique, celle qui marquera le début d'une longue série de catastrophes démographiques, humaines et économiques pour le continent.

Les Européens vont donc se déployer sur le continent africain, avec toute une panoplie de violences : physiques, émotionnelles, psychologiques à faire frémir les hommes de « l'âge de pierre » et tout cela comble d'ironie, au nom de la « Civilisation ».

Sur le continent africain, cette violence, est venue soutenir la guerre que menaient les nations capitalistes européennes, contre les peuples africains. Cette guerre, procédant selon un schéma quasi systématique, a abouti à la dislocation des pouvoirs politiques, aux massacres de populations civiles, à la destruction de l'outil de production local et le pillage du patrimoine culturel.

C'est ainsi que de nouveaux dirigeants, assujettis aux vainqueurs, sont portés au pouvoir, menant une politique qui facilite l'exploitation et crée la dépendance ; que la peur de la répression s'installe au sein des populations, pour empêcher toute velléité intention de révolte, et que la destruction de leur mémoire historique, de leurs références culturelles, en somme, des piliers de l'identité des peuples, les transforment à long terme, en de véritables zombies.

Cette politique d'agressions, s'est traduite pendant la période dite des « indépendances » par des assassinats politiques sous le couvert de coup d'états militaires. Ces assassinats ont ciblé des acteurs politiques et hommes d'Etats qui avaient affiché des velléités d'indépendance à l'égard de l'ancienne puissance colonisatrice.

Cette stratégie des pays occidentaux, a pour objectif d'empêcher l'émancipation politique et économique des pays utiles à leur approvisionnement en matières premières en Afrique noire, et de maintenir les populations dans la servitude.

C'est ainsi que ne se maintiennent longtemps au pouvoir, que ceux qui jouent le jeu du système, en mettant en avant les intérêts des puissances d'argent, loin devant celles de leurs populations.

La violence : moyen d'intimidation et de contrôle social

Partie importante d'un dispositif oppressif général revêtant plusieurs formes, la violence constitue un moyen efficace de contrôle des peuples africains.

Elle se manifeste sous la forme d'agressions gratuites, de déni de leur dignité humaine, de différentes sortes d'intimidations visibles ou latentes, provenant d'institutions, de groupes ou d'organisations plus ou moins informelles.

Lynchages, pendaisons, emprisonnements arbitraires, bavures policières mortelles, ségrégations et persécutions, affectent les fils d'Afrique partout où ils se trouvent. Il est assez surprenant, que dans le « monde civilisé », de simples contrôles d'identité, une garde à vue, ou des reconduites à la frontière peuvent avoir des issues fatales. Et qu'y sévisse, cette « tradition » de violence xénophobe, presque partout où s'est établie la communauté européenne, que ce soit sur le continent ou dans leurs colonies de peuplement, en Amérique, Australie, Nouvelle Zélande etc. Une violence xénophobe qui est le fait d'individus isolés ou regroupés au sein d'organisations ayant parfois des liens idéologiques plus ou moins étroits avec certains partis politiques d'extrême droite et qui ont en partage la haine de l'étranger.

A ces violences physiques, viennent s'ajouter les nombreuses agressions psychologiques et émotionnelles subies, presque quotidiennement, lors des contrôles de faciès dans les rues, gares, et aéroports, qui visent souvent à humilier les victimes. L'hyper médiatisation des crimes commis par les populations d'origine africaine, de même que la tendance quasi systématique, à vouloir donner une explication culturelle à leurs dysfonctionnements sociaux, pourtant présents chez tous les groupes humains, font partie de ces agressions psychologiques.

Les atteintes à la dignité du peuple Africain sont également manifestes dans le peu de considération accordé aux exactions dont sont victimes les populations africaines, dont on ne respecte ni l'humanité, ni la pudeur dans les narrations médiatiques,

en exposant ouvertement leurs cadavres et leurs souffrances à la face du monde. On peut dire, qu'une des grandes caractéristiques du capitalisme occidental, est sa vision belliqueuse des relations économiques et commerciales. Cette conception, caractérisée par une violente compétition, a conduit les nations rivales européennes dans leur course à l'hégémonie, à s'affronter par des actes de pirateries, d'espionnages et de guerres ouvertes.

Dans cette entreprise, elles n'ont pas hésité à utiliser la contrainte pour l'exploitation de la main d'œuvre, à exporter leurs rivalités dans les marchés convoités et à faire usage de la force pour accéder aux marchés intérieurs de pays libres.

C'est cette conception quasi «criminelle»¹² de la vie économique et des rapports avec les autres nations, que l'on voit déjà en œuvre lors de la découverte de l'Amérique. Dans la violence du pillage des richesses de ce continent, et quand plus tard, pour le contrôle du marché de la fourrure, les nations européennes ont attisé les rivalités entre les tribus indiennes en leurs fournissant des armes. C'est dans cette même logique que l'esclavage et plus tard le travail forcé, furent instaurés, que la Chine fut forcée de s'ouvrir au commerce de l'opium, et que l'Afrique fut le théâtre de sanglantes guerres civiles pendant la période dite de la « guerre froide ».

L'usage de la violence, en vue de l'accaparement des ressources d'un pays, d'assurer la sécurisation de ses approvisionnements et de procéder au changement des régimes politiques réfractaires au modèle économique libéral ou à ses injonctions, le recours au sabotage économique et autres nombreuses formes de déstabilisations non-armées, sont les aspects de cette guerre dont la finalité, est le maintien de l'hégémonie économique occidentale sur le reste du monde.

¹² L'accaparement par la violence des biens d'autrui est un crime et tous eux qui la défendent comme étant la règle du jeu ne souhaitent pas en être victimes.

Cette vision du monde qui met la violence au cœur du système économique, et qui fait qu'il est en permanence en état de tension est loin d'appartenir à une époque révolue. De nos jours, principalement aux Etats unis, cette même rationalité économique profite de l'incarcération massive et souvent arbitraire des populations indiennes et africaines, qui permet de pourvoir aux industriels, une main d'œuvre captive à bon marché. On pourrait affirmer en exagérant à peine, que l'industrie manufacturière américaine fournit ainsi à ces prisonniers, le travail qu'elle leur refuse souvent quand ils sont en liberté.

Et les nombreuses agressions de pays libres continuent de se faire sous de nombreux prétextes partout où les intérêts du capital sont en jeu.

L'Occident n'a pas le monopole de la violence, celle-ci, s'exprime à divers degrés chez tous les membres de la famille humaine. Toutefois celle qui accompagne le déploiement du capitalisme, nous paraît unique de par son caractère quasi « industriel », et méthodique, sa cruelle perversité et surtout en raison de ses tentatives de légitimation philanthropiques.

Il faut vraiment « oser », pour pouvoir justifier la propagation de la « Civilisation » par des actes de barbaries évidentes et recourir à l'usage des armes pour instaurer la « Démocratie » et la « Liberté ».

Sa belle rhétorique sur la « Liberté » et la « Tolérance », tranche avec la pratique d'une certaine forme de « prosélytisme » aux relents totalitaires, cherchant à imposer une vision unique au reste du monde et rejetant avec mépris toute pensée, ou croyance discordante.

Ce sont ces incohérences de l'Occident, qui le rendent de moins en moins crédible dans son rôle de « leadership » éclairé. Les peuples écoutent, sceptiques, les mielleux discours pacifistes provenant de ceux qui ont procédé à l'extrême militarisation de la terre, des fonds marins et de l'espace.

Depuis le massacre des Indiens, jusqu'aux drones tuant des civils au Yémen et en Somalie, en passant par l'invasion de

l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye et la guerre au Mali, la substance de ce discours n'a pas beaucoup changé. C'est toujours pour mettre fin à la « barbarie » des autres que l'Occident est obligé de montrer la sienne.

Cette violence entraîne un flot d'injustices causant d'énormes souffrances, que l'on peut faire disparaître des écrans de télévision mais pas des cœurs et des esprits des victimes.

Les peuples du monde ne demandent qu'à voir en actes, les « valeurs universelles » de l'Occident, valeurs auxquelles ils pourraient peut être adhérer sans y être contraints.

Les moyens de coercitions non violentes

Tutelle monétaire et strangulation financière

«Donnez-moi le droit d'émettre et contrôler la monnaie d'une nation, et je n'aurais pas à me soucier de ceux qui font ses lois.» Mayer Amshel Rothschild, Banquier (1743-1812).

Les instruments économiques et financiers jouent un rôle important et particulier parmi les moyens de coercitions non-violentes. S'ils n'usent pas de moyens physiques visibles, leurs conséquences peuvent être à long terme plus meurtrières que l'usage des armes.

La monnaie est un instrument de domination aussi bien à l'intérieur des frontières d'un pays, entre les différentes classes sociales, qu'entre les nations au niveau international.

La domination monétaire par le Franc CFA

La strangulation économique du continent africain repose principalement sur le contrôle des leviers monétaire et financier. Ce contrôle se traduit de façon concrète par l'exclusion de fait du système monétaire international, ainsi que par l'endettement dont la finalité est de faire main basse sur les ressources de nos pays.

S'il a existé, en Afrique, plusieurs zones monétaires héritées de la colonisation et de pays disposant de leur monnaie nationale sous domination étrangère, le système du Franc CFA en Afrique francophone offre l'exemple le plus pertinent d'asservissement monétaire.

Les pays membres de la zone Franc sont littéralement dépossédés de leur souveraineté monétaire ou mieux, de leur souveraineté tout simplement.

Dans la zone CFA, les compétences monétaires¹³ sont exercées par la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui dispose du droit de battre monnaie et de conduire la politique monétaire pour l'ensemble des pays membres de l'Union.

Les états membres de la zone CFA ne disposent d'aucune autorité ni d'aucun contrôle sur leurs monnaies nationales.

Les principes¹⁴ qui régissent ce système constituent les freins les plus importants au progrès économique de nos pays.

L'arrimage du Franc CFA à l'Euro est l'un des facteurs qui selon certains économistes conduit à une surévaluation de notre monnaie et constitue un obstacle de taille à la compétitivité de nos produits d'exportation.

La liberté de transfert, entre nos pays et la France, ne fait qu'encourager la fuite organisée des capitaux de nos pays.

L'obligation faite aux Etats de la zone CFA de déposer plus de la moitié de leurs réserves monétaires sur un compte d'opération du trésor public français est une forme de racket institutionnel, d'autant plus pernicieux que la part des intérêts versés

¹³ Dans les trois banques centrales de la zone Franc, des administrateurs français siègent aux Conseils d'Administration (CA). Dans les faits, la présence d'administrateurs français garantie par les statuts des banques centrales confère à la France un droit de veto lors de la prise de décision. Au CA de la BCC, 4 administrateurs sur 8 sont français alors que les décisions doivent être votées à la majorité. A la BCEAO seuls 2 administrateurs sur 16 sont français, mais l'unanimité est requise pour toute décision majeure (et notamment la modification des statuts). La situation est la même à la BEAC avec 3 administrateurs français sur 13. Le pouvoir de la France dans ces institutions est donc considérable et la présence de représentants français garantit la mise en œuvre de tous les principes centraux du système CFA.

¹⁴ Le système franc CFA est basé sur quatre grands principes :

- a) la fixité de la parité franc CFA/euro
- b) la libre convertibilité du franc CFA à l'euro
- c) la libre circulation des capitaux entre la France et les pays africains de la zone franc
- d) la centralisation des réserves de change au Trésor public français.

aux banques centrales est comptabilisée dans l'aide publique au développement.

La compétence monétaire est au cœur de la souveraineté de l'Etat. La tutelle du Trésor public français sur les banques centrales BCEAO et BEAC, constitue ainsi, une flagrante aliénation de la souveraineté de nos Etats. La dévaluation du Franc CFA de 1994, qui a affecté nos existences par le doublement des prix des produits importés et qui a été unilatéralement décidée par la France prouve, si besoin en était, que nous ne sommes pas « maîtres chez nous ».

La France tire un bénéfice considérable de sa tutelle monétaire dans les pays de la zone CFA, un peu comme les Etats Unis profitent des avantages que lui confère l'hégémonie du dollar américain.

Il est tout à fait illusoire de prétendre au développement économique d'un pays, si on n'en contrôle ni l'émission monétaire, ni le crédit. Comment définir des plans de développement nationaux cohérents, si l'Etat est incapable de décider librement à quelles catégories socioprofessionnelles, quelles entreprises privées ou publiques accorder la priorité dans ses investissements ?

Est-il vraiment possible d'orienter la vie économique de notre pays dans le sens de l'intérêt général, si notre monnaie est sous le contrôle d'un Etat tiers ?

Est-il possible de parvenir à une politique économique panafricaine avec des « enclaves étrangères » ?

La structure du système financier, reflète la domination de nos pays dont elle accentue les nombreux handicaps.

Le contrôle du secteur bancaire

La structure du secteur bancaire et financier illustre de façon claire, la mainmise étrangère sur la politique économique de nos pays, particulièrement ceux de la zone CFA. La majorité des

banques et organismes financiers présents dans ces pays ne sont que des prestataires de service de la BCEAO, ou sont des filiales des banques étrangères. Ces institutions soutiennent rarement les PME/PMI locales dont les plus chanceuses, reçoivent des crédits accordés à des taux d'intérêts excessivement élevés, inimaginables en Europe.

Le système bancaire et financier¹⁵, au niveau national, a été conçu et fonctionne avant tout, pour capter l'épargne locale et favoriser l'expatriation des bénéfices des entreprises étrangères. Il n'a pas pour objectif d'impulser une dynamique économique locale de croissance. Il vise plutôt à accompagner les multinationales qui s'y sont établies, favoriser le commerce de traite, en octroyant des crédits pour l'importation de biens de consommation.

La crise ivoirienne a été un important révélateur de l'état d'extrême vulnérabilité dans laquelle se trouvent nos pays. Quand, lors de ce tragique événement, des banques étrangères se sont ainsi immiscées dans un conflit politique, et ont suspendu leurs activités en Côte d'Ivoire¹⁶, menaçant de priver les travailleurs ivoiriens de leurs salaires. Nous continuons de confier nos revenus à des institutions financières qui au besoin, seraient capables en gelant ou confisquant les fruits du dur labeur des travailleurs d'affamer nos populations, d'étouffer nos économies et de déstabiliser ainsi nos pays.

¹⁵ Le secteur bancaire sénégalais est structuré autour de filiales de banques françaises que sont la SGBS (Société générale), et la BICIS (BNP Paribas), qui se classent respectivement à la 2ème et 3ème place des banques du pays en 2008. source rapport Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la promotion et la protection réciproques des investissements.
<http://www.senat.fr/rap/109-252/109-2523.html>

¹⁶ La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a empêché toute compensation des chèques entre différentes banques et rendu ainsi impossible leur règlement, en bloquant le système d'informations, et menaçant de sanctionner les banques travaillant avec le gouvernement Gbagbo

La dette

L'inégalité des échanges et les pressions monétaires ont méthodiquement balisé le chemin vers le surendettement de nos Etats.

La dette africaine participe de cette volonté de domination financière des pays riches, sur les pays pauvres. Les causes de l'endettement ne sauraient donc se résumer uniquement à l'absence de démocratie, de bonne gouvernance, ou à la corruption de nos gouvernants, dont la responsabilité bien que réelle, n'épuise pas tous les aspects du problème. Cet endettement, résulte à notre sens, de la volonté délibérée d'individus désireux de réaliser d'énormes profits, en accordant des crédits à des taux d'intérêts excessifs à des pays qu'on s'est évertué à maintenir, dans d'énormes difficultés économiques.

Ces Etats fragilisés par plusieurs siècles d'exploitation et de pillages, des pays à la marge du système d'échange international, n'ayant aucun contrôle sur la fixation des prix de leurs matières premières et à l'égard desquels, est pratiqué un protectionnisme quasi-systématique sur leurs produits d'exportation, ne pourront que difficilement disposer des moyens nécessaires au remboursement de leur dette.

Cette situation a conduit aux fameuses politiques d'ajustement structurel, qui ont aggravé la paupérisation des masses africaines.

Sous les diktats des institutions financières internationales, nos Etats ont été contraints de procéder à la réduction de leurs dépenses publiques, privant les populations des services et commodités de base.

Ces politiques ont obligé nos pays à accorder d'énormes concessions aux entreprises étrangères, en abaissant les protections douanières, ouvrant ainsi largement leurs marchés aux produits manufacturés en provenance des pays industriels.

A cela s'ajoute entre autres avantages, la réduction des impôts sur les bénéfices des entreprises étrangères, les privatisations massives et un code du travail facilitant l'exploitation des travailleurs.

Ces énormes concessions accordées par nos Etats aux entreprises étrangères, n'ont ni résorbé le chômage de façon significatif¹⁷ ni amélioré le fonctionnement des services privatisés. Au Sénégal par exemple, la privatisation de la société nationale des chemins de fer a conduit à la raréfaction du trafic passager, celle de l'eau et de l'électricité, aux pénuries d'eau et aux délestages intempestifs.

Il apparaît clairement que la dette joue un rôle essentiel dans le projet d'expansion de la sphère d'influence commerciale, économique, militaire et politique des pays occidentaux. Elle est une entreprise d'escroquerie financière méthodiquement préméditée, dont l'objectif est de nous conduire dans la situation que nous observons, le transfert de certaines compétences de nos Etats aux institutions de la communauté financière internationale, et un drainage des capitaux des pays pauvres, vers les trésoreries des pays riches, facilitant ainsi la spoliation, l'exploitation et causant la paupérisation de millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Ce serait faire preuve de naïveté, que de considérer que ces actions résultent tout simplement, d'actes isolés dont la conjonction ne serait qu'accidentelle. Ce sont les conséquences de décisions prises par des professionnels, au service de groupes d'intérêts identifiables, qui tirent profit de cette situation. D'autant plus que, ce sont les mêmes pays présents dans les institutions financières internationales, qui mènent des politiques économiques restrictives à l'encontre des pays du Sud.

La corruption endémique des dirigeants africains dont on parle tant, fait partie intégrante de ce système de confiscation de

¹⁷ Beaucoup d'entreprises ont recours de façon abusive, aux travailleurs journaliers qui vivent ainsi dans la précarité pendant des années.

nos indépendances et de nos libertés. Car Il faut bien une classe absolument corrompue, pour organiser le pillage des ressources de nos pays, provoquer la généralisation de la misère et compromettre l'avenir de millions d'enfants, en s'endettant pour des siècles, permettant ainsi au monde entier de piétiner la dignité de tout un peuple.

L'aide au développement

De tous les différents dispositifs de domination de nos sociétés qui sont mis en place, l'aide au développement constitue le mécanisme le plus subtil et le plus nocif.

Elle sert les intérêts économiques, politiques des pays donateurs en leur permettant de maintenir leur tutelle sur les économies africaines. Elle constitue une arme de taille dans la guerre idéologique, menée contre le peuple africain et justifie le maillage du continent par les nombreuses organisations occidentales.

Sous le nom d'aide au développement, se retrouvent toutes sortes de projets de coopération économiques, militaires, culturels et scientifiques, des pays donateurs.

De manière générale, l'aide est destinée aux pays qui présentent quelques intérêts de nature économique, commerciale ou géostratégique pour les pays donateurs.

L'aide au développement, impose souvent aux bénéficiaires, de la dépenser dans le pays donateur, pour l'achat de biens et services. Elle permet ainsi de contrôler étroitement la destination et la nature des projets financés. Elle n'est ainsi qu'une façon détournée de subventionner les exportations des pays donateurs, qui vont inonder les marchés intérieurs des pays africains, contribuant de ce fait, à l'affaiblissement et la destruction à terme, du tissu productif local, aggravant davantage la paupérisation des populations.

Les rapports commerciaux basés sur une criarde inégalité des échanges, les nombreuses contraintes, que les pays

donateurs font peser sur les pays bénéficiaires, montrent que son objectif principal et inavouable, est de maintenir la dépendance.

L'aide n'a pas vocation à faciliter le progrès économique des pays africains, mais plutôt de maintenir constamment ces Etats vassaux, sous perfusion, en leur octroyant une aide budgétaire qui leur sert à payer les fonctionnaires et les charges récurrentes. Elle permet aussi à l'occasion, de financer les élections truquées, afin de maintenir au pouvoir les régimes qui favorisent l'exploitation des ressources de leurs pays, au profit des pays donateurs.

Ainsi, contre des subsides néocoloniaux, les pays occidentaux obtiennent, de ces Etats artificiels, de lucratifs marchés financiers, des facilités d'établissement pour les filiales de leurs entreprises. Ce système leur permet de maintenir la paix sociale à un niveau qui rend possible le « bon déroulement des affaires », tout en trouvant en la personne de nos dirigeants, de parfaits boucs émissaires qui les déchargent de leur responsabilité dans l'exploitation du peuple africain.

L'aide assure ainsi, la survie d'une gigantesque machine économique, qui enrichit bon nombre de catégories socioprofessionnelles, allant des banquiers, aux hommes politiques, en passant par les opérateurs économiques incapables d'acquérir de nouveaux marchés par des stratégies innovantes et experts de toutes sortes. C'est pourquoi, malgré son inefficacité souvent décriée, elle continuera de perdurer, tant qu'elle permettra à ceux qui en profitent, de donner d'une main, ce qu'ils pourront retirer de l'autre, après l'avoir abondamment fructifié.

L'hyper médiatisation de l'aide, vise à faire croire que les Africains vivraient de la générosité des contribuables occidentaux. Qu'en est-il du dur labeur quotidiennement abattu, par des millions d'hommes et de femmes à travers le continent et hors du continent ?

Ce discours de dénigrement à l'égard des Africains, amplement propagé, consiste à faire croire, que l'échec de la

politique d'aide « généreusement distribuée », serait dû à la mauvaise gouvernance de leurs dirigeants, concernant les méga projets de développement ou les fameux « éléphants blancs »¹⁸ et à l'incurie des populations, quant aux projets de petite envergure. N'est ce pas une façon détournée de lier la pauvreté du continent à une éventuelle « infériorité culturelle » des Africains ? Car présenter tout un continent, comme ne pouvant produire qu'une élite corrompue, régnant sur une masse d'abrutis perpétuellement assistés, revient tout simplement à dénier toute présence de vertus morales et de facultés intellectuelles au peuple africain.

Ce discours destiné à renforcer le sentiment de supériorité des Occidentaux tout en nourrissant le complexe d'infériorité chez les Africains, sert surtout à cacher la violence de leur exploitation.

L'aide au développement est un dispositif de domination économique et financier, qui permet à des spéculateurs financiers, de s'enrichir sur le dos des pays faibles.

Les énormes transferts d'argent des pays pauvres, vers les pays donateurs, montrent qu'elle est une entreprise très lucrative pour ces derniers qui s'enrichissent largement aux dépens des pays qu'ils prétendent aider. Ces pays donateurs n'ont d'ailleurs aucun intérêt, à ce que l'Afrique devienne un puissant partenaire économique.

Dans son principe même, le système d'aide est une forme d'institutionnalisation de la corruption. N'est ce pas le principe même de la corruption, que d'utiliser des dons ou des prêts, en échange de faveurs ou comme moyen de pression ?

Peut-on alors s'étonner de voir l'existence dans les « pays assistés », de groupes qui vivent aux dépens de ce système ?

¹⁸ Se dit des projets d'envergure et de peu de bénéfice pour les populations et qui aggravent le fardeau de la dette

Les ONG : Agents de la domination

Sous le terme d'ONG, se retrouve une large palette d'organisations les plus diverses, allant des organisations philanthropiques, qui fournissent une aide humanitaire aux victimes de conflits et de catastrophes naturelles, à celles qui s'occupent d'activités politiques en œuvrant pour des changements structureaux à long terme, tels que l'organisation de la société civile, la transition démocratique, résolution des conflits, etc. Leur présence depuis plusieurs décennies auprès de nos populations a participé à la modification de la structure du tissu social de nos pays, par leur implication au niveau politique économique et idéologique.

Les ONG jouent un rôle de premier plan dans le paysage économique de nos pays, où elles sont des pourvoyeuses d'emplois, car elles recrutent généralement leurs collaborateurs parmi « l'élite instruite » africaine.

Bon nombre d'ONG et d'associations sont des « entrepreneurs » en Afrique, mobilisant les forces productives locales, finançant des activités de production et s'occupant de leur commercialisation sur les marchés internationaux.

Sur le plan politique, les ONG se sont immiscées dans des questions nationales, en aidant à la structuration de « la société civile » africaine, qui est composée généralement d'organisations qui dépendent financièrement d'elles et qui sont en concurrence pour obtenir leurs subventions. Disposant de moyens financiers et logistiques plus importants que les associations traditionnelles, les ONG se sont progressivement substituées aux acteurs locaux, certaines s'occupant même de prérogatives relevant de la compétence gouvernementale (construction de centres de santé et d'écoles), tandis que d'autres sont même devenues la « voix » des peuples africains.

Le soutien à l'organisation de la société civile africaine a plutôt servi de prétexte pour phagocyter les mouvements sociaux,

de canaliser les mécontentements sociaux et démanteler les forces potentiellement subversives.

Les activistes et les leaders sont cooptés et noyés dans de vastes mouvements de contestation sans grand impact politique majeur, ni large résonance populaire, quand ils ne sont pas tout simplement utilisés pour soutenir leurs favoris politiques du moment.

Certaines ONG, œuvrent à la division des forces sociales par la fragmentation des mouvements sociaux en sous segments épars, femmes, jeunes, enfants, ce qui ne permet pas une appréhension globale des problèmes et rend le débat politique de plus en plus pauvre.

L'humanitaire finit par tuer la politique. Les populations n'ont pas l'opportunité d'aiguiser leur conscience politique et de réfléchir à des stratégies alternatives de sortie de crise. Leur implication dans les différents projets de développement, de renforcement de capacités en tous genres, empêche toute réflexion sur les véritables causes de la persistante pauvreté.

Les ONG jouent un rôle de « soft power » évident, en aidant à la mise en place de mécanismes institutionnels et d'infrastructures. Elles facilitent l'exécution de programmes qui permettent aux institutions financières internationales et aux multinationales d'atteindre leurs objectifs. Au nom de la solidarité internationale, on encourage les pauvres à accepter l'ordre mondial tel qu'il est défini par les puissances d'argent.

L'analyse des initiatives économiques qu'elles soutiennent, montrent que celles-ci s'inscrivent dans une logique tendant à pousser les populations à s'accommoder des rapports de domination existants. Les matières premières agricoles sont exportées vers les plates formes de transformation et de distributions occidentales, les bonnes femmes « soutenues » demeurent souvent à l'ère de la collecte.

Le système a su dévoyer la solidarité internationale en exploitant judicieusement les faiblesses des populations qui ont du mal à dire non à la main tendue, l'avidité de ceux qui profitent de

cette aubaine, et la naïveté des bonnes volontés occidentales, prises dans le fort courant, constitué par les agents de l'Empire.

Les ONG : Relais de la propagande Idéologique

De plus, leur rôle de relais de la propagande idéologique transparaît dans leurs campagnes de communication pour la collecte de dons. Campagnes dans lesquelles elles n'hésitent pas à inonder la planète entière d'images avilissantes et dégradantes, piétinant sans scrupule, la dignité des victimes qu'elles sont censées sauver.

Cette image négative qui colle aux Africains, constitue une agression psychologique avérée, car elle participe au renforcement des préjugés et stéréotypes misérabilistes sur l'Afrique et les Africains, tout en occultant les véritables raisons de la persistance de ces situations d'extrême désolation humaine.

C'est ainsi que se construit l'image d'une Afrique assistée, à travers la représentation dévalorisante de ses habitants, par ceux-là mêmes qui vivent du business de l'humanitaire. Ceux dont le discours, souvent tendance à donner une explication culturelle, à des problèmes qui sont les conséquences des choix et décisions politiques et économiques « rationnelles » de leurs pays. Ce type de discours peut donner à penser que les pauvres seraient en quelque sorte responsables de leur pauvreté.

Ces organisations, en s'occupant souvent de prérogatives que les politiques d'ajustement structurels, le service de la dette et autres contraintes empêchent à nos Etats d'honorer, cherchent à atténuer les impacts négatifs de politiques génératrices de misère. A l'image de cette bête surnoise évoquée dans les récits de la sagesse populaire, qui pour ne pas réveiller sa proie, souffle sur l'endroit de sa morsure.

Les ONG ainsi jouent un rôle crucial dans cette bataille psychologique dont l'objectif est entre autre de susciter chez les peuples africains un sentiment d'infériorité et d'empêcher l'apparition de tout sentiment anti occidental.

Si cette situation n'est pas le cas de toutes les ONG, car il en existe certaines, qui sont réellement animées par la volonté de participer à l'émancipation des peuples africains et à l'allègement de leur souffrance, le devoir de vigilance s'impose.

La générosité de leurs prétentions affichées, ne devrait pas nous empêcher de réfléchir sérieusement sur les éventuelles motivations cachées de certaines d'entre elles.

D'autant plus que le sentiment de toute puissance qui peut animer certains membres de ces organisations, qui débarquent en Afrique comme en pays conquis, peut conduire à des dérives¹⁹. Il est inacceptable, de laisser intervenir sur nos territoires sans aucune régulation efficace, des organisations qui n'ont de compte à rendre qu'à leurs bailleurs et qui travaillent à nous imposer leur vision du monde, en nous faisant inscrire dans notre agenda politique et sociale, leurs propres préoccupations.

Leur omniprésence sur le territoire africain, devenue banale, est à y regarder de près, extrêmement effrayant.

Les ONG ont envahi toutes le continent, investi toutes les facettes de nos « pauvres » existences, de la sphère publique à l'espace privé. Elles s'intéressent à notre faune et notre flore, nos pratiques sexuelles, les relations entre les genres, sans oublier l'alimentation et la santé de nos populations, en somme, nous finissons par leur « devoir notre existence ». La mission civilisatrice de l'Occident est plus que jamais en œuvre d'une façon plus efficace, parce plus sournoise.

Leurs interventions tendent à reproduire les même liens de subordination, qui prévalent à l'échelle interétatique, au niveau

¹⁹ Cas de « l'Arche de Zoé » : des membres de l'association française L'Arche de Zoé ont été arrêtés le 25 octobre 2007 par les autorités tchadiennes avec 103 enfants qu'ils voulaient emmener illégalement en France afin de les faire adopter. Il s'est révélé que, contrairement à ce que prétendait l'association, la plupart de ces enfants n'étaient ni orphelins ni soudanais. La médiatisation de ce cas n'en fait pas un cas exceptionnel.

des relations entre citoyens et cela au nom de la « solidarité internationale ».

Le continent africain ressemble à un grand colosse sans âme, ne pouvant se mouvoir que porté par des mains étrangères, qui le tiennent au niveau de chacune de ses vieilles articulations, le menant inexorablement vers un destin qu'il est loin d'avoir choisi et qui risque de lui être fatal.

Cette situation révèle notre extrême passivité et la profonde dépossession de nous-mêmes. Elle instaure et normalise des rapports qui nous affaiblissent intellectuellement, en nous privant de notre capacité à penser par nous-mêmes et pour nous mêmes. Mais plus encore, elle nous détruit moralement, en anéantissant en nous, toute volonté, toute vitalité, tout sentiment de dignité et de fait, menace gravement notre capacité de survie.

Il nous faudra bien, si nous ne voulons pas périr asphyxié, nous débarrasser de cette étouffante étreinte qui risque de nous être fatale, afin de construire des relations fraternelles sur des bases plus saines.

La domination par le contrôle des connaissances et des idées

« Ceux dont le bien être repose sur notre ignorance, nous éduqueront forcément à rester éternellement ignorants » Amos Wilson

Si la domination occidentale perdure, c'est principalement parce qu'elle a réussi à nous faire reconnaître par des moyens de persuasion idéologiques très élaborés, à nous faire reconnaître la légitimité de notre asservissement.

Nous reconnaissons aux occidentaux la légitimité de tenir un discours sur le monde, parce que quelque part, nous leur concédons une certaine supériorité intellectuelle et cela en vertu de leurs réalisations techniques ; de la même façon qu'impressionné par les prouesses magiques d'un sorcier, on finit par lui octroyer « l'Omniscience » et « l'Omnipotence ».

L'avance militaire, technologique et industrielle de l'Occident, lui a permis de s'arroger le droit d'écrire et de réécrire l'histoire de la vie, celle du monde, des sociétés

La prédation capitaliste ne se limite donc pas seulement à l'affrontement armé pour le contrôle des richesses et des circuits commerciaux ; elle a aussi recours à des mécanismes de domination des connaissances et des idées. Elle cherche à obtenir le contrôle sur les informations scientifiques, culturelles et sociales qui permettent de coloniser l'imaginaire, d'influencer, de modifier les comportements, modeler les personnalités et de les orienter dans le sens de l'intérêt du système. Les classes dirigeantes africaines formées dans les écoles occidentales, vont ainsi adhérer aux différentes idées nées de la « philosophie des lumières européennes », qui a produit un discours ethnocentrique, reposant grandement sur une falsification de l'Histoire et de la Culture, particulièrement celle africaine.

Parmi ces idées, la supériorité intellectuelle et scientifique, celle du progrès et la place de l'individu dans la société, auxquelles viennent s'ajouter celui du développement selon le modèle occidental, constituent à notre sens, les principaux mythes qui jouent un rôle fondamental dans le processus de notre aliénation.

Ce sont ces idées, qui, combinées au contrôle du système d'information à l'échelle mondiale, à l'absence de systèmes d'enseignement favorisant l'esprit critique, de politiques culturelles nationales pouvant servir de contrepoids à l'invasion culturelle étrangère, qui nous mettent à la merci de l'influence occidentale. Notre inclination au mimétisme occidental, repose pour une grande part, sur la croyance que le fulgurant essor scientifique de l'Occident, serait lié à la supériorité de la « race blanche », que le progrès de l'Europe est la seule voie de Progrès pour l'humanité et que son discours comparatif, celui de l'ethnologie sur le rôle de l'individu dans nos sociétés, donne à penser que la solidarité communautaire constituerait un frein au progrès économique et social. C'est peut-être ce qui explique notre tendance à attendre toute solution des Occidentaux, nous condamnant à être leurs éternels clients dans tous les domaines et que nous avons du mal à exprimer pleinement notre individualité, faute de construire nos institutions politiques et économiques sur une base communautaire forte.

Notre système d'enseignement prédispose nos esprits à être réceptifs aux différents discours de l'Occident sur lui-même, sur le monde et sur nous.

A l'école de la fascination de pour l'Occident

En Afrique, l'accueil sans réserve que nous faisons à l'expertise étrangère vient en grande partie du complexe d'infériorité véhiculé par l'école, ce qui a tendance à nous convaincre de notre incapacité à compter sur nos propres ressources intellectuelles.

Le système éducatif est un dispositif essentiel, dans le maintien de la domination occidentale sur les peuples africains. Elle est le lieu privilégié de la diffusion de l'idéologie néocoloniale et de

ses multiples mécanismes d'aliénation. Cela en substituant à la sujétion par les armes qui ne contraignaient que les corps, la conquête des esprits, infiniment plus subtile et plus pernicieuse.

L'école en Afrique, a généralement conservé l'essentiel de l'héritage colonial dont les objectifs étaient de former nos esprits aux intentions du maître¹.

S'il y a eu quelques changements après les indépendances, ils ont porté sur l'encadrement pédagogique et administratif, les finalités, les contenus et les orientations sont demeurés les mêmes.

Nul besoin d'être expert pour comprendre qu'il existe un lien de causalité évident entre éducation et changement social, dont la clé réside dans le contenu des programmes d'enseignement et de formation professionnelle.

Les programmes scolaires, qui sont très souvent l'expression fondamentale des priorités nationales ou des visions du monde propres à chaque culture, n'ont pas bougé.

L'essentiel des savoirs transmis dans les écoles et universités africaines a été conçu et élaboré en dehors de l'Afrique.

Les connaissances diffusées dans les manuels scolaires et enseignées dans les différentes disciplines, les programmes universitaires, sont loin d'être neutres. Elles ne se limitent pas seulement à l'exposé objectif de faits, mais véhiculent les principes, les valeurs et les visions politiques, économiques, culturelle de la société qui les élabore.

Nos programmes d'histoire, par exemple, accordent une grande place à l'histoire européenne, alors que le passé du continent, l'histoire des royaumes et empires africains de l'Afrique précoloniale, sont abordés de façon expéditive. Les éléments clés de l'histoire de l'Afrique, interviennent dans le cursus à un âge où on n'est pas suffisamment bien armé pour les analyser, les appréhender correctement et les mettre en perspective.

Nous connaissons le moyen âge européen, l'histoire contemporaine occidentale et ignorons l'histoire récente du continent africain, les enjeux et les acteurs de la marche vers les « indépendances » africaines des différents pays frères. Des périodes et événements importants de notre histoire continentale, échappent à notre mémoire collective.

Ce qui compromet considérablement les chances de susciter chez nous, Africains, un sentiment d'appartenance à une communauté de destin et de surtout prendre conscience, que la lutte pour la libération du continent est plus que d'actualité.

L'enseignement de notre histoire, au lieu d'affiner notre conscience historique, nous installe plutôt dans une sorte d'amnésie sociale qui nous fait ignorer les enjeux du présent et les défis de l'avenir, ce qui explique en partie la faiblesse de nos institutions que nous décrions tant.

La loyauté à nos institutions repose fondamentalement dans la conscience d'une dignité à préserver, de valeurs communes à perpétuer et de libertés collectives à défendre.

Nous avons un système d'enseignement étranger à nos sociétés, totalement coupé de notre univers socioculturel.

L'enseignement exclut pratiquement tous les savoirs et expériences accumulés par nos ancêtres. Il n'ouvre aucune fenêtre sur notre environnement proche et les conditions de vie de nos contemporains.

L'univers scolaire ne stimule pas l'intérêt pour notre cadre de vie immédiat et les différentes catégories socioprofessionnelles qui le composent, à l'instar du monde des paysans, des artistes et artisans.

Dans l'espace « francophone », le système éducatif affiche le même mépris pour les métiers techniques que leur pays de « référence », ainsi l'essentiel de la formation professionnelle est assuré de façon informelle par de braves citoyens qui ne reçoivent aucun soutien des pouvoirs publics.

Le système éducatif n'encourage pas de ce fait, les compétences qu'il forme, à penser à plus tard, ajouter de la valeur aux différentes activités des populations et ainsi aider à résoudre les problèmes spécifiques auxquelles ces dernières font face.

Il produit plutôt, des individus qui vont mépriser les savoirs et savoirs faire traditionnels de leurs pays. Ce qui conduit à la déconnexion de « l'élite » instruite de la masse des « ignorants ».

Comment pourrions-nous transformer une société qu'on nous apprend à ignorer voire même à mépriser ?

Ainsi, coupée de nos réalités, l'école telle qu'elle fonctionne généralement dans nos pays, n'est qu'un moyen de promotion individuelle et non pas un outil de transformation sociale et collective. Les membres de la minorité qui ont la chance de « réussir » auront à leur charge la masse des désœuvrés que ne cesse de produire le système.

Le problème fondamental de l'éducation en Afrique, est donc sa désarticulation profonde d'avec la société, son inadéquation, aussi bien dans le contenu de ses programmes que dans ses objectifs, d'avec les conditions réelles des populations africaines.

Toutes les sociétés forment les hommes qui doivent maintenir leur équilibre et assurer leur pérennité par leur système éducatif. Nous, nous formons ceux qui vont contribuer à renforcer le pouvoir des sociétés de ceux qui conçoivent nos programmes scolaires.

C'est pourquoi nous peinons à identifier et à relever les nombreux défis qui se posent à nous et ne parvenons pas à créer des emplois qui pourraient répondre aux véritables besoins de nos populations.

Nous continuons ainsi de former des hommes et des femmes, souvent incapables de penser leurs sociétés et de créer leurs propres opportunités. C'est comme si nous trouvions tout à fait normal, d'être les éternels serviteurs des autres peuples, qu'ils soient

occidentaux, chinois, indiens, même dans des projets qui desservent l'intérêt de nos populations.

La plus grande ambition de notre jeunesse scolarisée est bien souvent, de mettre ses compétences au service de l'expansion des entreprises étrangères, de servir dans les institutions occidentales ; et non pas de mettre sur pied des institutions ou de créer des entreprises qui pourraient rivaliser avec celles des autres pays.

Dans un tel contexte, peut-on vraiment s'étonner que nos dirigeants servent des intérêts étrangers et que la nature des relations entre l'Afrique et l'Occident n'ait jamais changé depuis l'esclavage ?

De la même façon qu'hier, nos ancêtres réduits à l'esclavage mettaient leurs compétences à l'enrichissement de leurs maîtres, nous continuons aujourd'hui de mettre les nôtres au service de nos oppresseurs. Les Plantations foisonnent sur le continent.

Les enseignements traditionnels et religieux, sont délaissés par nos Etats au profit de l'école moderne. Pourtant, si l'école s'adresse principalement à la formation des « esprits », l'inculcation des vertus et l'éducation de la volonté, se déroulent hors de ses murs. Les différentes organisations et institutions sociales doivent participer au travail éducatif.

L'absence de soutien et d'encadrement des autres systèmes d'éducation et de socialisation, peut entraîner des dégâts considérables. Ce déficit d'encadrement est pour beaucoup, à l'origine du problème des enfants « talibés »³ au Sénégal.

Ainsi, ceux qui demain, pourraient constituer les véritables élites du pays, sont aujourd'hui en train de mendier leur pitance dans les rues de nos capitales, exposés à des risques qui peuvent les détruire de façon irréversible.

Nous avons renoncé à former nos élites à partir de nos valeurs propres, et pensons construire notre leadership sous la tutelle

occidentale, ce qui ne revient qu'à promouvoir une forme élevée de servitude.

Des « grandes écoles » ne sortent souvent que des administrateurs qui gèrent le statu quo, tandis que les leaders forgés au feu des adversités de l'existence, et imprégnés des valeurs cardinales, fraient des chemins nouveaux, en suscitant chez leurs peuples, l'espoir, l'enthousiasme et l'audace d'emprunter des voies inexplorées.

Même les connaissances que nous avons de nos sociétés et de nous-mêmes, nous viennent généralement des occidentaux.

La tutelle intellectuelle occidentale, qui s'exerce sur nos institutions scolaires et universitaires, fait que bien souvent, la production scientifique de nos académiciens ne se fait que l'écho des préoccupations intellectuelles de leurs « pairs » en Occident. C'est pourquoi leurs travaux viennent rarement revigorer une société amorphe, tant ils sont déconnectés des préoccupations essentielles de nos populations.

Nous, nous comportons comme si aucun peuple n'a pensé le monde, à part les Occidentaux, que la signification profonde et le sens ultime des activités humaines devraient nous venir forcément du monde Gréco-romain.

Les chemins de nos aventures intellectuelles sont balisés par l'école, la littérature et les productions culturelles occidentales, si bien que souvent, même les sentiers de travers que nous empruntons pour éviter Charybde, nous font tomber en Scylla.

Nous peinons à sortir des sentiers battus, à penser hors des cadres préétablis et n'osons pas donner libre cours à notre créativité. Nous acceptons sans aucune réserve, que d'autres viennent nous imposer leurs notions et concepts pour décrire et agir sur un monde qu'ils n'ont pas créé.

C'est comme si l'école nous installait dans une posture schizophrénique, ce qui expliquerait peut être, nos incohérences idéologiques et nos oscillations politiques.

Il est nécessaire de repenser le contenu de nos programmes d'enseignement, si nous voulons faire passer le rôle de l'École, d'un instrument de domination à celui d'un véritable outil de libération et de levier du progrès social. Il faudra pour ce faire, passer de l'école Occidentale à l'école Africaine.

Notre système éducatif devrait nous permettre d'élaborer et de construire notre propre corps de savoirs, d'affûter nos propres outils méthodologiques si nécessaire, de systématiser les expériences accumulées par nos ancêtres et nos contemporains au fil des siècles, aussi bien sur le continent que dans leurs lieux d'établissement au sein de la diaspora.

C'est la seule condition, si nous voulons nous affranchir de la tutelle intellectuelle de l'Occident. Pour ne plus avoir à chercher à construire des nations selon sa conception, d'atteindre le développement tel que l'Occident le conçoit, et d'instaurer un régime démocratique selon les critères occidentaux.

Allons-nous rester éternellement à tous les niveaux et à tous les échelons « à l'école » des Occidentaux, dépendant d'eux, dans tous les domaines de l'activité humaine ? Allons-nous les laisser continuer de concevoir « nos projets », nous en fournir les outils méthodologiques, nous donner les concepts et slogans à la mode, ne nous laissant d'autre liberté que celui de les répéter fièrement ?

Il nous faudra renoncer à faire de l'Occident notre horizon, afin de renouer avec nous-mêmes et retrouver la véritable trajectoire de notre humanité, le sens de notre existence, pour concevoir par nous mêmes le type de société dans lequel nous voulons vivre.

Tant que le sens de l'existence, le but de l'éducation et l'idée de la réussite de nos enfants seront réduits au seul fait de faire des études pour trouver un travail auprès des entreprises et des institutions occidentales, en vue de l'acquisition effrénée de biens matériels, tant que la réussite personnelle primera sur le progrès

collectif, l'Afrique restera sous tutelle étrangère, quand bien même toute sa population serait alphabétisée.

Le savoir, à lui seul, ne suffit pas s'il n'est pas accompagné d'une conscience politique qui permet de mobiliser, d'organiser et d'orienter nos connaissances et compétences dans l'intérêt de nos sociétés qui est en définitive notre libération de toute tutelle étrangère et la pleine réalisation de notre humanité.

L'histoire enjeu politique

Nous croyons les yeux fermés aux discours de l'Occident sur lui-même, sur nous et sur le monde.

Nous sommes-nous vraiment posés la question de savoir, qui sont vraiment ceux qui nous embarquent dans leur propre « Aventure » ?

C'est une Europe qui lors de son contact avec « l'ancien monde » a fait preuve d'une extrême cruauté, qui va se présenter comme le berceau d'un peuple supérieur, le seul dépositaire de la « Raison » et détenteur de la vérité universelle, excluant le reste des peuples de l'Histoire, et même de l'Humanité.

Ainsi, furent posées au siècle des lumières, les bases de l'idéologie dominante européenne, celle qui allait consacrer l'émergence d'une pensée essentiellement raciste, établissant une division hiérarchique des civilisations du monde, celle qui allait servir de justificatif à leur politique d'expansion faite d'asservissement, d'extermination et d'exploitation, et qui allait jeter les bases d'une division raciale du travail à l'échelle mondiale.

Cette idéologie qui repose sur un mépris de toutes les productions intellectuelles, scientifiques et technologiques éloignées du monde occidental constitue le fondement de « l'Eurocentrisme ».

Les Européens vont s'atteler à la réécriture de l'histoire du monde et celle de l'humanité selon leur point de vue, et vont imposer leur découpage chronologique de l'Histoire Humaine au

reste du monde. Leurs expériences et modes comportementaux, fruits de leur singulière trajectoire historique, vont servir de modèles de référence dans toutes les activités humaines. Il en sera ainsi de certains concepts et notions que nous allons adopter, même s'ils ne coïncident pas du tout à notre réalité historique et à notre propre expérience.

L'hyper valorisation du passé occidental, conduit à la dépréciation de celui des autres peuples, en particulier du peuple africain censé être « sans Histoire ».

Dans l'entreprise de justification de leur supériorité, les européens vont souvent faire passer des stéréotypes et des distorsions de la réalité, pour des faits scientifiques, qui continuent d'être véhiculés jusqu'à nos jours.

C'est le début de la falsification de l'histoire africaine, dont le véritable enjeu est d'avoir prise sur nos esprits et de pouvoir déterminer nos priorités.

Les Européens vont revendiquer l'héritage grec, lequel serait à l'origine de leur supériorité scientifique et qui les prédestinerait à être les seuls acteurs du progrès de l'humanité.

Il convient de rappeler que cet héritage leur est pour une grande part, parvenu par l'intermédiaire des savants Musulmans.

L'apport des Grecs au savoir, aussi important qu'il puisse être, ne signifie pas pour autant qu'ils aient seuls eu, le monopole de la raison²⁰.

Comment peut-on affirmer avec certitude, que, la quête de la vérité et du sens de la vie, étaient ils absents des préoccupations des différentes cultures des nations qualifiées péjorativement de primitives ?

²⁰ «Notre civilisation occidentale n'a pas le monopole du logos. Les autres cultures ont une pensée qui est aussi rationnelle que la nôtre, qui n'est pas moins abstraite ni complexe que celle dont nous croyons naïvement les détenteurs exclusifs» - Delruelle Edouard, Métamorphoses du sujet, De Boeck, Bruxelles, 2004, p. 23

Ce discours qui mêle quelques vérités historiques à des constructions imaginaires, servira à justifier l'entreprise coloniale et cimenter le socle capitaliste occidental, qui va faire ainsi bloc, tout au moins, dans son entreprise de prédation des ressources des autres peuples.

Ce sont les descendants de peuples, dont un simple regard sur leur système judiciaire et pénal, ainsi que l'impressionnante panoplie de leurs instruments de tortures, permet d'avoir une idée du degré de « raffinement » de leurs mœurs, qui vont revendiquer leur supériorité culturelle et se sentir porteurs de la mission de « civiliser » la terre entière, en traitant les autres peuples avec le plus grand mépris.

La fascination de nos classes dirigeantes, pour l'histoire de nos colonisateurs qui ont réduit toute la riche et la longue marche de l'histoire humaine à l'expérience Gréco-romaine, fait que nous continuons de nourrir à leur égard un complexe d'infériorité qui permet de maintenir leur tutelle sur nos esprits.

Alors que nous sommes dépositaires d'un riche héritage culturel, que nous n'apprécions pas à sa juste valeur, envoûtés que nous sommes par les fétiches du matérialisme occidental.

C'est ainsi que nous avons perdu les clés de la compréhension de la vision qui était à la base de nos structures sociales, économiques et politiques du passé. Il nous faudrait les retrouver, les enrichir de notre compréhension actuelle du monde et les féconder par nos aspirations de liberté et de justice sociale, pour construire notre modernité.

Cela ne doit pas nous conduire dans une quête du paradis perdu, en oubliant les menaces présentes. Mais nous ne devrions laisser à personne, le pouvoir de juger de la pertinence de nos visions, de valider nos vérités et les fruits de nos propres investigations sur le monde. Ce serait restreindre considérablement notre emprise sur un monde au sein duquel nous avons autant de droit que quiconque y vit.

La supériorité scientifique et technique

Dans le domaine scientifique et technique des connaissances et techniques, parvenus des civilisations anciennes ont jeté les bases de ce qui sera appelé la science moderne. Les traités de médecine mésopotamienne, égyptienne, chinoise, indienne, les mathématiques égyptiennes, indiennes et arabes ; entre autres traces de l'activité scientifique des anciennes civilisations, montrent à souhait qu'elle n'est le monopole d'aucun peuple.

De tout temps, les savoirs et savoir-faire ont circulé entre les différents peuples du monde au gré des échanges commerciaux, des guerres ou autres formes de contacts.

Ce processus d'acquisition, d'assimilation et d'enrichissement des connaissances s'est toujours fait en fonction des spécificités et objectifs propres à chaque peuple. C'est dans cette logique que les Européens se sont appropriés et ont enrichis des savoirs et techniques inventées ailleurs, venus revigorer un continent qui sommeillait, décrivant lui-même son « Moyen Âge » comme étant celui de l'âge des ténèbres. La conquête des autres pays, par l'accumulation des richesses, des savoirs et expériences des nations conquises, allait servir à donner un développement fulgurant de la science en Europe.

En effet, que signifiait l'Europe à l'époque de l'apogée des civilisations, Égyptiennes, Perses, des empires d'Abysinie, du Mali, du Kongo, entre autres ?

L'Europe Occidentale est restée longtemps éloignée des grandes routes du trafic commercial international au sein duquel elle n'a joué qu'un rôle économique marginal, jusqu'au XV^{ème} siècle, date de son émergence lors de l'invasion de l'Amérique. Elle n'atteindra, la véritable hégémonie mondiale qu'après la révolution industrielle anglaise.

Cette hégémonie ne résulte d'aucune supériorité intellectuelle, culturelle ou environnementale, elle est le résultat du pillage et de l'exploitation des richesses des colonies d'Amérique, d'Asie et d'Afrique.

Aucun Européen, ne saurait se prévaloir de disposer de facultés, d'aptitudes ou de compétences qui lui seraient inhérents, du seul fait de la couleur de sa peau et dont seraient dépourvues les autres membres de l'espèce humaine.

En Europe même, l'industrialisation s'est déroulée à des rythmes différents, selon les pays. Il existait un fossé entre les pays qui disposaient généralement d'une certaine avance dans le domaine de la division du travail, de la maîtrise énergétique et les pays qui durent bénéficier du transfert de technologie après la révolution industrielle.

Ces derniers durent procéder au débauchage d'ouvriers qualifiés, recourir à l'espionnage, bénéficier des migrations d'ouvriers et des voyages d'études pour accéder aux nouvelles techniques. Depuis la révolution industrielle, on peut noter que les innovations majeures, aussi bien technologiques que managériales les plus largement répandues, sont venues de certains pays du Nord». Le dynamisme économique de ces derniers peut se constater, aujourd'hui même, dans leurs anciennes colonies et territoires d'Outre-mer. Devrait-on en déduire une quelconque supériorité génétique ou culturelle, de ces derniers sur les autres peuples d'Europe ?

Nul peuple n'a le monopole de la science.

Hier comme aujourd'hui, les inventeurs qui font avancer la technologie sont d'origines très diverses.

L'Occident a utilisé sa supériorité scientifique, pour produire et imposer une représentation du monde qui nourrit ses visées hégémoniques.

La science n'est pas totalement neutre, s'enracinant dans l'environnement politique et social au sein duquel se déroulent ses activités, elle en subit souvent les influences et exigences.

La mise au point d'armes de destruction massives des plus meurtrières, l'exploration de l'espace pour des raisons militaires et économiques, montrent que les institutions publiques et privées

qui financent la recherche scientifique ont leurs propres objectifs et soutiennent les projets qui servent leurs intérêts, qu'ils soient politiques, militaires, idéologiques ou commerciaux.

La science dans ses activités et son discours, a accompagné le projet d'expansion du capitalisme et même énormément participé à légitimer ses exactions.

C'est bien par un discours « scientifique », que l'on a cherché à rejeter les Africains hors de l'espèce humaine, en leur déniaient toute faculté d'invention technique et cela au moyen d'énormes distorsions, falsifications et interprétations hasardeuses des « faits ».

En définitive, le développement de la science et de la technique, dépend fortement d'une organisation sociale et économique. Il est orienté par une ambitieuse volonté politique, qui encourage son émergence et permet son épanouissement. Des personnes ordinaires, bien motivées réunis au sein d'une organisation efficace, dotée de moyens financiers suffisants et d'objectifs clairs, seraient capables d'accomplir des réalisations hors du commun.

C'est cette absence de volonté politique et d'ambition qui explique que l'Afrique ait une production scientifique presque nulle, bien que recelant de nombreux scientifiques de valeur, disséminés à travers le monde et qui sont au service des intérêts de ceux qui dominent leur continent. Les inventions faites par les Africains continueront de faire la richesse des entreprises occidentales, tant que celles-ci disposeront d'infrastructures capables de procéder à leur manufacture et de logistique capables d'assurer leur distribution à grande échelle.

La capacité d'invention scientifique et technique, est présente chez tout être humain, mais sa pleine manifestation nécessite un environnement social, économique au guidé par une forte volonté politique. Nous ne devons nourrir aucun complexe dans le domaine scientifique et technique parce que nous avons largement contribué à leur essor.

La science ré-émergera en Afrique quand celle-ci se dotera d'un appareil politique conscient des véritables enjeux de ce monde, en mettant sur pied les infrastructures nécessaires à son éclosion, afin de traiter d'égal à égal avec toutes les nations de la terre.

Pour autant, on ne saurait réduire la riche histoire de la civilisation humaine, à sa seule dimension technique. Et le génie des Occidentaux dans le domaine technologique, aussi grand soit-il, ne leur donne aucune légitimité pour décider du sens que nous devons donner à notre Existence.

Le mythe du progrès

La fascination des classes dirigeantes africaines pour la culture occidentale, a facilité leur adhésion au mythe du progrès.

Le mythe du progrès qui repose sur l'idée d'une marche irréversible de l'humanité vers le mieux, un mouvement des ténèbres de l' « Ignorance » vers les lumières, de la « Raison », loin de la barbarie, de la pauvreté et des maladies. Ainsi le sens de l'histoire et le bonheur de l'homme, n'étaient plus à chercher dans l'avènement du royaume de Dieu, mais plutôt sur terre.

Cette idée du progrès, a su susciter tous les espoirs grâce aux développements fulgurants des moyens de transports et de communications, l'essor des échanges commerciaux, les progrès en matière de santé ainsi que les nombreuses découvertes scientifiques et techniques.

Les progrès scientifiques et techniques n'ayant pas été suivis de progrès moraux, les rêves qu'ils avaient suscités se sont peu à peu transformés en cauchemars.

La prolifération nucléaire, les guerres meurtrières, l'exploitation forcée des hommes, la pollution généralisée, la dégradation écologique et le marasme économique ne présentent en rien des lendemains qui chantent.

Les progrès accomplis quoiqu'extraordinaires, n'ont pas réduit de façon significative les inégalités sociales, une minorité bénéficie des fruits du progrès et une minorité encore plus réduite, concentre toujours la majorité des richesses entre ses mains.

Si certaines maladies ont été vaincues, de nouvelles aussi incapacitantes, sinon plus, dites celles de la « civilisation », sont apparues. La généralisation de l'instruction n'a pas fait reculer l'ignorance, car affronter la vie nécessite des compétences et aptitudes qui dépassent de loin celles que requiert le monde de l'entreprise. Et malgré le gain de productivité considérable offert par les progrès techniques, le temps consacré par les travailleurs, à leur famille, leurs loisirs, à leur vie tout simplement n'a pas augmenté pour autant.

La croyance en l'idée d'un progrès continu et cumulatif de l'histoire humaine, est un mythe auquel nous, Africains, avons particulièrement payé le prix fort.

Pourtant, nous continuons de croire en cette vision qui présente l'Afrique comme le passé, la barbarie, le sous-développement et l'Europe comme le futur, la civilisation et le développement.

Nous continuons de croire à tort, que la simple consommation des biens et services du monde occidental et la copie de ses institutions, nous feront accéder au progrès et à la modernité.

Nous avons ainsi accepté de prendre l'Occident comme la mesure de tout, oubliant que nous avons nos propres idéaux et valeurs qui n'ont rien à envier à ceux des autres peuples et sur lesquels nous devons ériger notre modernité si nous ne voulons pas être éternellement à la traîne.

Surtout que tout porte à croire que contrairement à l'idée d'une progression linéaire et ascendante de l'histoire humaine, cette dernière semble plutôt faite de périodes de progrès, de stagnations et de régressions. Et aucun peuple sur terre ne saurait se vanter d'une histoire toute faite de moments de gloire, la partialité dans le récit de l'histoire, fait que l'on a tendance à valoriser les

éphémères moments de succès et passer sous silence les périodes sombres.

Individu versus communauté ?

Le mythe de l'individualisme, expression d'une légitime quête de liberté au sortir de plusieurs siècles d'oppression et d'exploitation de l'individu par les monarques, les serfs et l'Eglise. Cette quête de liberté s'est manifestée par un ardent désir d'indépendance individuelle et d'émancipation des liens de solidarités traditionnels, principalement par l'affirmation d'une libération de l'homme vis-à-vis de Dieu.

Mais hélas, tout laisse à croire, que l'homme ne s'est libéré de la loi divine, que pour tomber dans les rets plus subtils, de la loi humaine qui, grâce à de puissants moyens de persuasion, ne fait que protéger et perpétuer les conditions d'enrichissement des plus riches, réduisant ainsi la « Liberté » de l'individu à la liberté de produire pour consommer.

Dans leur volonté de nous rejeter hors des sentiers de l'Histoire humaine et de souligner la nature exceptionnelle des Européens, beaucoup d'ethnologues ont voulu nous faire croire que, l'une des différences majeures des sociétés occidentales modernes d'avec nos sociétés dites primitives portait justement sur la place de l'individu. Que le rôle de l'individu apparaisse comme l'une des variables les plus fondamentales. Que nos sociétés, en ne valorisant pas l'individu, étoufferaient ainsi tout sens de la responsabilité, d'indépendance et capacité d'innovation ; ce qui serait à l'origine de la léthargie du continent africain.

Rien de plus faux, que de considérer que les cultures africaines en général ne valorisent pas l'individu et n'encouragent pas l'indépendance et le développement de l'individualité, ou que l'individu serait plus libre en Occident.

Dans toutes les sociétés, l'individu doit rendre compte de ses actes et se soumettre à une autorité supérieure qui organise et fixe par des lois, les bornes de sa liberté.

Toute société pour maintenir l'équilibre social, limite les libertés individuelles, en fonction des objectifs qu'elle juge conforme aux valeurs qu'elle chérit.

En Afrique, tout comme en Europe, la communauté par l'intermédiaire de la puissance publique, intervient et encadre dans la vie, l'éducation de l'individu. Ce n'est pas seulement en Afrique « qu'on a besoin de tout un village pour éduquer un enfant ». C'est le cas aussi en Europe, seules les modalités d'interventions diffèrent. Là où l'enfant n'est pas soumis au contrôle des proches voisins, les services sociaux et institutions judiciaires s'en chargent et prennent souvent des décisions qu'aucun voisin en Afrique ne pourrait se permettre, par exemple retirer la garde d'un enfant à sa famille pour le placer dans des institutions spécialisées.

La communauté s'immisce dans la vie privée de l'individu dispose de son corps et de son esprit par de nombreux dispositifs rendus obligatoires au nom de l'efficacité des procédures administratives ou des normes sécuritaires.

Dans les sociétés capitalistes occidentales, c'est par la persuasion et de subtiles contraintes, que les individus sont amenés à adhérer au système marchand, système au sein duquel, toutes les initiatives individuelles allant à l'encontre de sa viabilité seraient vite découragées, voire même réprimées.

Et nombreux sont les exemples qui donnent à penser, que la loi facilite souvent l'enrichissement de certaines entreprises, en rendant obligatoire le recours à leurs services.

L'individu est-il maître de ses désirs, quand même ses goûts et aversions, sont très souvent orientés et lui sont subtilement suggérés ?

Peut-on parler de liberté individuelle, dans une société où même le port vestimentaire est soumis à des codes souvent tacites

et n'échappe pas au contrôle des autorités publiques, ou privées ? Lesquelles autorités prescrivent ou encouragent le port de certaines tenues, pour des raisons de convenances professionnelles, proscrivant d'autres pour non conformité à leurs conceptions idéologiques. Notons au passage que les tendances générales concernant la mode : matières, formes et couleurs sont déterminés ou influencées par les grands magazines.

La prévalence des harcèlements moraux en milieu professionnel, où des « hommes libres » abdiquent leur dignité et subissent souvent en silence, humiliations, brimades et autres abus de pouvoir, au prix de leur santé physique et mentale, pouvant mener parfois jusqu'au suicide, prouve à souhait que l'individu y demeure encore écrasé.

Dans les sociétés occidentales dites libres, les liens de subordination y demeurent aussi, à y regarder de près, très présents dans les rapports socioprofessionnels, où l'art des courbettes devant les supérieurs et la docilité face aux puissants, font partie des règles essentielles du « savoir-vivre ».

Ainsi, nous pouvons dire qu'en Europe, l'individu y est soumis par des mécanismes de contrôle et d'auto contrôle très sophistiqués. Les privilèges des classes dominantes perdurent et y sont maintenues par des règles non écrites.

Partout dans le monde, c'est la communauté qui façonne les grands traits de l'individu, en encourageant ou dissuadant certains types de comportements et détermine en quelque sorte la nature des interactions sociales.

Chaque individu, indépendamment de sa culture, est pleinement conscient de ses aptitudes, ses dons, ses compétences ainsi que de ses failles, ses limites, en somme, de sa singularité.

C'est peut être « l'individu égocentrique » qui était réprimé dans les sociétés africaines, mais ces dernières ont tenu compte de l'épanouissement personnel dans tous ses aspects, à tous les âges et ont su doter l'individu d'une armure mentale lui permettant d'affronter les adversités de l'existence.

Nos ancêtres auraient-ils réussi à mettre sur pied ces dispositifs éducatifs de construction de la personnalité, sans une connaissance profonde des besoins de l'individu, sans avoir tenté d'explorer ses territoires intérieurs ?

La déstructuration actuelle de nos sociétés, peut en effet pervertir certaines valeurs du passé. Les liens de solidarité traditionnelle, dans des sociétés où l'activité libérale était généralement de rigueur, peuvent se transformer en parasitisme avec la généralisation du travail salarié et l'absence d'un état véritablement au service des populations. Le sens de l'honneur, le devoir de rendre un service reçu et le devoir de partage, servaient de garde-fou à toute velléité de parasitisme.

La tendance à l'atomisation de l'individu en Afrique, ne fait qu'accentuer la déstructuration et l'affaiblissement de nos sociétés, faciliter notre exploitation et perpétuer notre domination.

C'est, « la force du groupe qui renforce le pouvoir de l'individu, l'aide à élargir le champ de ses possibilités et lui permet de mieux exprimer sa singularité », pour reprendre la formule Amos Wilson.

C'est la société qui façonne l'individu, en Afrique, comme en Europe. Nous avons ainsi notre propre façon de vivre notre individualité, qui réside dans une manière unique dont nous restituons les valeurs, principes et les compétences acquises au sein de nos communautés d'appartenance respectives.

C'est ainsi que les Anglais, les Néerlandais et les Français, même s'ils se revendiquent de la même aire culturelle, ont des trajectoires historiques différentes, aménagent leurs institutions politiques et leurs systèmes économiques de façon distincte et de fait, expriment leur individualité de façon différente.

Tandis qu'en Europe, les individus sont insérés dans de puissants réseaux de solidarité ethniques et communautaires, aussi bien politiques, sociales qu'économiques, d'où ils puisent leurs forces, nous assistons en Afrique au délitement de nos liens de

solidarité, délitement favorisé par l'adoption inappropriée du mode de vie occidental.

Il est urgent pour nous de raffermir nos liens, pour pouvoir émerger en tant que communauté forte capable de nous défendre collectivement, car il y va de notre survie.

Nous ne devons avoir aucun complexe quant à notre légitime volonté de préserver l'unité et les intérêts de la communauté africaine, si nous ne voulons pas voir disparaître notre civilisation.

Le sentiment d'appartenance communautaire est très présent, même chez ceux qui s'entêtent à le nier.

Si la discrimination à l'emploi, au logement et les contrôles de faciès existent, c'est bien parce qu'il y a un groupe majoritaire qui manifeste sa solidarité collective face aux autres. Un groupe qui affiche sa distance avec les membres des autres communautés, avec lesquelles il rechigne à partager son cadre de vie, son environnement professionnel, ses réseaux et ses opportunités économiques.

Ce serait vraiment manquer de lucidité que de ne pas voir que sous les rapports nationaux/étrangers, se profile la logique raciale des rapports blancs/noirs ou blancs/non-blancs, de dominants/dominés.

Même si la race n'a pas de « pertinence biologique », il n'en demeure pas moins vrai qu'elle revêt une importance sociopolitique avérée. Elle a surtout permis aux Occidentaux de mobiliser les énergies autour d'un projet politique fondé sur une communauté d'intérêts économiques, financiers et sociaux.

Elle est à la base d'un système de pouvoir qui structure les rapports, attitudes et comportements envers les autres groupes humains, identifiables par leur apparence physique, compte non tenu indépendamment de leur état civil et sert à légitimer toutes sortes d'injustices.

Elle est en ce sens une réalité que l'on ne saurait considérer comme une simple vue de l'esprit et balayer d'un simple

revers de main, mais qu'il nous faut plutôt intégrer comme élément déterminant de notre résistance politique.

Il s'agit pour nous, Africains, de ne plus être dupés par les discours dispensés sur nous-mêmes, nos sociétés et cultures, à travers nos institutions académiques. Discours qui, très souvent, sous des apparences scientifiques, ne sont, en fait que de pures spéculations, souvent dénuées de solides fondements. La paresse ne doit pas nous empêcher de revisiter notre histoire, d'étudier les structures sociales, institutions, savoirs et pratiques de nos sociétés.

En laissant les autres nous « dire » le monde, et qui nous sommes, nous risquons de les laisser nous emprisonner dans une « âme » immuable.

Le Développement de la dépendance

Dans nos pays, ce système fonctionne avec la complicité d'une « élite » composée d'hommes politiques, d'acteurs économiques et d'académiciens qui sont au service des intérêts étrangers. Cette élite vivant principalement de prébendes, produit un discours qui légitime la présence et l'intervention des spoliateurs des richesses du continent, par des appels à l'aide financière et militaire. Elle sert de relais à l'idéologie du développement suivant le modèle néolibéral.

Elle vise à nous persuader de l'idée que l'investissement étranger qui, depuis les indépendances, n'a fait qu'accaparer les secteurs vitaux de nos économies, aggraver l'exploitation des travailleurs et organiser le transfert de nos richesses vers les élites économiques des pays riches, contribuant à la dégradation de notre niveau de vie, va nous sortir de notre dépendance économique.

C'est dans cette logique que s'inscrivent les récents discours des plus optimistes, sur la croissance de l'économie africaine, qui ferait du continent, la « clé du développement économique mondial », (ce qu'elle déjà est déjà depuis des siècles).

C'est faire insulte à notre intelligence, que de continuer à croire aux différents leurres que nous vendent les experts de la « communauté internationale » pour endormir notre vigilance.

Il n'échappe à l'attention de l'aucun observateur averti que ces signes de croissance s'accompagnent de l'augmentation de la pauvreté des populations.

Dans une telle situation de domination de nos économies, se réjouir d'une éventuelle forte croissance en Afrique qui ne concerne ni notre production agricole ni manufacturière, relève de la plus grande naïveté.

L'Afrique souffre d'un manque criard d'infrastructures économiques, qui lui permettraient de rivaliser à armes égales, avec les pays capitalistes du monde. Dans presque tous les domaines, nous dépendons fortement des étrangers qui nous fournissent l'énergie, transportent nos marchandises et nous donnent des informations sur le monde et sur nos pays.

Comment parler d'une Afrique émergente, au moment où les catégories professionnelles capables de créer des richesses, les paysans, les artisans, les ouvriers sont au bord de l'asphyxie économique et financière ?

Peut-on émerger économiquement, en continuant de consommer ce que d'autres produisent ?

Comment parler d'émergence, quand nos dirigeants parcourent le monde, s'endettant pour la construction d'infrastructures de prestige où ne servant qu'à faciliter le drainage de nos richesses vers l'extérieur ?

La croissance de pays dont les principaux leviers de l'économie se trouvent entre les mains d'opérateurs économiques étrangers, ne saurait nullement profiter à nos populations. A moins que nous n'ayons d'autre ambition, que celle d'être de permanents

pourvoyeurs de main d'œuvre à bon marché pour les entreprises des pays industrialisés ; nous contentant ainsi de notre position marginale dans le système économique mondial.

Cette théorie du développement²¹ a pour objectif, de favoriser notre surendettement²², de nous pousser à recourir constamment à leur expertise, garantissant ainsi leur présence durable. Et surtout d'orienter notre économie, en s'assurant ainsi que nous n'allions pas explorer d'autres voies.

Au niveau local, dans le cadre de la coopération décentralisée, sous le prétexte de faciliter la communication, les échanges entre les différents groupes d'acteurs sur les problématiques de développement, les données les plus vitales de nos collectivités locales sont collectées et présentées dans le plan de développement local²³, (budget, compte de gestion des communautés rurales, démographie, infrastructures et équipements collectifs, et cartographie des ressources naturelles).

De plus la participation des collectivités consistant en des apports financiers, mais aussi en nature sous forme de par ressemble drôlement au système de la main-d'œuvre prestataire²⁴

²¹ Nous ne récusons pas le développement comme aspiration légitime de tous les peuples à la réalisation des conditions permettant la satisfaction de leurs besoins et à leur épanouissement, mais cette idéologie qui veut nous vendre une fausse « copie » du modèle occidental

²² C'est une politique qui sert à faire hériter les futures générations d'une dette colossale pour la réalisation d'infrastructures de prestige sans aucun impact sur le progrès économique de nos pays.

²³ Ce « plan » de développement local, apparaît comme une liste de souhaits des plus obscènes, énumérant les besoins que la communauté locale ne compte satisfaire qu'avec l'intervention étrangère. La médiatisation des actions des partenaires occulte les contreparties réclamées par les généreux donateurs de la communauté internationale qui font passer la coopération décentralisée comme de l'assistanat.

²⁴ *Une des formes du travail forcé durant la colonisation qui consistait à réclamer aux contribuables, en plus de l'acquittement de leurs impôts versés généralement en espèces, un nombre défini de jours de travail au profit des chantiers publics d'intérêt local.*

La conséquence la plus néfaste de ces interventions est à notre sens la perte de toute emprise sur notre territoire et par conséquent de notre destin.

Cette théorie du développement, permet non seulement de pérenniser notre dépendance, mais elle la légitime, car nous acceptons ainsi tacitement, l'idée de la supériorité intellectuelle des occidentaux. Nous reconnaissons de fait, notre incapacité à résoudre nos problèmes par nous-mêmes, à être les acteurs de notre progrès, à partir d'une vision conforme au sens que nous donnons à notre existence.

La politique d'accompagnement pour le développement de l'Afrique, n'est qu'une continuation de la mission civilisatrice de l'Occident, sous une forme plus sournoise. C'est toujours l'Occident qui en tant que détenteur de la vérité, définit ce qui est bien pour nous et comment nous devons y parvenir.

C'est en nous fiant à ces types de discours, que nous avons été convaincus de notre « retard » selon des critères définis par les occidentaux. Comme si les Africains n'avaient jamais aspiré au bien être et au confort matériel et seraient, de ce fait, incapables de définir, par eux-mêmes, leur propre chemin vers la modernité.

La notion de pauvreté même, devrait être relativisée, car celle-ci ne se mesure bien souvent, qu'à notre incapacité à nous procurer des produits et services fournis par les Occidentaux, les Asiatiques ou les pays industrialisés en général.

Nous sommes-nous, suffisamment interrogés sur la conformité du modèle de développement occidental, d'avec nos valeurs et au sens que nous donnons à l'existence ?

Devons-nous envisager notre vision du développement, comme une simple copie ou un prolongement du modèle occidental qui a montré ses limites ?

Ne sommes-nous pas capables de dépasser l'horizon de ce système ?

Que l'Occident lui-même, se trouve dans une impasse ne semble pas nous effrayer outre mesure, même si nous entrevoyons depuis quelques décennies les lourds prix à payer de cette voie dans nos pays, avec le chômage massif, la hausse de la criminalité, la déliquescence de nos valeurs, etc.

Allons-nous, nous lancer dans cette folle compétition, qui consiste essentiellement, à rivaliser d'imagination afin d'obtenir la réduction des coûts de production, par la surexploitation des travailleurs, des producteurs et la baisse de la qualité des produits ? Allons-nous les suivre dans cette entreprise de transformation de la planète, en un vaste atelier entièrement dédiée à la production à outrance, exploitant les humains, torturant les animaux, agressant l'environnement, réduisant presque à néant, tout espace de respiration spirituelle et de re-création sociale ?

Tout progrès social est le fruit d'une longue conquête collective. Il naît d'un élan, d'une ferveur endogène qui prend racine dans les profondeurs de l'âme d'un peuple et telle la lave d'un volcan en éruption, s'empare du cœur de chacun des membres de la communauté qui se consume dans le dépassement de soi, elle ne saurait provenir de la « solidarité internationale », ni du mimétisme inconsidéré des pays « riches ».

La propagande médiatique

Dans cette entreprise de lutte idéologique, de contrôle et de diffusion des connaissances, la presse joue un rôle central.

La position de quasi monopole de l'Occident, dans le domaine de la production et la diffusion des informations, lui donne un avantage certain dans la « guerre de l'information ».

Cette position lui permet de mettre ces puissants outils de communication que constituent la radio, la télévision, et internet, au service de ses besoins stratégiques et politiques.

Par la propagande médiatique, il est possible par la diffusion et la répétition d'idées présentées comme évidentes, surtout si elles sont portées par de « respectables experts », d'influencer les attitudes, les comportements et les croyances des individus.

Notre position marginale dans la bataille de l'information, fait que nous disposons de peu de possibilités de vérifier et éventuellement de réfuter, les données concernant nos pays. Seule la confiance aveugle accordée à l'autorité qu'incarne à nos yeux, les agences de presse occidentales et les différentes sources institutionnelles qui les émettent, nous les fait admettre comme vraies.

Il est ainsi possible de nous faire accepter l'idée que des millions d'Africains meurent chaque jour et «par minute», de maladies de toutes sortes, sans que nous nous interroguions sur les modalités et les moyens par lesquels ces données ont été collectées. Dans des pays où l'autopsie est loin d'être généralisée où l'enregistrement des causes de décès est presque inexistant²⁵, peut-on de façon fiable, associer la cause de mortalité des populations africaines à la prévalence de certaines pathologies ?

Ceux qui nous fournissent des informations sur nos pays, peuvent aussi bien nous faire agir selon leur volonté ou

²⁵ «Beaucoup de pays d'Afrique et d'Asie ne disposent pas suffisamment de données sur les causes de décès qui soient représentatives de leur situation. Dans certains pays, de telles données sont uniquement disponibles pour les décès survenus à l'hôpital, tandis que dans d'autres seuls des sites de surveillance démographique locaux produisent ce type d'informations pour une population spécifique». Generating reliable cause-of-death information within a civil registration and vital statistics system An overview of concepts, standards and implementation World Health Organization. July 2012

Deuxième conférence des ministres africains chargés de l'enregistrement des faits d'état civils - Durban Afrique du sud

[Document électronique] http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/Statistics/CRMC3/crvs-conference-ministerial-statements_fr.pdf

Selon ce document «L'Afrique du Sud, l'Égypte, Maurice et les Seychelles sont les seuls pays d'Afrique où presque tous les décès sont comptabilisés et la cause de leur décès consignée...»

endormir notre vigilance par la diffusion ou la rétention de renseignements importants.

Ce privilège, peut leur permettre de justifier des mesures d'exception sur les populations ciblées, de restreindre leur liberté de circulation, de les déplacer si besoin. Il autorise tout autant, aux diverses autorités, de procéder à toute sortes de manipulations pour des raisons qui nous échappent, et continuerons à nous échapper, tant que nous n'aurons pas le contrôle sur les informations qui nous concernent.

Le manque de contrôle des sources d'informations qui concernent le continent africain a pu être observé lors de crise de l'épidémie d'« Ebola ».

Cette crise aura eu le mérite de confirmer nos dirigeants dans leur rôle de simples exécuteurs, agissant sur la base d'informations ne provenant d'aucun organisme de veille sanitaire, sous leur autorité.

Ce sont ces dirigeants qui sont les principaux responsables de ces catastrophes, dont les causes sont éminemment politiques. Ce sont eux, qui, pendant un quart de siècle, ont abandonné sans scrupules, ces populations dans d'inacceptables conditions d'insalubrité, en ne leur garantissant ni eau potable, ni services de ramassage et de traitement des ordures ménagères.

Comment peut-on prétendre gouverner un pays quand on ne dispose d'aucune source d'information nationale sur l'état des populations, ni de services compétents capables d'intervenir auprès d'elles, en cas de danger ?

Pourquoi après les nombreux scandales²⁶ portant sur des tests médicaux et pharmaceutiques clandestins, sur les populations

²⁶ Morts d'enfants nigériens suite aux tests d'un antibiotique soignant notamment la méningite, le Trovan. Conduits par Pfizer
Expérimentations syphilis sur des patients africains d'Amérique
«Project Coast» programme d'expérimentation d'armes bactériologiques, virales et chimiques ethniquement sélectives sur les populations noires d'Afrique du Sud et plus particulièrement sur les militants de l'ANC

noires aussi bien aux Etats-Unis que sur le continent africain, de campagnes de vaccinations suspectes, continuons-nous de livrer naïvement, sans aucun dispositif de contrôle préalable, nos corps et ceux de nos enfants à toute sorte de manipulations ?

Est-ce forcément tomber dans la « paranoïa », que d'accueillir avec suspicion, les discours et actes de ceux qui nous ont suffisamment donné des raisons de douter de leur parole ?

Cette crise a une fois de plus, révélé la fragilité de nos Etats, participé à la stigmatisation et à l'infantilisation des populations et attisé les réflexes xénophobes interafricains.

L'information constitue une arme de poids dans les rapports entre nations, arme, qui permet de mentir à propos de soi et sur les autres.

Par de vastes campagnes de désinformation, il est possible de susciter la sympathie ou l'aversion de l'opinion publique internationale à l'égard de personnes, groupes, idéologies ou croyances, de la rallier à sa cause, légitimant parfois l'agression de peuples, pour de vils intérêts économiques.

C'est ainsi que certaines campagnes de promotion ou de défense de certains droits, peuvent être porteuses de messages qui renforcent la stigmatisation de certains peuples et cultures ; comme elles peuvent servir à occulter les rapports d'exploitation et les inégalités, qui sont à l'origine de nombreux problèmes de société, ou tout simplement, favoriser l'exécution d'un projet

Depuis quelques années le développement durable, les changements climatiques, la lutte contre le sida, le travail des enfants, ont pris le pas sur la réflexion fondamentale, qui est de savoir comment libérer le continent de la situation d'oppression générale, celle la même, qui empêche femmes, hommes et enfants d'accéder à des conditions de vie décentes. C'est cette oppression qui est responsable de notre fragilité économique, de la faiblesse de nos institutions, qui nous rendent vulnérables à toutes sortes de calamités naturelles et sociales.

C'est ainsi que depuis quelques années le « Genre » a tendance à remplacer la « Classe ». Cette dernière n'est présente dans les discours actuels que pour désigner, magnifier la classe moyenne, celle qui reflète les bienfaits du système néolibéral. Ce dernier voit d'un bon œil, l'émergence d'une « classe moyenne » sans conscience politique, dont la seule qualité, est d'être forte demandeuse en biens et services importés.

Et depuis, on fait comme si l'intégration de la dimension « genre » dans les programmes politiques et l'imposition de la parité, permettraient de se débarrasser des dominations aussi bien internes qu'externes, qui s'exercent sur nos sociétés et qui sont à la source de nombreuses inégalités et injustices, y compris celle de l'exploitation de la femme par la femme elle-même.

Les campagnes telles qu'elles sont menées, cachent à peine les stigmatisations tendant à faire croire, que les questions liées au genre, seraient l'apanage exclusif de sociétés économiquement, culturellement démocratiquement arriérées. La « Femme africaine », y est dépeinte comme une « victime » du machisme de « l'homme africain », toujours dans le rôle du « sauvage » qui ne parvient toujours pas à se hisser au niveau de « l'Homme civilisé ».

Ces campagnes sont ainsi l'occasion de véhiculer en les réchauffant, les anciens stéréotypes négatifs. Ceci, en donnant non seulement une fausse idée des femmes africaines, dépeintes comme faibles et presque sans personnalité, et les hommes comme toujours, violents, paresseux et pratiquement inaptes à la vie de famille.

Ne pourrait-on pas tenir ce discours sur l'Occident ou toute autre société, si on décidait d'amplifier les comportements déviants en les faisant passer pour des traits culturels dominants ?

Les abus contre les femmes, sont l'expression d'injustices qui ne connaissent aucune frontière et affectent toutes les classes sociales, indépendamment de leur appartenance ethnique ou culturelle. Les exemples d'atteintes à la dignité de la femme, foisonnent dans les plus hautes sphères en Occident qui, apparemment, à de la peine à voir la poutre dans ses propres yeux.

La question du genre aussi légitime qu'elle puisse être, ne sert elle pas à occulter les différentes tentatives de déstabilisations et les inégalités de classes qui menacent la stabilité de nos pays et qui commencent par affecter profondément le socle familial ?

Toutes les injustices faites aux femmes, doivent être ardemment combattues par toute société éprise de justice. Les femmes doivent comme tout être Humain, pouvoir choisir librement leur destin et vivre dans une société qui favorisera le plein développement de leurs potentialités et leur donnera les moyens d'épanouissement de leur personnalité. Pour cela, il nous faut veiller à construire, une société apaisée et libre, qui travaille à créer les conditions permettant l'émancipation de tous ses membres.

Mais il faut aussi comprendre, que tant que le continent africain sera l'objet de la convoitise des multinationales pour l'accaparement de ses ressources naturelles, que nos pays seront inondés d'armes meurtrières, que les conflits et rivalités internes seront attisés pour contrôler les zones de production minières, ou déstabiliser des dirigeants indociles, la sécurité des femmes, des enfants et des hommes continuera d'être sérieusement menacée.

Tant que les Africains seront dominés, leurs sociétés désarticulées, leur dignité constamment bafouée il est illusoire de croire en une réelle émancipation de la femme et de n'importe quel individu d'ailleurs, au sein de nos sociétés.

La condition des femmes ne saurait être séparée de celle de la société dans laquelle elles vivent. La libération des femmes de toute forme d'oppression, passera par une transformation radicale des conditions sociales, économiques et politiques opprimantes. Lesquelles conditions sont à l'origine des inégalités qui les maintiennent, elles, leurs pères, époux, filles, fils et frères, dans la plus basse servitude, que leur seule participation à un pouvoir servile et corrompu, ne suffirait pas à faire disparaître.

Nous devons veiller, à ce que l'impulsion des transformations majeures de nos sociétés, provienne d'un élan endogène et surtout veiller à ce que des étrangers ne nous dictent pas

leurs volontés. Il nous faut surtout refuser que l'alibi « Genre », ne serve de prétexte à la pérennisation de la condescendance coloniale et de ses multiples ingérences qui menacent à terme l'équilibre de nos sociétés.

Le système médiatique en Afrique est une place forte de la politique d'aliénation qui est pour une grande part, responsable de l'extraversion culturelle de nos sociétés.

Les programmes d'informations et de divertissements généralement conçus ailleurs, l'absence de distance critique par rapport à ces contenus, rend le terrain propice à l'endoctrinement des populations.

La généralisation de l'accès à la télévision et à internet, a arraché les populations de leurs activités culturelles traditionnelles, les a éloignées de leur réalité propre, en les plongeant dans un univers dont ils ne comprennent pas les mécanismes profonds.

Même les plus instruits, n'échappent pas à l'abrutissement par l'audiovisuel. Ils en constituent des cibles d'autant plus vulnérables, que, convaincus de la partialité des télévisions nationales, ils absorbent en toute confiance, les informations qui leurs viennent de sources étrangères, et qui seraient selon eux, plus crédibles. En l'absence de systèmes d'informations alternatives populaires, les populations africaines sont comme partout, exposées sans esprit critique, aux éventuelles manipulations médiatiques.

Le vide laissé par l'absence d'espaces de réflexion, de discussions collectives et de débats critiques, est de plus en plus occupé par les « gourous » traditionnels et religieux, qui exploitent la crédulité des populations.

L'absence d'une véritable souveraineté, permet à des forces extérieures de s'immiscer au cœur de nos systèmes sociaux, d'attaquer le socle familial qu'il fragilise, mettant à mal nos références et notre capacité à faire face aux assauts de la prédation capitaliste.

La nécessité d'un cadre idéologique de la résistance

« *Le principe de base de la Conscience noire est le rejet par l'homme noir du système de valeurs qui veut faire de lui un étranger dans son propre pays et qui détruit jusqu'à sa dignité humaine* » Stephen Bantu Biko.

Nous ne saurions parler de la domination de nos sociétés, sans nous interroger sur les raisons de leur vulnérabilité. Qu'est ce qui a rendu possible la subjugation de nos sociétés dans le passé ? Qu'est ce qui permet d'assurer aujourd'hui la permanence de cette domination ?

Nous ne disposons pas d'éléments nous permettant de faire l'analyse des structures sociales internes de nos sociétés précoloniales, pour nous prononcer avec précision sur leurs points de vulnérabilité lors de leurs contacts avec les différents envahisseurs. Toutefois, par rapport à la pénétration occidentale, nous pouvons affirmer avec plus ou moins de certitude, que la force des Européens résidait dans leur ferme volonté d'expansion économique, portée par une organisation militaire performante, au service de leurs ambitions politiques, face à laquelle, nos sociétés dans leur ensemble, n'ont pas su résister.

Quel qu'ait pu être le degré de sophistication de nos sociétés d'hier, elles n'ont pas su intégrer certains aspects importants dans la construction d'une nation, parmi lesquels une compréhension correcte du monde environnant, la capacité politique et militaire de défendre et de préserver leurs modes de vie, ce qui explique en partie leur vulnérabilité face aux différents envahisseurs.

Ces inégalités dans les rapports de forces entre peuples, n'expriment nullement une quelconque infériorité.

Chaque société, selon ses objectifs ultimes, encourage certains traits de personnalité chez les individus et en étouffe d'autres.

Cela signifie tout simplement, que pour des raisons tenant de leur rapport au monde, certains aspects ignorés par la vision sociale dominante à l'époque, se sont révélés être leur talon d'Achille lors de leurs confrontations avec les envahisseurs.

Cependant il y a lieu de s'interroger, quand une société ayant subi de multiples agressions, continue, sans tirer de leçon de son passé, de fonctionner sans réorienter ses objectifs, réévaluer ses valeurs, ou chercher à «produire des individus et des institutions capables de défendre ses valeurs, quand celles-ci sont menacées.

Il nous faut chercher de nos jours, si cette méconnaissance de notre environnement politique et de ses menaces, ne subsiste pas dans nos postures actuelles.

Qu'est ce qui explique que les valeurs étrangères trouvent si facilement leurs chemins dans nos sociétés, au prix de leur stabilité et leur survie ?

Comment pouvons-nous expliquer le complexe d'infériorité des classes dirigeantes africaines, qui se traduit par une adhésion inconditionnelle aux valeurs du vainqueur ? Comment se fait-il que, c'est chez le peuple africain, que l'on note cette admiration du dominant, cette quête de sa reconnaissance, jusqu'à confondre ses intérêts avec les siens.

De la même façon qu'hier, les tirailleurs étaient prêts à mourir pour défendre « la mère patrie » qui les assujettissait, exhibant à l'occasion, fièrement, leurs médailles, aujourd'hui encore, beaucoup d'Africains sont fiers de servir les oppresseurs de leurs peuples.

La récente multiplication des interventions militaires des puissances occidentales en Afrique, le redéploiement des troupes armées sur le sol africain, La partition du Soudan, l'agression contre la Libye, de la Côte d'Ivoire, les troubles de la République

Centrafricaine et du Nigeria, qui viennent s'ajouter au long calvaire du peuple de la République Démocratique du Congo, sont autant de signes qui indiquent que de réelles menaces pèsent sur le continent ; que les relations coloniales sont demeurées intactes entre l'Occident et l'Afrique.

Si depuis l'esclavage les Africains se sont toujours dressés contre la domination européenne, que ce soit en terre africaine ou en terre d'exil, force est de reconnaître que la flamme de la résistance a considérablement faibli. Les dures conditions d'existence des populations, ont très certainement contribué à émousser leur combativité.

Toutefois, la passivité des Africains devant tant de menaces contre l'intégrité territoriale de leur continent et leurs libertés, est inquiétante.

Les raisons de cette torpeur militante, seraient peut être à chercher dans l'absence d'armes idéologiques, capables de susciter la prise de conscience de notre condition d'éternels exploités, de réveiller la combativité des populations et d'organiser notre résistance. Peut-être aussi dans l'incapacité des mouvements et organisations africaines, à articuler leurs revendications avec les préoccupations immédiates des populations, en intégrant les différentes formes de lutte de ces dernières, qui prennent des contours divers.

Il est nécessaire d'avoir une idéologie ancrée dans les conditions des populations, en mesure de mobiliser et d'organiser les masses au sein de solides organisations qui, par des objectifs clairement définis, et des stratégies cohérentes, pourraient orienter la lutte de libération politique et sociale de nos peuples vers la réalisation de l'Unité Africaine.

Un cadre de référence théorique est nécessaire, pour prendre la pleine mesure du monde environnant, garder une distance critique face à la complexité des événements, ajuster nos

comportements, orienter nos choix économiques et nos positions politiques.

Il permet tout autant, d'anticiper sur les événements pouvant constituer des menaces pour nos sociétés, et de saisir les opportunités qui peuvent nous faire progresser.

Mais surtout elle permet, en raffermissant le sentiment de solidarité entre Africains, de donner forme et contenu à la pleine conscience de nous-mêmes et de nos actions, en fait de notre force, celle qui nous permettra de changer la nature de nos rapports avec nos semblables.

Le combat idéologique du peuple noir s'est souvent cristallisé sur l'impérieux besoin de revalorisation de son humanité, après des siècles d'humiliations, par la réhabilitation de sa culture. Divers courants idéologiques comme la Négritude ont accompagné cette quête identitaire avec plus ou moins d'impact sur les différents mouvements politiques.

La Négritude cherchait-elle vraiment à se libérer de la tutelle du maître ou visait-elle plutôt à se faire une place à l'intérieur de son système de domination, à obtenir simplement la reconnaissance de l'Humanité du Noir ?

Etait-elle porteuse d'un véritable projet politique au sens d'une volonté de transformation des rapports de forces ? En tout cas, chez certains pères de la Négritude, la virulence de leur prose a fortement tranché avec la docilité de leur action politique.

Les autres idéologies politiques, représentées principalement par le Panafricanisme de Kwame Nkrumah, Marcus Garvey, Amilcar Cabral, Steve Biko, Cheikh Anta Diop, n'habitent que superficiellement la jeunesse africaine, faute d'un véritable travail de vulgarisation.

Les travaux de nos académiciens, n'abordent généralement le Panafricanisme que pour en faire l'historique. Il est pratiquement absent des discours des partis politiques et des débats électoraux. Peu de travaux d'enrichissement théorique, et de

réorientation politique, ont été effectués à son sujet, si bien que le panafricanisme se vit comme un idéal lointain, dont les modalités de réalisation sont laissées au caprice du hasard. Les rencontres panafricaines réunissent souvent, les poètes, philosophes et historiens, à l'exclusion des paysans, ouvriers et artisans : les forces vives de nos sociétés.

Il manque à l'échelle continentale, un discours permettant de faire basculer la ferveur militante des populations hors du cadre étroit des appartenances ethniques ou religieuses, ou des intérêts partisans, vers celui des idées et des préoccupations plus rassembleuses et porteuses de progrès.

L'absence d'un cadre de référence théorique, combiné à notre incapacité à nous voir comme les fils solidaires d'un continent, partageant la même condition, nous empêche de donner plus d'ampleur à nos combats politiques.

Tant que nous n'adopterons pas une perspective globale, nous permettant de situer les événements historiques dans le contexte des rapports de forces qui sont à l'origine de notre oppression, nos positions politiques resteront fortement empreintes d'affectivité et notre activité militante réduite à des commémorations, célébrations et culte de la personnalité.

Le cas des tirailleurs sénégalais et le culte autour du personnage de feu Nelson Mandela, illustrent à bien des égards, cette attitude qui nous rend vulnérable aux manipulations, aussi longtemps que nous perdrons de vue le fil des luttes du peuple africain.

Le tirailleur, héros malgré lui ou collaborateur inconscient ?

Le corps des tirailleurs sénégalais, créé en 1857 par un décret de Napoléon III, a participé à toutes les campagnes coloniales menées par la France, sur différents théâtres d'opérations du continent africain, jusqu'aux deux grandes guerres européennes, sans oublier l'Outre-mer et l'Indochine.

Les tirailleurs sénégalais ont joué un rôle actif dans les campagnes d'agression de peuples frères et de résistants africains. Qu'ils aient participé aux deux grands conflits mondiaux auprès des « alliés » est ce une raison pour faire de ce corps d'armes un objet de fierté, jusqu'à penser leur rendre hommage ?

Si ces hommes ont pu faire acte de bravoure, ce n'est jamais qu'au service de ceux qui étaient à l'origine de l'asservissement de leurs frères allant jusqu'à participer à la dislocation de plusieurs de nos royaumes et la répression contre les populations.

Certains ont peut-être pensé que c'est faire acte de militantisme, que de dénoncer l'ingratitude de l'ancienne puissance coloniale à l'égard des tirailleurs et cela au détriment de toute cohérence idéologique, préférant ignorer comment cette dernière a traité ceux qui ont collaboré avec ses ennemis.

En cherchant à embrasser tout ce que nos oppresseurs ont dédaigné et rejeter tout ce qu'ils ont chéri, nous nous mettons dans une posture qui nous rend facilement manipulables.

La différence de traitement des tirailleurs sénégalais, ne diffère en rien au traitement discriminatoire réservé aux médecins africains, aux retraités africains, aux Africains en général. Elle correspond tout simplement à la place qu'occupe les Africains dans un ordre mondial régi par la loi du plus fort et reposant sur une hiérarchie raciale.

Cette lecture nous empêche de voir la continuité du système, à travers les nouveaux « corps de tirailleurs », constitués par les actuelles armées néocoloniales de nos Etats, bras armés du pouvoir occidental, qui comme hier, se déploient en Afrique participant à la déstabilisation du continent. Elle empêche d'analyser avec lucidité, les processus par lesquels des éléments importants de nos sociétés issus du milieu militaire, politique, économique, académique, religieux ou autres, ont pu coopérer avec l'envahisseur et continuent encore aujourd'hui de le faire encore aujourd'hui.

Rompre avec le culte du Messie

La lecture des évènements, en perdant de vue l'intérêt des Africains, s'est exprimée dans le culte de la personnalité entretenue autour de la personne de Nelson Mandela. La surmédiation du personnage visait très probablement à empêcher de mener une réflexion lucide sur l'Apartheid, sa place dans le système de domination capitaliste sur nos sociétés, et d'analyser les moyens qui ont participé à l'effondrement ou plutôt la mue de ce système.

L'Apartheid constitue un terrain d'étude propice pour les générations d'Africains n'ayant pas vécu la colonisation. Dans la mesure où il livre les clés des mécanismes réelles de la domination capitaliste sur nos sociétés, en tant que saillante illustration de l'imbrication entre exploitation économique et oppression raciale.

La lutte pour la liberté et la démocratie en Afrique du Sud était une lutte anticoloniale, depuis le début de l'invasion néerlandaise et anglaise. Cette lutte a été menée par les masses sud-africaines dans toutes leurs composantes : les travailleurs, les femmes et même les enfants et fut soutenue par les forces progressistes du monde entier.

Si l'Apartheid fut un régime exceptionnel, ce n'est pas comme on a voulu nous le faire croire de par sa nature, mais par le fait qu'il ait existé à une époque où, le capitalisme s'est taillé un nouveau costume qui se voulait plus civilisé, et qui convenait à l'époque. Car, la colonisation, le système de l'Indigénat, la Ségrégation raciale aux Etats-Unis, n'étaient rien d'autre qu'un Apartheid de fait. Le pouvoir blanc sous l'Apartheid, était le bastion avancé du monde capitaliste en Afrique, doté d'une puissance militaire et même nucléaire, avec le soutien des pays occidentaux, il constituait ainsi une constante menace pour ses voisins proches et lointains.

L'accession des noirs au s'est fait au prix d'énormes compromis. L'ANC a du renoncer à ses exigences portant sur la

nationalisation²⁷ des mines et des industries, des banques, de la réforme agraire. Elle a dû aussi accepter de se débarrasser de sa force de dissuasion nucléaire, dans un monde où la force fait loi.

On peut se demander combien de temps durera la fragile réconciliation basée sur l'impunité de criminels. Comment a-t-on pu croire un instant que la paix pouvait fleurir sur le terreau de l'injustice ? C'est sous estimer le peuple sud africain, que de croire qu'il pourrait confondre soif de vengeance et besoin de justice.

Aucune des valeurs portées par Mandela, ne sont étrangères à la société dans laquelle il a été éduqué et à nos sociétés en général aussi « pauvres » qu'elles puissent être.

Ce sont ces mêmes valeurs qui font que des dirigeants criminels comme Ian Smith, Piet Botha et leurs semblables, ont pu vivre en paix, sans subir l'hostilité des populations et que malgré les atroces crimes commis sur le sol africain, les ressortissants occidentaux n'y subissent ni animosité, ni représailles.

Alors qu'en Europe la double peine est requise contre les délinquants étrangers, en Afrique les auteurs de crimes contre l'humanité jouissent paisiblement de leurs libertés, sans un seul mot d'excuse ni aucun remords, quitte qu'ils sont avec leur « conscience », parce que n'ayant fait que leur « devoir », en « obéissant qu'aux ordres ».

Le continent africain n'a jamais manqué d'hommes de l'envergure de Nelson Mandela, seulement, ils n'ont jamais obtenus la sympathie du système ni bénéficié d'une aussi complaisante couverture médiatique.

Si Nelson Mandela a eu le « mérite » d'avoir contribué à assurer une « transition » pacifique, est-il pour autant juste d'étouffer et de sacrifier les aspirations légitimes de justice des Sud-Africains, à l'autel de la gloire personnelle d'un seul homme ?

²⁷ Renoncement au programme de la charte de la liberté (Freedom charter) de l'ANC qui stipule la redistribution des terres, la nationalisation des entreprises stratégiques dans le domaine des mines et de l'énergie, etc.

Inscrire l'action de nos hommes politiques, dans la trame des luttes sociales du peuple africain, ne diminue en rien leur mérite, car ils demeurent des hommes après tout, sujets à toutes les faiblesses de l'espèce humaine et aucun homme ne saurait à lui seul, changer le destin d'un peuple.

Il ne faut pas oublier que dans toutes les luttes, c'est le peuple qui consent les plus lourds sacrifices, et ce sont les peuples, qui permettent de remporter les victoires les plus déterminantes. Aucun homme ne saurait être assez grand, pour laver le déshonneur de tout un peuple.

L'indépendance de l'Afrique du Sud a le même goût d'inachevé, qui caractérise celles de la majorité des pays africains. Ces pays où, faute d'une victoire totale sur les oppresseurs, ce sont les opprimés qui ont du consentir d'importantes concessions, dont ils continueront pendant longtemps de subir les néfastes conséquences.

La fin de l'Apartheid, aurait dû marquer la fin définitive de l'humiliation du peuple africain. En faisant qu'un autre grand Etat libre et fort, puisse émerger de l'Afrique et servir de locomotive pour le reste du continent, dans la construction des Etats-Unis d'Afrique. On note cependant, que ce pays semble s'acheminer lentement mais sûrement vers un état néocolonial, à l'image des autres pays africains ; avec un « visage noir » au service d'un « pouvoir blanc ».

A part un pouvoir politique entre les mains des noirs, et l'« émergence » d'une bourgeoisie noire, la structure sociale et économique est restée la même. Le pouvoir blanc a maintenu ses privilèges, acquis par l'exploitation du peuple sud-africain au cours de trois siècles d'expropriations, d'humiliations et de souffrances. Le potentiel économique et militaire de la première puissance africaine, ne sera pas au service d'une rupture dans les rapports de l'Afrique avec le reste du monde.

Nous devons nous interroger sur la cohérence des engagements et actions posées par nos hommes politiques, par rapport à nos aspirations de construction d'une Afrique forte et du besoin de rétablissement de la dignité du peuple africain. Surtout,

nous devons avoir à l'esprit que les transformations majeures des sociétés, sont le fruit des luttes des masses populaires. Il est venu le temps pour nous, Africains, de cesser d'adorer des idoles, pour œuvrer résolument, à l'édification d'une Afrique libre si nous voulons demain, pouvoir célébrer des victoires collectives et définitives.

Pesanteurs sur la résistance

Un cadre idéologique s'inscrivant dans la trame des processus de libération des peuples africains, permettrait de féconder la pratique de luttes sociales, afin de transformer notre condition dans le monde. Son absence, transparaît dans les actions des différentes organisations africaines qui peinent à mobiliser massivement aussi bien sur le continent, qu'au niveau de la diaspora, les populations autour de thématiques politiquement et socialement pertinentes.

Si dans les années 1950, la flamme de la révolte était principalement portée par la diaspora afro-caribéenne, de nos jours, il semble que cette diaspora peine à se mobiliser de façon effective, faute d'avoir un véritable projet et programme de transformation de la condition du peuple africain.

Au niveau du continent, les revendications portent souvent sur l'annulation de la dette, la bonne gouvernance, les biens mal acquis, les droits de l'homme, la lutte pour l'égalité des genres, etc. Ces revendications aussi pertinentes qu'elles puissent être, sont l'émanation d'organisations qui dans leur volonté de créer des dynamiques internationales, ont sacrifié l'ancrage local des questions soulevées.

Hors du continent africain, les revendications surtout les plus relayées (en France particulièrement), portent sur la reconnaissance sociale, la visibilité des populations africaines issues de l'immigration, la lutte contre le racisme et la question des réparations.

Les revendications pour plus de visibilité, ne traduisent en rien une volonté d'émancipation des populations africaines, elles serviraient tout au plus, à la promotion d'individus des « catégories privilégiées » à des postes qu'ils pensent être prestigieux, où leur rôle resterait toujours le même, celui d'être au service du « maître ».

La présence des noirs dans le paysage médiatique français, ne modifierait en rien le contenu et le traitement de l'information, ne ferait pas disparaître la diffusion des stéréotypes négatifs sur l'Afrique et les Africains. De même que leur présence dans la sphère politique, ne changerait en rien les rapports de domination qu'entretient la France avec leurs pays d'origine.

En fait, les porteurs de ces revendications ne seraient-ils pas prêts à assumer des responsabilités au sein d'un système qui vit de l'exploitation de leurs peuples ? Le système qui a tout intérêt à séparer la diaspora africaine du continent, leur a fait croire au mirage de l'assimilation. Celle-ci apparemment tarde à se faire, car ils luttent désespérément pour être considérés comme des citoyens à « part entière », à l'image de leurs aînés qui quelques décennies en auparavant, réclamaient le statut de citoyen, sous le système de l'indigénat.

Il convient de noter que là où les Africains aspirent à leur « l'intégration », au sein des institutions et entreprises de leur pays d'accueil, les membres de la diaspora européenne se sont quant à eux, toujours évertués, partout où ils se sont établis, de mettre sur pied des réseaux économiques reliés à leur continent ; s'ils n'ont pas tout simplement pris le contrôle des leviers politiques et économiques de leurs pays hôtes.

C'est d'ailleurs ce maillage de la planète par la diaspora européenne, qui en établissant des relations économiques entre elle, a largement contribué à établir et consolider la suprématie économique et politique de l'Europe. Nous sommes quant à nous, très fiers de les soutenir dans leur entreprise de contrôle du monde, en leur offrant nos services au sein des institutions et « grandes entreprises » qu'ils ont mis en place.

Les pays européens ne se gênent point pour pratiquer des politiques de préférence nationale, soumettant de nombreux emplois et professions à des conditions de nationalité, multiplient les incitations à consommer les produits de leur terroir, et l'acquisition des entreprises nationales par des firmes étrangères font l'objet de houleux débats.

En Afrique par contre, les leviers les plus importants de l'économie sont entre les mains des étrangers. Ce sont eux qui de surcroît, comptent parmi les promoteurs immobiliers les plus actifs, envahissant capitale, littoral et zones rurales et participent à la hausse considérable des prix du secteur, excluant de fait la grande majorité des populations de l'accès à la propriété.

Les Africains auraient-ils du mal à reconnaître leur mère patrie, à identifier et servir leurs intérêts ?

En limitant notre activité politique à la demande de reconnaissance de notre culture, de notre humanité auprès des autres, nous affichons notre manque de détermination à travailler à changer les rapports de forces qui sont à l'origine de cette négation et de ce mépris.

Tirer les leçons du passé

Certaines revendications portent sur la reconnaissance des lourds préjudices subis lors de l'esclavage et leurs réparations, ainsi que le respect de cette mémoire.

Nous pensons que cette mémoire concerne l'Afrique et sa diaspora au premier chef, et devrait être une occasion de raffermir les liens fraternels qui les unissent.

Elle devrait permettre de rappeler le devoir de protection du continent, à l'égard de ses fils qui lui ont été arrachés par la violence de la cupidité humaine, disséminés aux quatre coins

du globe, et dont le sort est quasiment absent de nos préoccupations politiques et de nos réflexions académiques.

Nous devons accorder une plus grande considération à nos frères de la diaspora, dont le cri de révolte et les plaintes de douleur nous sont parvenus. Il appartient maintenant au « continent-mère », de se surpasser, en se débarrassant de ses vieux démons, afin de s'attaquer aux déchirures de ses fils maintenus en captivité depuis des siècles. Il est possible, en créant des ponts culturels, économiques et académiques, de reconstruire ensemble, une Afrique forte et prospère qui ferait la fierté de ses enfants même les plus réfractaires.

Une Afrique, capable d'accueillir toutes ses filles et tous ses fils qui le souhaitent, et d'assurer leur protection où qu'ils se trouvent.

Cette tendance à pleurer nos malheurs auprès de nos bourreaux, rappelle l'attitude adoptée dans le cas des « tirailleurs sénégalais », elle exprime toujours ce besoin de reconnaissance du « maître », le besoin d'adresser sa conscience morale.

De mémoire d'homme, il est peu de précédents où on a vu les oppresseurs, par un soudain sursaut de conscience morale, décider de desserrer l'étau qui maintient les opprimés sous leur joug de l'oppression ou de les dédommager pour les injustices commises à leur encontre.

Peut-on s'attendre à ce que le système capitaliste répare ses exactions passées ; alors qu'il continue sous leurs yeux, de spolier impunément et sans aucun scrupule les faibles de la planète.

Les droits des opprimés ont toujours été conquis de haute lutte et au prix de lourds sacrifices et non par des pétitions, poursuites judiciaires et autres gesticulations sans conséquence sur en s'attaquant aux conditions réelles qui rendent possible l'exploitation de l'homme par son prochain.

Nous devons tirer les enseignements, des différentes expériences de résistances politiques des générations qui nous ont précédés, pour faire face aux multiples défis du présent qui sont en train de menacer gravement notre fragile « liberté ». Il est nécessaire de travailler pour trouver les points d'articulations des différentes luttes, afin de créer de plus vastes dynamiques et instaurer des mécanismes politiques plus efficaces.

L'absence d'une lecture lucide et critique de notre passé proche et lointain, restreint notre pouvoir d'anticipation, et constitue un obstacle majeur au succès des différentes actions menées tant au niveau du continent qu'au niveau de la diaspora.

Il ne suffit pas seulement de dénoncer l'oppression, sans la combattre ardemment et avec persévérance.

A quoi sert-il de célébrer l'abolition de l'esclavage si nous n'avons pas su à ce jour, mettre sur pied des structures sociales, économiques, politiques et militaires capables de défendre nos libertés, si l'envie prenait à n'importe quelle nation de nous asservir ?

Tout combat nécessite un pouvoir, et il ne saurait y avoir de pouvoir sans organisation. Il nous appartient de façonner avec la force de notre volonté l'environnement politique, économique et social dans lesquelles nous voulons vivre et voir grandir nos descendants.

Les véritables desseins de notre aliénation

Malgré la profusion des discours qui veulent donner à penser que nous avons acquis notre indépendance politique, et qu'il nous restait à conquérir celle économique, on peut dire, qu'au vu des multiples pressions et contraintes extérieures qui pèsent sur nos Etats depuis leur naissance, que les pays africains ne sont pas indépendants et que la véritable décolonisation de l'Afrique reste à faire.

Si on considère la politique comme étant le lieu d'où un peuple libre décide de l'organisation de sa communauté, le lieu d'où sont prises les grandes décisions qui engagent son avenir, nous pouvons dire que nous ne disposons réellement de la liberté de décider de nos orientations économiques et sociales.

Quel est le sens d'une indépendance politique privée de la capacité de décision sur les questions essentielles au devenir d'une nation ?

La libération du continent africain dont la domination est plus qu'évidente, reste à faire, vu qu'aujourd'hui encore, ce sont d'autres nations qui nous imposent leurs normes, leurs idées et leurs valeurs.

Cette domination se traduit par notre extrême dépendance vis à vis de l'extérieur, la désarticulation de notre économie et son caractère extraverti.

Elle s'exprime surtout par la capacité qu'ont les multinationales, les groupes industriels qui détiennent les leviers de nos économies, les institutions financières internationales, les Etats et organisations non gouvernementales occidentales, de nous dicter leur volonté, de façonner le tissu économique et social de nos pays, de nous assigner leur agenda, de définir nos priorités et cela sans rencontrer de véritables contre-pouvoirs.

Dans l'ensemble, nos relations avec l'Occident sont des rapports de subordination, de commandement à obéissance.

Et nous semblons accepter cette domination comme étant tout à fait normale.

Cette domination, qui se manifeste essentiellement par l'accaparement de nos richesses naturelles et l'asservissement de nos ressources humaines, recourt nécessairement à des rationalisations idéologiques qui permettent de justifier et de maintenir leur emprise sur nos existences.

Tout cela nécessite comme nous l'avons déjà dit plus haut, la mise en place de tout un dispositif, constitué de mécanismes

politiques, scientifiques, juridiques, institutionnels, aussi bien formels qu'informels permettant d'exercer le contrôle sur la communauté africaine.

Ce contrôle se manifeste par la discrimination dans la distribution des richesses, des fonctions et des statuts, et vise à éliminer toute concurrence qui risquerait de menacer leur hégémonie.

Il s'agit en fait d'une véritable « guerre » qui utilise des moyens physiques et psychologiques avec pour seul objectif d'annihiler, de détruire chez nous toute capacité de résistance et de combat.

La représentation négative de l'Afrique et des Africains, qui permet de renforcer les préjugés, en structurant aussi bien la vision des autres groupes ethniques à l'égard des ressortissants du continent, que celle des Africains sur eux-mêmes, fait partie de cette entreprise de déstabilisation.

La constante représentation d'un groupe social déterminé, comme étant « sale », « paresseux » et « imprévisible » permet de lui façonner un « profil professionnel collectif », qui rend ses membres peu crédibles dans le domaine de la production des connaissances, les exclut des postes de responsabilité et de la concurrence commerciale, leur fiabilité étant largement entamée.

Cette attitude de constant dénigrement des Africains, relève de la volonté de maintenir intacte, la mainmise occidentale sur le peuple africain, d'empêcher que ce dernier n'entre en compétition avec eux dans le domaine économique, ce qui pourrait à terme menacer leur Empire.

C'est ainsi, que nos dirigeants ne peuvent être que des dictateurs corrompus, que les produits en provenance de l'Afrique sont faiblement cotés et ne peuvent pénétrer les marchés occidentaux que sous la forme de matières premières, ou entre les mains d'opérateurs économiques occidentaux.

L'un de nos plus grands défis sera de faire sortir nos activités économiques de ce positionnement « humanitaire » qui nous est imposé.

Les classes dirigeantes qui vivent des largesses du système, participent à ce travail de dévalorisation de l'image du peuple africain, et de dilution de son estime de soi. En passant leur existence à louer la grandeur, la générosité de leurs bienfaiteurs, elles ont érigé la mendicité en vertu politique. Elles nourrissent l'esprit de dépendance au sein de leurs jeunesse, qui grandissent en voyant leurs élites s'aplatir vulgairement, en courbettes et remerciements pour les multiples dons et financements de projets de toutes sortes, que quelques sacrifices et une judicieuse utilisation des sommes d'argent qu'ils ont détournés et placées sur leurs comptes bancaires européens, suffiraient à financer. Les membres d'un groupe ainsi constamment et amplement dévalorisés, exposés à des stéréotypes négatifs, peuvent finir par perdre l'estime d'eux-mêmes et par conséquent toute emprise sur leur destin, allant jusqu'à ajuster leurs propres ambitions à la baisse, et se comporter conformément à la place qui leur est injustement assignée par leurs oppresseurs.

C'est donc par les contraintes extérieures, les différentes formes de violence économiques et physiques qui s'exercent sur le peuple africain, combinées aux mécanismes d'autocontrôle parmi lesquels la culture, l'école, le contrôle de l'information et les différentes formes de violences, que l'on a imposé la servilité aux Africains.

C'est ainsi que les dominés sont poussés à ajuster leurs conduites et comportements, et finissent par accorder leurs rêves et ambitions à la place qui leur est injustement assignée par leurs oppresseurs, la considérant comme étant celle qui leur sied dans le monde. Nous participons ainsi nous-mêmes, à la légitimation de notre oppression, la considérant comme relevant de l'ordre naturel des choses, tissant avec nos propres mains, les mailles des filets qui vont enserrer nos corps et nos esprits dans la plus basse servitude.

Mais si cette dépendance perdure, c'est grâce à la conjonction entre les importants moyens et stratégies déployés pour

obtenir notre soumission et notre réceptivité aux différentes entreprises de manipulations, ainsi que l'absence de résistance organisée face à nos oppresseurs.

Il est bien connu, le goût excessif des distractions, de la cupidité, du désir de prestige, quand ils sont attisés, conduisent à la mollesse du caractère, et à l'extinction de toute capacité d'indignation, que se maintient l'emprise des dominants sur les dominés.

La domination des autres peuples sur nous, Africains, reposent moins en définitive sur leurs forces, que sur notre faiblesse. Nous nous sommes fait tellement petits, qu'il nous apparaît impossible de nous débarrasser de la domination occidentale. Notre aliénation a tellement altéré nos facultés de représentation qu'elle nous empêche de concevoir une réalité autre que celle de dominé.

Nos dirigeants trouvent leur fierté d'être dans les bonnes grâces des institutions internationales qui leur décernent des certificats de «bonne gouvernance», ainsi que les bons points de «saine gestion économique» de leur pays. Nos académiciens, écrivains et artistes aspirent à la reconnaissance occidentale. Il n'est pas surprenant dans ce contexte, que l'obséquiosité soit élevée au rang de vertu.

On ne saurait contraindre nos esprits et soumettre notre volonté qu'avec notre adhésion. La réalité de notre oppression, ne saurait suffire à nous conférer une quelconque supériorité morale ou spirituelle.

Sortir du cycle infernal

Nous semblons prêts à épuiser toutes les stratégies qui nous permettrons dans nos discours et postures, de nous accommoder de notre condition de dominé. Aux innombrables insultes, humiliations et piétinements de notre dignité, nous répondons par des courbettes, discours déférents. Par peur des représailles de la part de nos oppresseurs, ou pour pouvoir bénéficier de leur générosité, nous préféreront montrer patte « blanche », instaurant ainsi avec eux, des relations où la lâcheté le dispute au mensonge.

Nous continuons de réagir aux justifications idéologiques, au lieu de nous atteler activement à la reconstruction de nos sociétés, la protection de nos libertés et à la préservation de notre dignité.

La domination des peuples semble suivre un schéma quasi systématique.

Elle commence d'abord par la substitution des pouvoirs traditionnels par une nouvelle classe de dirigeants qui tirent leur légitimité des conquérants ; c'est cette race d'usurpateurs qui sévit à la tête de la majorité de nos Etats actuels.

Elle s'attelle ensuite à la destruction des cadres de référence et des points de repères culturels, qui conduiront à la dislocation du système identitaire traditionnel .Elle passe par le saccage du patrimoine culturel du peuple dominé et le dénigrement de ses mœurs.

Pour enfin procéder à l'implantation de modèles comportementaux et de nouvelles idées, qui viendront s'installer d'autant plus facilement, que les populations auront été placé dans une situation d'extrême fragilité psychologique, savamment provoquée.

C'est dans cette perspective que nous devons lire les différents discours d'auto glorification des dominants, ainsi que la

persistante stigmatisation des dominés. Ces discours qui se traduisent par la banalisation de des propos racistes, les campagnes de dénigrement du continent que l'on n'évoque que pour en souligner les tares et les problèmes font partie de cette logique, qui en fin de compte ne fait que rabaisser leurs auteurs.

Tout homme de bon sens, sait que l'esclavage comme la colonisation, furent des entreprises criminelles. Les hommes savent depuis des millénaires que le meurtre délibéré d'un être humain, constitue un crime contre l'humanité.

Si le « racisme » ou plutôt la xénophobie peut exister partout, chez toutes les communautés, il faut reconnaître qu'il n'est jamais le fait des éléments les plus nobles de ces sociétés. Et qu'il est peu de groupes humains qui en ont fait une valeur à chérir ou une attitude à encourager, allant jusqu'à enseigner le mépris de l'autre aux âges les plus tendres de la vie. Le racisme, expression du mépris de son prochain, est un acte de petitesse notoire qui est partout, le fait d'individus qui ne réussissant ni à s'élever par la noblesse de leurs actes, ni par la hauteur de leur esprit, préfèrent flatter leur ego surdimensionné en faisant montre d'une arrogance extrême, en rabaisant les autres.

Si l'on peut concéder à chacun le droit de ne pas aimer certaines pratiques culturelles ou culturelles, ou de ne pas s'intéresser du tout à Autrui, nul n'a le droit de nier l'humanité de son prochain en piétinant sa dignité.

Certaines classes dominantes éprouvent le besoin de créer de « la distance », afin, très probablement, d'éviter que trop de proximité avec les groupes exploités, ne finisse par trahir la platitude d'une oligarchie, dont le raffinement, n'est bien souvent que superficiel.

C'est donc nous éloigner de nos priorités et exprimer ce complexe face à l'homme blanc que de toujours chercher à réagir à ces types de discours et exprimer.

Qui est-il, en fin de compte, cet « Homme blanc », dont nous recherchons tant la reconnaissance et à qui nous accordons autant d'importance à l'opinion qu'il peut se faire de nous ?

Est-ce, ce cupide spéculateur dont l'horizon se limite à la recherche du profit par tous les moyens nécessaires et qui est capable de commettre les œuvres les plus basses pour parvenir à ses fins ?

Est-ce, ce travailleur précaire et surendetté qui se reconforte à la pensée de vivre dans un pays au PNB parmi les plus élevés au monde ?

Est-ce, cet individu qui n'a pour compenser sa médiocrité, que la fierté d'appartenir à un « peuple » qui est responsable des innovations technologiques les plus pointues ?

Ou est-ce, ce généreux citoyen qui s'élève au-dessus des barrières culturelles et nationales, pour exprimer sa solidarité et son soutien aux luttes des opprimés partout dans le monde ?

Tous ces discours et insultes visent à entamer notre lucidité et servent à faciliter notre exploitation économique.

En nous contentant seulement de réagir aux différents discours et justificatifs idéologiques, nous risquons de perdre de vue les objectifs réels du système, et de nous retrouver dans une servitude plus terrible que de par le passé.

Ceux qui nous maintiennent dans l'assujettissement, n'ignorent point la riche histoire du peuple africain, ni ses énormes ressources créatives, présentes chez tout groupe humain.

L'Europe ne tenait pas ces discours quand elle souffrait de famines et disettes et de pestes à répétitions.

De même que nous devons comprendre que les questions liées à l'immigration, telles que le racisme et la discrimination, trouvent leurs racines, dans les rapports de pouvoir entre les différentes communautés humaines.

Le phénomène du racisme, bien souvent, n'est envisagé que dans son expression subjective, qui est le fait d'individus isolés, qui ont en aversion les membres de certains groupes, (ce qui au demeurant est leur droit et reste leur problème tant que cette aversion ne se traduit pas en agressions physiques ou verbales directes).

Mais le racisme est aussi et fondamentalement, l'expression d'un rapport de force politique et social, reposant sur une domination économique qui permet à un groupe donné, d'exercer son contrôle sur les membres du groupe dominé, par la discrimination.

C'est dire que dès l'instant où ce contrôle, sur nous, Africains, utilise des supports juridiques, des contraintes économiques, des mécanismes politiques et symboliques pour restreindre notre mobilité à la surface de la terre, limiter nos choix professionnels et privés, nos opportunités ; quand il étouffe la pleine expression de nos potentialités humaines, jusqu'à porter atteinte à notre dignité ; alors, à ce moment là, elle nous concerne au premier chef.

Dès lors, lutter véritablement contre le racisme, c'est cesser de le combattre sous son aspect purement subjectif et moral, pour l'aborder dans sa dimension politique et économique. C'est-à-dire tout simplement lutter pour acquérir suffisamment de pouvoir, afin d'éviter qu'aucune nation ne puisse nous imposer des rapports sociaux qui pourraient affecter durablement et impunément notre dignité. C'est le seul moyen d'établir des relations égalitaires avec tous les peuples de la terre.

Le racisme et la discrimination envers les Africains perdureront en Occident et en Orient et partout dans le monde tant que l'Afrique sera dans cet état de faiblesse économique et réduite à la mendicité.

Prêter attention aux ingrédients d'une situation sociale explosive

En acceptant l'idée, qu'avec l'abandon de nos savoirs et savoir-faire traditionnels, nous ferions notre entrée dans la modernité, nous avons non seulement régressé, mais nous sommes entrain de participer activement à l'inéluctable destruction du socle de nos valeurs éthiques fondamentales. Celles-là mêmes qui assuraient l'équilibre de nos sociétés, que mêmes les pires violences coloniales n'avaient réussi à entamer.

Aveuglés par la course aux richesses et le goût du luxe. Les valeurs et systèmes de solidarités traditionnelles sont détruits et remplacés par l'égoïsme, le culte de l'apparence et la convoitise.

A la solidarité et l'entraide qui entouraient les faibles, les démunis et les malades, nous avons substitué le mépris, l'indifférence et le rejet.

L'insatiable désir de consommation ostentatoire pour le prestige, l'emporte sur l'ambition de réalisation personnelle ou tout simplement du respect de la Vie.

Ne peut-on s'attendre au pire quand presque tout un peuple qui a perdu ses repères, continue d'être éduqué à l'ignorance de soi et du monde, n'agit plus qu'en fonction de valeurs et principes qui ne sont pas les siens, vit abandonné par les pouvoirs publics, dans un environnement qui sert de dépotoir pour toutes sortes de déchets ? Un état prolongé de pauvreté matérielle, suffit largement pour plonger des individus les plus censés dans une situation d'indigence spirituelle.

Cet état d'indigence, est favorisé par la perte totale du contrôle des leviers de souveraineté politiques et économiques de nos sociétés, combiné à la perte d'emprise sur l'éducation des enfants, la

disparition et le manque de modernisation des anciennes méthodes éducatives traditionnelles.

Et cela, dans un contexte où l'urbanisation s'est faite dans des conditions chaotiques : sans système d'approvisionnement en eau potable maîtrisé, sans système d'évacuation et d'assainissement des eaux usées performant, sans service de collecte des ordures ménagères efficace. Cette situation, combinée à la rareté des infrastructures médicales, de services de secours organisés et de l'absence de protection policière adéquate, risque de mener à terme, à de regrettables catastrophes dont la responsabilité incombera aux décideurs politiques.

Il est temps de jeter un regard lucide sur notre cher continent et le monde en général.

Il nous faut exprimer notre reconnaissance à ce continent pour l'incalculable héritage qu'il nous a légué, en lui accordant plus de notre temps et de notre énergie.

Aimer l'Afrique ce n'est pas la chanter, ni la plaindre, mais la servir avec le même élan de ferveur qu'elle prodigue et qui prend possession même de ses fils adoptifs.

Conclusion

« Toute l'histoire des progrès de la liberté humaine, démontre que, chacune des concessions qui ont été faites à ses nobles revendications a été conquise de haute lutte. Là où il n'y a pas de lutte, il n'y a pas de progrès. Ceux qui professent vouloir la liberté, mais refusent l'activisme sont des gens qui veulent la récolte sans le labour de la terre, la pluie sans le tonnerre et les éclairs : ils voudraient l'océan, mais sans le terrible grondement de toutes ses eaux. Le combat peut être un combat moral ou bien physique, ou les deux à la fois mais il doit demeurer un combat ». Frederick Douglass, West India Emancipation Speech, mai 1857

Ce n'est donc point tomber dans une posture de « victimisation », que de faire le constat de l'oppression du peuple africain, ni verser dans ce qui veut empêcher toute remise en question du discours officiel, appellent « théorie du complot ».

D'ailleurs, nous ne pensons point que ce soit une aberration, que d'ajouter peu de foi, aux discours d'hommes politiques qui une fois élus, trahissent souvent leurs promesses électorales, et qui à plusieurs reprises, et sur beaucoup de sujets internationaux, ont travesti la vérité de façon flagrante.

De surcroît, en quoi serait-ce incohérent, de penser que des Etats qui entretiennent des missions diplomatiques et disposent de services de renseignements pourraient avoir des agendas cachés ? Quel pays, quelle oligarchie financière, serait capable de maintenir son influence politique et économique, préserver durablement ses privilèges, en laissant les choses se faire au hasard, sans projeter, planifier, sans tout simplement conspirer ?

Nous pouvons tirer suffisamment d'exemples sur les modes d'opérations du système capitaliste, ses exactions, sa duplicité, sa politique de double standards, qu'il est maintenant temps, pour nous, de nous en faire une idée précise de sa nature,

d'affermir nos convictions, même si elles vont à contre-courant de la pensée officielle.

Nous avons voulu à travers cet essai, appeler à changer l'injuste statu-quo qui sévit en Afrique et qui porte gravement atteinte à la dignité du peuple Africain.

Montrer que la situation dans laquelle se trouve l'Afrique, ses nombreux problèmes récurrents auxquels elle fait face, ne tiennent d'aucune spécificité culturelle. Nous avons construit des empires et mis en place des institutions sociales des plus élaborées, qui même si elles étaient loin d'être parfaites, disposaient d'institutions sociopolitiques, de systèmes de solidarité qui n'avaient rien à envier à ceux du reste du monde.

Des sociétés qui dans l'ensemble accordaient une place de choix à l'épanouissement de l'individu, quand beaucoup de sociétés écrasaient l'homme comme la femme, dans des institutions liberticides.

Les problèmes de l'Afrique sont dus à la domination qu'elle subit sur le plan politique, économique et culturel depuis des siècles.

Si dans les pays industrialisés, les politiques publiques, « par la combinaison de facteurs structurels ou sociaux, individuels et institutionnels, contribuent à favoriser la fabrique de populations problématique et les mènent à la marginalisation sociale »²⁸.

²⁸ « De façon plus spécifique, le phénomène de l'itinérance résulte de la combinaison d'une série de facteurs structurels ou sociaux, individuels et institutionnels qui s'inscrivent dans les trajectoires de vie des individus, les entraînant ainsi dans un processus d'exclusion sociale, de marginalisation, de désorganisation et de désaffiliation.

Ces nombreux facteurs contribuent à favoriser la fabrique de populations par les politiques publiques. Certaines politiques du secteur de l'éducation favorisent l'accroissement du décrochage scolaire. Ces jeunes se retrouvent sur le marché du travail avec un revenu précaire qui les maintient dans un état de vulnérabilité et un risque de basculer dans la marginalisation sociale.

Les politiques familiales dont le soutien est insuffisant aux familles à faibles revenus, obligent celles-ci à une présence accrue au travail.

Qu'en est alors il sur le continent africain ?

Les africains sont des populations problématiques par excellence, soumis qu'ils sont depuis des siècles, aux politiques publiques (ainsi que leur absence), aux contraintes et restrictions imposées par les institutions financières internationales, à la violence du dénuement et des guerres de prédation. Ce sont ces nombreux facteurs qui ont contribué à enfermer les Africains, dans un système politique et social qui étouffe le plein développement de leurs potentialités et qui les confine durablement dans des territoires d'oppression, d'exploitation et de misère.

C'est par ces politiques, que l'on parvient à transformer la personnalité d'hommes issus de peuples libres, en populations serviles.

En définitive, l'analyse de la situation du continent africain, ne saurait se faire en dehors de son contexte, qui est celui de sa domination.

Nous partageons l'opinion d'Amos Wilson, pour dire que la domination est un problème social et génère des problèmes sociaux qui profite aux dominants. Ces derniers ont donc tout intérêt à investir aussi bien financièrement qu'humainement, dans la création et le maintien des problèmes sociaux, afin d'assurer la pérennité de leur domination et partant de leurs privilèges.

Les nombreuses crises, sur le continent, sont dans leur grande majorité le résultat de relations économiques et sociales imposées par la force depuis la colonisation. Ces relations ont fait

Les enfants grandissent alors dans un milieu dysfonctionnel, situation qui les rejoint à l'âge adulte... ceux qui par les contraintes des politiques se retrouvent en Centre jeunesse (milieu de détention pour les jeunes), en famille d'accueil ou autres établissement qui ne permettent pas la possibilité de développer des aptitudes relationnelles adéquates favorisant l'intégration à la société.

Suzanne Carrere - L'itinérance à Montréal évolution de la problématique et modèles d'actions pour contrer l'impact de certaines politiques sociales.

Page 2

<file:///I:/rise%20up/organisation%20panafricaniste/speech%20notes/MRA/la%20fabrique%20de%20populations%20problematicques.pdf>

que nos pays ont pour l'essentiel, une structure économique nationale désarticulée et désintégré, fortement dominée par une nébuleuse de compagnies multinationales, issues principalement des pays occidentaux. Une économie dont l'objectif, n'est pas la satisfaction des besoins des populations locales qui sont laissées à elles-mêmes, dans une situation précarité sans cesse croissante.

Si la pauvreté a toujours existé chez tous les peuples du monde, celle endémique et toujours croissante qui prévaut en Afrique, est une pauvreté artificiellement créée pour perpétuer l'exploitation de nos peuples.

La pauvreté se fabrique, par le contrôle sur nos institutions politiques, l'accaparement des terres fertiles, la surexploitation de nos ressources naturelles, la destruction de nos productions locales.

Elle est causée par la guerre et les incessants déplacements de population qu'elle provoque, par la destruction du cadre de vie des individus et l'accaparement de leurs moyens de subsistance.

Par la transformation de braves paysans en main d'œuvre taillable et corvéable à merci, transformant ainsi d'honnêtes travailleurs en proie faciles, dont a besoin le capitalisme pour maximaliser ses profits dans nos pays qui sont demeurés des économies de comptoir.

La pauvreté est créée, par une rareté des ressources financières provoquée par la restriction des opportunités d'enrichissement. Cette restriction est obtenue : par la domination du système monétaire et financier international, une division internationale du travail discriminatoire, la destruction du tissu productif local, qui conduit au rachitisme du tissu industriel, limitant les possibilités de création d'emplois, réduisant ainsi les acteurs du secteur de l'économie locale traditionnelle (dite informelle), à n'être que les distributeurs de produits manufacturés ailleurs.

Elle est produite, par l'absence de redistribution des richesses captées par les classes dirigeantes africaines corrompues.

La pauvreté est engendrée, par l'alignement des prix des biens et services fournis aux populations des pays pauvres sur ceux pratiqués dans les pays riches. Et par les innombrables méthodes qui permettent aux riches de s'enrichir par l'exploitation des indigents.

Les inégalités sociales engendrées par cette situation, participent de la nature même d'un système, dont la finalité est de favoriser les conditions d'enrichissement d'une minorité, par l'exploitation du grand nombre. Les Etats, eux-mêmes, participent à cette exploitation, mobilisant souvent les institutions militaires nationales, pour la défense d'intérêts privées. Ce qui est souvent le cas quand la défense de la patrie, ou celle des « valeurs » qui leurs sont si chères, se fait à plusieurs milliers de kilomètres de leurs frontières nationales.

Nous nous trouvons à un moment crucial de l'histoire du monde, où face aux complexes mutations sociales et politiques, nous, Peuples Africains, vivons au sein d'Etats d'une extrême vulnérabilité politique et économique, incapables d'assurer la sécurité de leurs citoyens.

Des Etats dont les dirigeants, n'hésitent pas à mettre leurs forces armées au service de l'expansion capitaliste comme du temps des tirailleurs et à participer à l'assujettissement de leurs peuples. Nous faisons face à un Occident en plein marasme économique, dont l'hégémonie est menacée par la Chine et les pays dits émergents.

Une situation dans laquelle, la logique coloniale qui avait conduit à la conquête de nos pays, est plus que jamais présente, avec de nouveaux acteurs qui comme l'Europe ont besoin de matières premières et d'étendre leurs marchés.

Une situation marquée par la pente totalitaire que prend l'Empire, qui est en train de restreindre de plus en plus les libertés individuelles.

Nous voyons se reproduire sous nos yeux, le même scénario de déstabilisation de nos pays qui présidait durant la période

de la conquête coloniale. La multiplication des foyers de tensions, sont autant de signes qui devraient mobiliser notre attention.

Les incessants appels à l'aide auprès de la « communauté internationale », ne sont-ils pas des signes alarmants de la mise sous tutelle d'un continent dont le sort se décide depuis longtemps déjà, hors de ses frontières ?

N'est ce pas une façon de fuir nos responsabilités, que d'accuser nos dirigeants d'être les seuls responsables du drame du continent africain ?

Il nous faut admettre que cette domination, qui s'exerce sur tous les aspects de nos existences, n'est pas de la seule responsabilité de nos dirigeants, mais celle de toutes les couches et catégories sociales du continent africain.

Nos hommes politiques, nos académiciens et certains opérateurs économiques, participent à la vassalisation de leur peuple en se faisant les exécuteurs des politiques de nos spoliateurs.

Les populations africaines, quant à elles, de par leur vulnérabilité face à la manipulation de leurs désirs et de la perversion de leurs valeurs, sont les complices objectifs de leur propre exploitation, en soutenant par leurs habitudes de consommation de tous les jours, le système qui continue de les asservir en les maintenant au bas de l'échelle de l'humanité.

S'il est aussi facile de se débarrasser de nos dirigeants progressistes, qui œuvrent pour le véritable progrès des Africains, n'est ce pas justement à cause de notre incapacité à faire corps derrière ceux qui résistent et de nous mobiliser pour la défense des intérêts de nos pays ?

Avons-nous su nous doter de puissants contrepouvoirs, capables de résister contre la tyrannie de nos dirigeants, d'assurer la sécurité de nos populations, préserver nos libertés.

Sommes-nous incapables, de créer les conditions permettant de réaliser des alternances politiques sans interventions étrangères ? Allons-nous attendre patiemment, que surgisse une

génération spontanée de dirigeants intègres, dédiés à la cause de l'émancipation politique et économique de nos pays ?

Le moment est venu de nous regarder en face, de confronter le sens de notre existence, les valeurs que nous chérissons, en les rapportant à notre condition dans le monde.

Il nous faudra combattre ardemment, tous les aspects de notre culture qui nous tirent vers le bas, si nous voulons refuser que l'on nous impose pour l'éternité, la négation, la ségrégation et l'oppression.

Où se trouve la grandeur d'une Culture qui ne nous donne pas les moyens de dépasser notre condition, de nous hisser au sommet de notre humanité, en vivant en véritables hommes libres ?

Notre principal défi, sera de mettre définitivement fin à un système qui depuis plusieurs siècles, a obligé nos sociétés à entrer par la force dans un type de relation basée sur l'exploitation de nos ressources naturelles et humaines. Un système qui détruit notre continent, pollue notre environnement et nous transforme en de simples consommateurs abrutis, en nous inoculant par de nombreuses humiliations, un complexe d'infériorité qui nous empêche toute audace pour servir nos ambitions. Si nous voulons conduire le mouvement d'émancipation de la communauté africaine vers d'autres objectifs que ceux de la simple réforme du système qui nous maintient dans la servitude depuis des siècles, il nous faut comprendre que notre véritable libération politique passe par la lutte contre notre extrême dépendance économique.

Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une lutte pour notre véritable libération, celle qui consiste à supprimer définitivement ces rapports de domination et de servitude qui n'ont que trop duré.

Nous ne pouvons plus continuer de fuir nos responsabilités, en laissant nos destins entre les mains d'institutions et d'organisations internationales, aussi bien intentionnées soient-elles ?

Quelles sont les structures et institutions qui ont été mis en place pour former des Africains libres, dans des sociétés qui ont subi des siècles d'apprentissage à la servilité ?

Espérons-nous naïvement, sans opérer de rupture radicale, retrouver notre liberté au sein de cadres institutionnels créés pour organiser notre assujettissement ?

Pour sortir de ce type de rapports de domination, nous devons :

- mobiliser et exploiter judicieusement toutes nos potentialités, afin de construire de solides structures et infrastructures économiques ;
- mettre sur pied des institutions et mécanismes politiques, facilitant une plus large participation des populations de nos pays exclues depuis la colonisation, des sphères de décisions politiques ;
- mettre sur pied des mécanismes financiers efficaces, permettant de soutenir nos activités économiques ;
- nous doter de plateformes de réflexion, afin de concevoir et produire des alternatives économiques et sociales qui nous permettront d'anticiper sur le cours de l'histoire, au lieu de nous installer dans un attentisme qui risquerait de nous être fatal.

Quel serait le sort réservé à l'Afrique, si jamais la zone euro venait à éclater ?

Vu notre extrême dépendance quelles seraient nos chances de survie en cas de conflit mondial ?

Que se passerait-il si les Chinois se révélaient être pire que les Occidentaux ?

Face à ces nombreux défis, nous devons toutefois faire attention à ne pas donner un caractère ethnique à un combat qui en

définitive, est un combat contre l'oppression et l'injustice, et non contre un peuple ni une « race ».

Un combat contre un système de pensée, une vision du monde qui réduit l'être humain au statut de simple instrument à faire du profit, cela même dans les pays où il a pris naissance. À ce système d'exploitation, participent tous les peuples du monde, comme le combattent aussi, tous les membres de la famille humaine.

L'exigence de vérité et de cohérence, devrait nous empêcher de combattre l'injustice par l'injustice.

Il faut aussi veiller, à ce que notre activité militante ne s'épuise pas dans la seule redécouverte de notre passé lointain, aussi important que cela puisse être, au risque de perdre de vue les développements de l'histoire immédiate.

Nous avons tendance à oublier que l'histoire est en cours, et que nous pouvons changer sa trajectoire à tout moment.

L'heure est à la résolution impérative des obstacles majeurs qui s'opposent à l'émergence d'organisations politiques panafricaines fiables, capables de peser sur la vie politique du continent et d'accompagner les luttes des peuples pour l'avènement d'une Afrique debout.

C'est le moment de lutter pour trouver des solutions aux problèmes urgents qui menacent notre survie, tels que l'accaparement de nos terres, l'accès à l'eau potable, aux soins de santé de base et à la salubrité de notre environnement.

Devant le regain d'agressivité des corporations capitalistes, qui se traduit par la multiplication des foyers de tension, la raréfaction des ressources en eau, de la terre et la menace de la survie de millions de personnes, la faiblesse des organisations syndicales traditionnelles, il est nécessaire de reprendre le pouvoir

sur nos vies, si nous ne voulons par finir anéanti, par la cupidité du système.

Il est tout aussi impératif, de nous débarrasser des rigidités dogmatiques, facteurs de division, qui nous empêchent de mener des actions véritablement fondatrices.

Nous faudra-t-il attendre de convertir tous les Africains au culte traditionnel, avant d'engager la lutte pour l'émancipation de l'Afrique, alors que les Européens ont su mettre des religions venus d'ailleurs, au service de leurs ambitions ?

Qui du paysan Bassa, du citadin ivoirien, du musulman sénégalais ou de l'animiste malien, incarne t'il le mieux l'«Africain authentique», ou le «Nègre fondamental» ?

L'oppression et l'exploitation dont souffrent les Africains, trouvent leur fondement dans la situation d'extrême faiblesse économique de leur continent.

Même si les Africains n'ont pas une «culture commune», ils ont en partage une condition identique, celle du groupe ethnique le plus opprimé, des citoyens dépossédés de leurs droits les plus élémentaires sur leur propre continent, des citoyens de seconde zone hors du continent, de ceux qui souffrent le plus du chômage, de stigmatisations, d'agressions xénophobes, d'emprisonnement arbitraires, de persécutions xénophobes, d'humiliations dégradantes.

C'est cette condition commune qui doit servir de ferment à la lutte politique, pour la libération du peuple africain, de toutes les contraintes qui entravent son épanouissement culturel, économique, social et spirituel.

Nous sommes capables de redonner à notre cher continent sa gloire d'antan, si nous cessons de nous voiler la face, reprenons confiance en nous-mêmes et en nos propres capacités et décidons résolument de marcher debout sur la surface de la terre.

Si nous sommes prêts à consentir les sacrifices nécessaires, armés de l'audace de ceux qui n'ont rien à perdre, d'une

vision éclairée, de notre forte créativité, nous sommes capables de changer l'Histoire du Peuple Africain.

Tâche ne saurait être plus exaltante, que celle qui consiste à nous défaire des chaînes de la servitude, afin de vivre debout dans toute la stature de notre être, à la face du monde.

C'est en étant habité par la ferme volonté de nous débarrasser de toute tutelle étrangère, sous tous ses aspects que ne serons en mesure d'exprimer pleinement notre génie.

Nous disposons dans la réalisation de cette entreprise, de puissants atouts parmi lesquels et non des moindres, une immense richesse culturelle et une exceptionnelle résilience, forgée par les nombreux obstacles surmontés au cours des longues années d'oppression. L'Afrique peut compter sur sa jeunesse, dont l'ouverture d'esprit et la curiosité intellectuelle, font qu'elle ne dédaigne point de s'éclairer à toutes les sources de lumières du monde.

Les jeunes Africains, maintenant engagés dans un processus de maturation politique, qu'aucune force humaine ne saurait interrompre, constituent la vivante incarnation de la renaissance africaine. Armés d'une conscience politique suffisamment aiguisée, ils seront de plus en plus prêts à reconquérir leur dignité de haute lutte.

Dans ce combat de longue haleine, nous devons surtout nous attacher à procéder un profond réarmement moral, mental et spirituel. L'enjeu n'est pas seulement de concourir au pavage des routes et à la construction d'édifices qui rivaliseraient en hauteurs, mais de veiller qu'à l'intérieur de chacun de nous, s'érigent d'impugnables forteresses, que ni le feu ni le fer de l'injustice et de l'oppression, encore moins l'appât du gain, ne sauraient faire plier dans la servitude.

C'est à ce prix que nous serons ainsi capables de changer notre condition dans ce monde, en ouvrant de nouveaux

champs de possibilités, de vivre en Hommes debout et déterminés à le rester, quelles qu'en soient les circonstances.

C'est ainsi que nous pourrons dépasser le moment narcissique, en cessant aussi bien de nous réjouir de nos relatifs succès individuels, que de couvrir nos souffrances, pour embrasser avec courage, les aspirations de dignité, de justice, de Paix et de Prospérité de nos peuples, afin de paver avec eux le chemin vers la création des Etats Unis d'Afrique.

Fiche bibliographique

Adu Boahen (Albert Kwadwo), African Perspectives on Colonialism - éd. Johns Hopkins University Press 1989

Agbohhou (Nicolas), Le franc CFA et l'euro contre l'Afrique, éd. solidarité mondiale, 2000.

Alexander (Michelle), The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness (Hardback), Common, éd. The New Press, 2010

Assogba (Yao), Les ONG et le développement en Afrique ou la face cachée de la lune, Chicoutimi, Canada, Les classiques des sciences sociales, 1991, [Document électronique]
http://classiques.uqac.ca/contemporains/assogba_yao/ONG_devel_en_Afrique/ONG_devel_en_Afrique.pdf

Bachrach (Peter) et Morton S. Baratz, Power and Poverty - Theory and Practice, New York et Londres, Oxford University Press, 1970

Bernays (Edward Louis), Crystallizing Public Opinion, éd. Ig Publishing, 2011

Bernays (Edward Louis), Propaganda, éd. Zones, 2007

Blaut (James Morris), 1492: The Debate on Colonialism, Eurocentrism, and History. Trenton, Africa World Press - (1993)

Burger (Marlene) & Chandre Gould, Secrets and Lies : Wouter Basson and South Africa's Chemical and Biological Warfare Programme ,éd. Struik Publishers, 2003

Delage (Denis), Le pays renversé : Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est, 1600-1664, éd. Boréal, 1991

Douglass (Frederick), Narrative of the Life of Frederick Douglass, éd. The anti-slavery office, 1845, [document électronique]

http://www.ibiblio.org/ebooks/Douglass/Narrative/Douglass_Narrative.pdf

Dussel (Enrique), *The Invention of the Americas : Eclipse of «the Other» and the Myth of Modernity* - Continuum Intl Pub Group, 1995, [document électronique]

<http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/dussel/1492in/1492in.html>

El Mahdi (Rabab), *Empowered Participation or Political Manipulation: State, Civil Society and Social Funds in Egypt and Bolivia*, éd. Brill Academic Publishers, 2011

Gareth (Austin) & Chibuike Ugochukwu Uche, *Collusion and competition in colonial economies : Banking in British West Africa, 1916-1960*, *Business History Review* 81 (1) 1-26, 2007, [document électronique]

<http://www.lse.ac.uk/economicHistory/pdf/Austin/Collusion%20and%20Competition%20BHR%20Spring%202007%20published.pdf>

Jones (James H.), *Bad Blood : The Tuskegee Syphilis Experiment*, éd. Free Press; 1982

Lewin (Kurt), *Action research and minority problems*, *Journal of Social Issues* 2(4): 34-46, 1946

Lewin (Kurt) Lippitt R., White R.K., «Patterns of aggressive behavior in experimentally created social climates», *Journal of Social Psychology* 10: 271-301, 1939

Mahamane (Ousmane Ilbo), *Le rendez-vous manqué du Niger avec le Cinéma: Le prix à payer d'une coopération colonialiste*, éd. Universitaires Européennes, 2011.

McDougall (William), *An Introduction to Social Psychology*, éd. BiblioLife, 2009

Nkrumah (Kwame), *Class Struggle in Africa*, éd. Panaf books, 1999

Sidanius (Jim) and Pratto (Felicia), *Social Dominance, An Intergroup Theory of Social Hierarchy and Oppression* Cambridge University Press, 2001

Tawney (R. H.) *Equality*, Londres, Allen and Unwin, 1931

Trigger (Bruce G.), Les Indiens, la fourrure et les Blancs, éd. Boréal, 1995

Vershave (François –Xavier), De la Françafrique à la Mafiafrique, éd. Tribord, 2005

Washington (Harriet A.), Medical Apartheid : The Dark History of Medical Experimentation on Black Americans from Colonial Times to the Present, éd. Anchor; 2008

Wilson (Amos Nelson), Blueprint for Black Power: A Moral, Political, and Economic Imperative for the Twenty-First Century, éd. Afrikan World Infosystems, 1998

Wilson (Amos Nelson), (1993). Falsification of Afrikan consciousness: Eurocentric history, psychiatry and the politics of white supremacy. Brooklyn, NY : éd. : Afrikan World Info Systems

Wilson (Amos Nelson), Afrikan-Centered Consciousness Versus The New World Order : Garveyism in the Age of Globalism (1999)

(Excerpt : From a lecture delivered by Amos N. Wilson at the Marcus Garvey Senior Citizen Center, Brooklyn, NY in 1985 ; Transcribed by Sababu.N. Plata)

